



Celui qui tue une fourmi avec soin peut découvrir ses intestins : documentation de l'expérience des médiateurs ouest-africains



Les publications de Gorée Institute sont indépendantes d'intérêts nationaux ou politiques spécifiques. Elles sont principalement destinées aux décideurs, à la société civile, aux politiciens et aux praticiens dans le domaine. Elles ciblent aussi le monde universitaire et les citoyens en général.

© Gorée Institute 2010

Pour toute demande d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de n'importe quelle partie de cette publication, veuillez contacter:

Gorée Institute
B.P.05, Rue du jardin – Ile de Gorée
Sénégal

Gorée Institute encourage la dissémination de son travail et répondra promptement aux demandes d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de ses publications.

Design de la couverture par: Gorée Institut

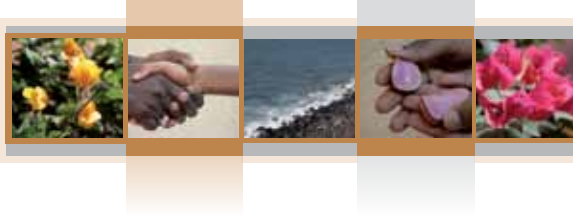
Graphisme par : Imprimerie Graphi Plus

Imprimé par : Imprimerie Graphi Plus

ISBN: 978-2-9535524-3-0

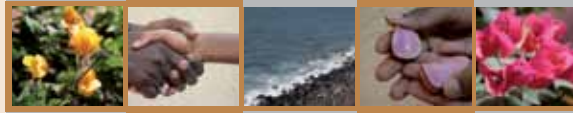
Photo : Les sages sous l'arbre à palabres de Diamakouta Casamance - Mariama Conteh

**Celui qui tue une fourmi avec soin peut
découvrir ses intestins : documentation
de l'expérience des médiateurs
ouest-africains**



TABLES DES MATIERES

• Préface	7
• Remerciements	9
• Introduction générale : Expériences des médiateurs en Afrique de l'ouest	11
• Introduction : La médiation en Afrique de l'ouest - Le rôle de l'Union africaine, de la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'ouest et des Nations unies dans la médiation en Afrique de l'ouest	15
Profiles :	
• Ambassadeur Said Djinnit	19
• Président Olusegun Obasanjo	23
• Monsieur Cheikh Ndiaye	29
• Madame Thelma Ekiyor	33
• Monsieur Lansana Condé	39
• Monsieur le ministre Kofi Woods	43
• Madame Saran Daraba Kaba	47
• Major Général Ishola Williams	51
• Monsieur Emmanuel Bombande	57
• Monsieur Hassan H. Feika	63
• Madame Leymah Roberta Gbowee	67
• Sheikh Abu Bakarr	73
• Révérend William Tolbert III	77
• Madame Seynabou Male Cissé	81
• Madame Amy Smythe	85
• Monsieur Gad Peter Shamaki	89
• Professeur Serigne Diop	95
• Conclusion	99



PRÉFACE

La médiation. Qu'est-ce que ce mot évoque dans nos esprits ? Pour certains, il s'agit de choses locales, de petites disputes. D'autres le mettraient plus à un niveau étatique, mais, en général, nous faisons référence à quelque chose qui se passe comme un moyen de mettre fin aux conflits violents aux niveaux national et international. Bien trop souvent, quand nous entendons ce mot, nous pensons aux personnes éminentes faisant partie du processus, aux présidents, aux anciens présidents, aux secrétaires généraux de l'ONU et aux envoyés spéciaux.

Pour ceux qui travaillent dans le domaine de la consolidation de la paix et de la résolution des conflits, ce pourrait être moins souvent le cas. Nous comprenons la valeur et la contribution de la médiation à différents niveaux, ceux de la communauté, de la société civile et au niveau international. Nous comprenons l'importance du temps en termes d'efficacité de la médiation comme un outil. Nous comprenons qu'elle n'est pas la réponse à tous les conflits et à toutes les étapes des conflits. Mais nous savons également qu'il s'agit d'un outil essentiel pour la prévention et la consolidation de la paix, et que les résultats d'une médiation bien faite peuvent être durables.

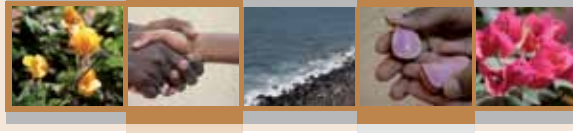
L'Afrique de l'ouest est malheureusement riche en études de cas de conflits qui ont besoin de médiation à tous les niveaux, et pour une pléthore de raisons. Non seulement avons-nous eu des coups d'États et des conflits ethniques et civils, mais il existe aussi des situations qu'on pourrait décrire comme des conflits latents ou politiques, comme en Guinée, situation parfaitement décrite par le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest, Son Excellence l'ambassadeur Saïd Djinnit, quand il dit : « Il ne s'agit pas d'un conflit entre un mouvement rebelle et un régime, non, il s'agit d'un conflit dans lequel on voit des alliances changer. Je veux dire que cela tout seul pourrait être le sujet d'un livre entier. Les acteurs et les attitudes changent tous les jours. Les alliances changent à cause des affiliations politiques, des affiliations ethniques, à cause d'autres alliances, et cela intrigue après intrigue. Chaque semaine il y a un obstacle et il faut exercer une médiation, ou négocier cet obstacle ou celui-là, ou un autre. »

L'Institut de Gorée n'a pas commandité cette publication pour établir une compréhension universitaire ou théorique de la médiation. Nous vous apportons des expériences personnelles de médiateurs bien connus en Afrique de l'ouest. L'œuvre n'est en aucun cas exhaustive, mais elle donne une idée des expériences, des défis que les médiateurs traversent et des sacrifices individuels qu'ils font afin de contribuer à une sous-région paisible.

Dans ces portraits, les médiateurs partagent leurs perceptions autour du contexte dans lequel ils travaillent... ce qu'ils considèrent comme leurs forces... et leurs succès et leurs échecs. Nous illustrons également des thèmes larges à travers les pays, examinant s'il y a des aspects qui sont particulièrement « ouest-africains » dans leur approche de la médiation, et leurs perspectives sur la valeur et les défis de la médiation à leurs niveaux particuliers. Il ne s'agit pas d'une volonté d'être controversé ou de faire des commentaires sur la valeur de ces individus en tant que médiateurs, il ne s'agit que d'avoir accès à leurs impressions, leurs expériences et leurs avis sur la médiation.

Finalement, avec ces quelques études de cas, nous avons encouragé la voix des médiateurs à sortir. Nous avons essayé de nous concentrer sur ceux qui sont impliqués dans les conflits moins politiques, ceux-là étant déjà bien mieux documentés. Bien que nous ayons essayé d'encadrer leurs pensées et leurs idées, certains ont parlé plus des questions qui les intéressaient, et sûr d'autres moins, et nous avons laissé cela en tant qu'image de leur caractère. Cependant nous avons structuré tous les profiles de la même manière, sauf le profil d'introduction, dans le but de simplifier la lecture : La poignée de main : apprendre à connaître nos médiateurs, nous livre une petite biographie du médiateur et quelques idées d'ordre général sur la médiation ; En bons voisins : Vues sur la médiation dans la sous régions, donne l'opinion du médiateur sur la médiation et les conflits dans la sous région ainsi que les conflits dans leurs pays ; Le tambour d'appel : les expériences personnelles dans la médiation, décrit les expériences spécifiques des médiateurs ; Dans laalebasse : opinions sur les différents problèmes liés à la médiation, présente les points de vues des médiateurs sur des questions telles que la formation, le genre, la culture et les acteurs externes dans le processus de médiation dans la région et finalement ; partager la noix de cola : partager les expériences et les leçons apprises, décrit les souvenirs qui les ont le plus marqués, les succès, défis et leçons apprises. En même temps, la différence de longueur de chaque profile est due aux réalités des limites de temps dont disposaient les personnes aussi dévouées que celles que nous avons interviewées.

Nous soulignons la variété des personnes impliquées dans la médiation dans la région et nous attirons votre attention sur les efforts qui se font en Afrique de l'ouest, parce que, en dépit des défis, il est clair que la volonté existe. Comme l'a exprimé Son Excellence l'ambassadeur Djinnit, « en général, je crois que les africains ont été bons, et ils ont démontré qu'ils sont volontaires, et ils ont fait cela en confrontant leurs propres problèmes et en s'impliquant dans la médiation, qui a été, la plupart du temps, gérée par les africains, surtout en Afrique de l'ouest. » Pour nous à l'Institut, il s'agit d'approfondir notre compréhension de la pratique de la médiation dans la région afin de voir comment mieux la soutenir.

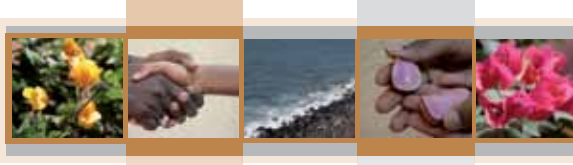


REMERCIEMENTS

En termes d'espace géographique, de différence de langues, et des emplois du temps très chargés des médiateurs, la coordination de cette publication a été laborieuse. Elle a pu être un succès grâce à la générosité et à la coopération de différentes personnes à qui nous exprimons notre profonde gratitude. Notre gratitude va aussi à l'encontre de tous les médiateurs qui nous ont accordé leurs temps, ont participé aux entretiens, et ont partagé généreusement avec nous leurs expériences avérées de la région : son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Said Djinnit, le Président Olusegun Obasanjo, Monsieur Cheïkh Ndiaye, Madame Thelma Ekiyor, Monsieur Lansana Condé, Monsieur le ministre Kofi Woods, Madame Saran Daraba Kaba, Major Général Ishola Williams, Monsieur Emmanuel Bombande, Monsieur Hassan Feika, Madame Leymah Roberta Gbowee, Sheikh Abu Bakarr, Révérend William Tolbert III, Madame Seynabou Male Cissé, Madame Amy Smythe, Monsieur Gad Peter Shamaki, et Professeur Serigne Diop

Nous voudrions spécialement remercier tous ceux qui ont contribué à la conception de la publication. Nous pensons particulièrement aux collègues du projet d'appui à la médiation de Swisspeace/CSS, pour leur apport et pour avoir partagé avec nous les ressources que le projet a développé pour les praticiens de la médiation. Nos remerciements vont aussi à l'unité de médiation du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, pour leur appui.

Nos remerciements vont également aux consultants qui ont interviewé les médiateurs et qui ont écrit les profils : Professeur Babacar Diop, qui a mené les entretiens au Sénégal, en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée ainsi que Monsieur Jimam Lar qui s'est occupé des entretiens au Ghana et au Nigeria. Nous remercions tout particulièrement Mamadou Seck pour son appui technique et pour l'édition du texte en français.



INTRODUCTION GÉNÉRALE : EXPÉRIENCES DES MÉDIATEURS EN AFRIQUE DE L'OUEST

La médiation est consubstantielle à la vie familiale, sociétale : les familles et les sociétés qui arrivent à survivre et à se développer sont celles qui arrivent à relever les défis de la cohabitation et à réguler leur fonctionnement avec, entre autres méthodes, la médiation.

Feu notre "doyen" Saliou Kandji, ancien ambassadeur du Sénégal en Irak, journaliste, africanologue, islamologue, comme il se présentait lui-même, a énuméré parmi les médiateurs traditionnels, outre les **parents** au sens large, les **hommes** et les **femmes** d'âge, les sages et quatre (4) **catégories de médiateurs – conciliateurs** spécifiques :

- ceux animés des vertus du "**gammu**" wolof c'est-à-dire la **parenté mythique** ou ontologique. Il en est ainsi par exemple des **relations** entre Sereer et Al Pulareen, Sereer et Joolaa au Sénégal et en Gambie ;
- ceux animés des vertus du "**Kal**" wolof c'est-à-dire la **parenté spirituelle** directe ou indirecte. Il en est ainsi des relations entre Jóob et NJAAY, JARA et TARAWAARE au Sénégal et au Mali ;
- ceux activés grâce au barrage des **interdits**, des tabous, le "**mbañ**" wolof, ou grâce aux pactes de **fraternisation**, ou grâce à l'**initiation "bukkuut"** joolaa, "**lël**" wolof, "**ndut**" sereer, "**solì**" bambara, etc. dans l'espace sénégal-malien ;
- ceux enfin animés par la parenté **contractuelle** : le "**mbokkoo**" wolof, la conscience d'une communauté d'intérêts.

Dans les trois premières phases (7 – 14 – 21 ans) de l'éducation, la prise en compte des domaines religieux, intellectuel, social et professionnel était assurée. Les Etats qui se sont constitués dans l'espace africain, depuis l'Egypte pharaonique jusqu'aux emprises ouest africaines (Ghana, Mali etc.) ne pouvaient ignorer ces mécanismes¹.

Ainsi en Egypte pharaonique on peut signaler le conseil du pharaon Thoutmosis III (1490-1436 avant J.C.) à son vizir Rekhmaré : "Un vizir ne doit pas avoir de parti pris, ni pour les uns ni pour les autres".

Ainsi, dans la bonne tradition africaine, voire humaine, assurer la médiation c'est aider à trouver le bon chemin, le chemin droit, le chemin juste ("jubale" en wolof), ce qui rime avec recommandation, conseil ("diglé").

Dans l'empire du Mali, au XIII^{ème} siècle, la charte de Kurukan Fuga a accordé une place particulière à la coexistence pacifique entre les différents groupes ethniques. Ainsi on comprend aisément que

1 - S. Kandji "*De la médiation – conciliation dans les traditions négro africaines et islamiques*". Il serait intéressant d'approfondir la réflexion sur le radical **dg** en wolof qui indique le milieu, la coupure douloureuse parfois, la médiation, le conseil. Le terme latin "**médius**" n'évoque-t-il pas le même souci de la recherche d'équilibre ?". Texte que l'auteur avait partagé avec moi quand il était dans le Comité d'Ethique et de déontologie du Congad (Conseil des ONG d'appui au Développement).

jusqu'à nos jours, les Jóob de la Gambie, de la Mauritanie ou du Sénégal puissent être accueillis au Mali avec le nom TARAWAARE, que les JARA du Mali, de la Côte d'Ivoire ou du Burkina Faso puissent être accueillis au Sénégal, en Gambie ou en Mauritanie sous le nom de NJAAY. Ces mécanismes ont pu jouer et jouent encore un rôle important dans l'insertion, l'intégration sociale, la cohabitation et la régulation sociale, le règlement des conflits en Afrique de l'ouest. Si on y ajoute les apports de l'Islam et du Christianisme, on peut dire que les ferments culturels existent en Afrique de l'ouest pour cultiver la paix et les droits de l'homme.

Pourquoi alors, depuis les indépendances africaines (à la fin des années 50), sur les cinquante –trois Etats africains, plus de la moitié ont connu ou connaissent encore des troubles sociopolitiques graves ? Pourquoi l'Afrique de l'ouest présente au début du 3ème millénaire un tableau peu rassurant.

«Certains Etats sont rongés de l'intérieur par des discordes entre différentes forces politiques. D'autres ont basculé de façon ponctuelle ou récurrente dans le désordre et la guerre. D'autres sortent difficilement de longues années de conflits armés. Un certain nombre, un petit nombre, il est vrai, a accompli heureusement des progrès notables dans la domestication de la violence et jouit par conséquent d'une stabilité relative, mais avec des incertitudes profondes quant à l'avenir de processus démocratiques².»

Des opérations de médiation ont été tentées : médiation politique à travers des concertations inter gouvernementales, grâce à des institutions de coopération (Union africaine) ou régionale, sous régionale (CEDEAO, UEMOA) ; médiations de la société civile à partir de plusieurs initiatives notamment religieuses, caritatives, humanitaires ; médiations des agences de développement avec plusieurs actions comme celles des Nations unies, de l'Union européenne etc.

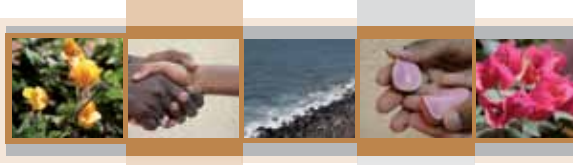
Différents types actions ont été identifiés : traitement des situations conflictuelles, traitement des sociétés en crise, prévention de conflits³. Toutefois, les résultats restent mitigés, soit parce que les approches n'ont pas tenu compte de la complexité des situations ni de l'imbrication des différents facteurs internes et externes, idéologiques, socioculturels, politiques et économiques, soit parce que les méthodes n'ont pas été efficaces, soit parce que les moyens humains, logistiques, financiers n'ont pas suivi, soit par manque de coordination des efforts des différents acteurs.

Différentes structures de la société civile ont tenté de combiner deux approches : donner la priorité à la prévention des conflits et à la formation de personnes ressources au niveau communautaire sur les techniques de médiation⁴.

2 - Cf. la contribution en 2005 du Professeur John Igwé lors du Forum sur les partis politiques, les médias et la société civile à Cotonou. Cette contribution est intitulée *"La société civile dans la construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest"*, OCDE club de veille pour la Paix en Afrique de l'Ouest, Cotonou, juin 2005, p. 9-11.

3 - Cf. la communication du professeur J. Igwé déjà mentionnée.

4 - Cf. ARED (Association in Research and Education for Development) : *"Recherche et Maintien de la Paix : Stratégies pour une Gestion Alternative des Conflits"*, Dakar, 1999, 1^{ère} édition.

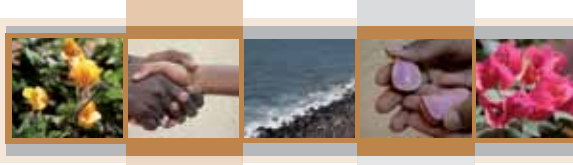


L'Organisation internationale de la francophonie a pu systématiser une partie de son expérience dans un document de travail intitulé "Les médiations dans l'espace francophone". Considérant le caractère de plus en plus marqué, intra étatique et sous-régional des conflits et crises sociopolitiques et tenant compte de leur lien avec la fragilité des institutions et processus démocratiques, elle a insisté sur l'enjeu de la médiation. Elle est considérée comme une intervention acceptée par les parties à la crise ou au conflit en vue de contribuer à faire baisser les tensions, parvenir à mettre un terme aux violences et œuvrer à trouver un mode de règlement. Elle intervient tout le long du continuum de la crise, elle fait partie de l'accompagnement international, du suivi des accords, comme elle est aussi un outil de prévention des conflits.

On peut certes distinguer les nuances, les étapes de l'enquête, de la facilitation, des bons offices, de la conciliation, de la négociation, de l'arbitrage, les particularités de l'envoyé spécial de tel ou tel organisme, du représentant spécial de tel ou telle structure etc., l'essentiel est de retenir que "la médiation internationale a connu un développement spectaculaire durant les quinze dernières années. Mode de règlement classique dans la panoplie des résolutions pacifiques des différends, la médiation apparaît comme un outil particulièrement adapté au traitement des conflits⁵."

C'est au moment où les défis sont relativement bien cernés : bonne gouvernance démocratique (respect du calendrier républicain, élections transparentes, fin des mandats illimités), économique (transparence dans l'attribution des marchés, tableau des opérations financières, budget participatif, etc.), socio culturel (respect des diversités ethniques, linguistiques, religieuses, etc.).

Il y a un besoin d'innovation pour approfondir la réflexion à un niveau régional et sous régional et pour examiner les articulations et synergies entre démarches formelles et informelles, étatiques, interétatiques, associatives, communautaires et individuelles. Il est important de documenter les différentes expériences, d'en faire un test, un levier pour élargir la perspective et améliorer les interventions.



INTRODUCTION : LA MÉDIATION EN AFRIQUE DE L'OUEST - LE RÔLE DE L'UNION AFRICAINE, DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DES NATIONS UNIES DANS LA MÉDIATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

Dans les dernières deux décennies, la région ouest-africaine a témoigné d'une pléthore d'efforts de prévention et de gestion des conflits entrepris par les organisations internationales. Les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) ont entrepris des efforts séparés et, dans certains cas, conjoints, en faveur de la prévention et de la résolution des conflits dans la région. Un des outils majeurs déployé dans de tels efforts d'intervention a été le processus de médiation ; le travail de médiation avec ces organisations a été conduit à travers deux points d'entrée essentiels. Le premier est la médiation qui tente de prévenir la montée en flèche des conflits vers la violence. Le deuxième point, qui a été plus répandu dans la région, surtout dans la première décennie de l'ère de l'après-guerre froide, est la médiation qui tente de résoudre les conflits et de gérer les processus de transition dans les pays post-conflits.

En 2006, les Nations unies ont établi une Unité de soutien de la médiation (MSU) dans le Département des affaires politiques. L'Unité de soutien de la médiation est devenue opérationnelle en 2008 avec la création d'une Équipe de soutien, «à la demande», pour être déployée à la demande des envoyés politiques de l'ONU, des organisations régionales, des missions de maintien de la paix et des médiateurs sur le terrain⁶. L'équipe a été déployée au Kenya en 2008 et en RDC en 2009 afin de soutenir le travail de médiation de Kofi Annan et d'Olusegun Obasanjo⁷. Sur le terrain, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest (UNOWA) fait de la diplomatie préventive dans la région à partir de sa base à Dakar, au Sénégal. Au fil des ans, les missions onusiennes dans les pays en conflit dans la région de l'Afrique de l'ouest sous l'égide du Représentant spécial du Secrétaire général (SRSG) ont alterné entre le maintien de la paix, la médiation et la reconstruction post-conflit.

L'établissement du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine en 2004 a vu la mise en place de structures concrètes en charge de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits⁸. La sous-structure essentielle du Protocole en charge de la médiation est le Conseil des anciens. L'Union africaine facilite aussi les efforts de médiation à travers les envoyés spéciaux et les représentants spéciaux du président de l'UA.

6 - Voir le Communiqué de Presse, Département des Affaires Politiques des Nations unies, 9 juin 2009, "On Call" UN Mediation Team a Valuable Resource" (en anglais):

http://www.un.org/Depts/dpa/docs/StandbyTeam_June09pr.pdf

7 - Voir le Profil du Président Olusegun Obasanjo.

8 - Voir les Articles (2), (3) et (6) du Protocole Relatif à la Création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine.

L'UA a amélioré significativement la promotion de la stabilité et la prévention des conflits dans la région. Ces structures ont fait des avancées importantes dans la facilitation des processus de paix, et il existe un nouvel accent sur la médiation comme outil critique. La preuve des succès est claire, bien que souvent ils reçoivent peu d'attention, mais, malheureusement, cela ne change pas le fait que les défis qui restent sont énormes.

Sous l'égide de la CEDEAO, la médiation fait partie d'un cadre général qui met en priorité l'alerte précoce et la prévention des conflits. Elle est largement basée sur le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de 1999 (le Mécanisme). Ce cadre général a trois structures ou organes. Premièrement il y a les facilitateurs ou médiateurs appelés le cas échéant ; ils sont, en grande partie, issus des chefs d'État actuels ou anciens. Les médiateurs spéciaux sont approuvés par l'Autorité des chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO et tirent leur mandat de l'article 20 du Mécanisme. L'article 20 ne différencie pas clairement entre les médiateurs spéciaux et les membres du Conseil des sages. Cependant, dans le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) et, en pratique, ils sont traités en tant que catégories séparées.

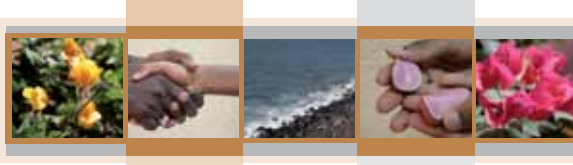
La deuxième structure de médiation disponible pour la CEDEAO est le Conseil des sages. Les membres du Conseil des sages sont des personnalités connues des différentes parties de la société - notamment les leaders politiques, traditionnels et religieux⁹. Il comprend également le président de la Commission des représentants spéciaux et les envoyés qui sont basés dans les pays en conflit. Il s'agit des premiers points d'engagement dans toute situation de conflit.

L'adoption et l'opérationnalisation des cadres normatifs dans le cas de la CEDEAO, afin de faciliter les interventions, ont réalisé des succès essentiels dans la région, comme cela a été le cas lors la crise de succession au Togo en 2005 et lors des crises politiques en Guinée Conakry - d'abord au début de 2007 entre le gouvernement et les syndicats, et plus récemment, le 15 janvier 2010 la CEDEAO a négocié l'Accord de Ouagadougou.

Le point focal de l'engagement UA-CEDEAO en Guinée Conakry était le Groupe international de contact sur la Guinée (GIC-G), établi le 30 janvier 2009, afin de continuer l'engagement et de contrôler le progrès vers la restauration d'un ordre constitutionnel en Guinée¹⁰. Le Groupe de contact est coprésidé par le président de la Commission de la CEDEAO et le président de la Commission de l'UA. D'autres membres sont des représentants de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), l'Union européenne (EU), et l'Union du Fleuve Mano (UFM), et les Nations unies. Encore plus important, le Groupe de contact a mis tout son poids derrière le Médiateur de la CEDEAO, le président Blaise Compaoré du Burkina Faso, ce qui a renforcé le mandat du médiateur.

9 - Voir Babatunde Tolu Afolabi, "Peacemaking in the ECOWAS Region: Challenges and Prospects" Conflict Trends (CT 2009/2) ACCORD (African Centre for the Reconstructive Resolution of Disputes), Afrique du Sud, p. 24-30.

10 - Voir le Communiqué Final du Groupe International de Contact sur la Guinée (GIC-G) Conakry, 15 février 2009.

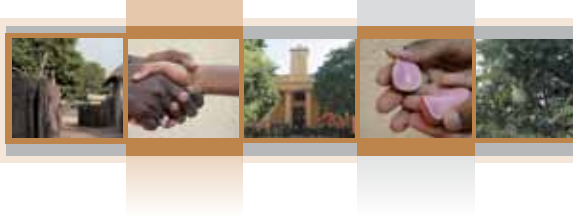


Au niveau de la Commission de l'UA, le président avec le soutien de la CPS à travers des communiqués pertinents et aussi à travers les efforts de son envoyé spécial pour le Guinée-Bissau, M. João Bernardo de Miranda, a été capable de soutenir le processus. Avec les succès de la médiation préventive, la CEDEAO, avec le soutien de l'UA et de l'ONU, s'est également engagée dans la médiation transitionnelle post-conflit. Les efforts de médiation du médiateur de la CEDEAO pour le Liberia, l'ancien chef d'État du Nigeria, le Général Abdulsalami Abubakar qui a négocié l'Accord d'Accra de 2003, est un bon exemple d'un processus efficace de médiation. La Direction des affaires politiques de la CEDEAO est en train d'établir une Division de facilitation de la médiation afin de soutenir ses efforts continus de médiation.

Bien qu'il y ait eu des avancements et des succès dans la médiation sous-régionale et la résolution des conflits, il y a encore plusieurs défis dans l'opérationnalisation efficace de ces organes et cadres élevés. Les institutions du Panel des sages au niveau de l'UA et le Conseil des sages de la CEDEAO sont un exemple de structures vitales qui ne sont pas encore pleinement opérationnelles. Le processus de sélection des membres, le manque de ressources, et les compétences et l'expertise dans la médiation ne sont que quelques contraintes que ces organes de médiation clés sont en train de traiter¹¹.

Une autre tendance inquiétante est le mouvement de la CEDEAO de fermer ses missions une fois que l'État membre post-conflit est considéré comme ayant atteint une stabilité relative. Actuellement, la mission de la CEDEAO au Togo a été fermée tandis que celles en Guinée et au Libéria sont en train de fermer. Bien que ces pays aient fait de bon progrès, il y a encore le besoin que la CEDEAO reste sur le terrain comme le premier point d'engagement. Enfin, sur une note général, les processus de médiation dans la sous-région doivent être plus inclusifs, cela est en particulier vrai en ce qui concerne le rôle que la société civile peut jouer dans l'amélioration du processus et en ce qui concerne le besoin d'avoir une situation plus équilibrée entre les sexes.

11 - Babatunde Tolu Afolabi, "Peacemaking in the ECOWAS Region: Challenges and Prospects", op.cit.



Ambassadeur Said DJINNIT

Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest, Dakar, Sénégal

«Vous ne pouvez pas vous engager dans une médiation à tout moment. Vous y recourrez quand vous pensez qu'il y a de l'espace, et qu'il y a une opportunité, et qu'il y a une atmosphère pour la médiation.»

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest (UNOWA) a notamment pour mandat de mener des missions de bons offices et des missions spéciales dans différents pays de la sous-région, comme la Mauritanie. Il le fait au nom du Secrétaire général des Nations unies, et concentre ses activités sur la prévention des conflits et le renforcement de la paix, et, en tant que tel, partage avec la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) la tâche de répondre aux questions de la médiation dans la région. De récents pays d'attention ont été la Guinée, le Niger, la Mauritanie et la Guinée-Bissau.

L'actuel représentant spécial du Secrétaire général (RSSG), Son Excellence l'ambassadeur Said Djinnit, un diplomate algérien chevronné, a une expérience conséquente dans le domaine de la médiation sur le continent africain. Tandis qu'il concentre actuellement son activité sur l'Afrique de l'ouest où il a été profondément impliqué dans les efforts de médiation en Guinée et en Mauritanie, dans son rôle en tant que Commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité il a soutenu le processus de paix en Éthiopie-Erythrée, en République Démocratique du Congo, au Burundi, aux Comores, à Madagascar, en Sierra Leone, en République Centrafricaine, en Côte-d'Ivoire, au Libéria, au Soudan et en Somalie.

Il semble essentiel de bénéficier de son analyse et de ses expériences comme une introduction et une vue d'ensemble de la médiation en Afrique de l'ouest. Avec sa vaste expérience, non seulement partage-t-il simplement ses réflexions, mais il offre également des opportunités de voir tout cela à partir d'un angle comparatif, à travers des lunettes plus continentales, qui vont au-delà de la région.

Sous l'arbre à palabres : Expériences personnelles de la médiation

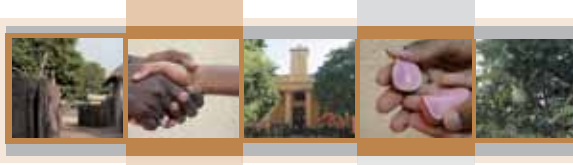
L'une des convictions les plus essentielles de l'ambassadeur Djinnit situe le processus de médiation au sein d'un groupe plus large de mécanismes de renforcement de la paix et de résolution des conflits, allant de la diplomatie préventive au maintien de la paix. Il met en garde contre l'avis de certains qui voient dans la médiation la solution globale et la solution la plus pacifique pour la résolution et la prévention des conflits en disant : « Vous savez, je pense que la médiation est encore utile, je crois qu'elle est utile, mais elle est limitée dans le temps. Vous ne pouvez pas vous engager dans une médiation à tout moment. Vous y recourrez quand vous pensez qu'il y a de l'espace, et qu'il y a une opportunité, et qu'il y a une atmosphère pour la médiation. La médiation est essentiellement fournie quand les parties antagonistes en viennent au point de penser qu'elles ne peuvent pas faire avancer leurs vues à leur manière. »

Cela est souvent désigné comme la situation « mûre ». Il est clair que différentes agences d'intervention peuvent avoir un impact sur l'accélération ou le ralentissement du processus de médiation, mais il est également clair que l'essentiel dépend des dynamiques du conflit et de ses acteurs. Il est clair pour l'ambassadeur Djinnit, qu'avec la médiation, la bonne volonté des acteurs de venir tout d'abord à la table des négociations est essentielle. Cela n'est pas viable autrement. Comme il le voit, ce qui amène les acteurs à la table des négociations n'est pas toujours un simple désir pour la paix, mais plutôt quand les parties « ont épuisé les options, alors elles ne voient pas d'autres options, et quand cela est réalisé par les deux parties également. »

Il souligne également l'importance du calendrier du processus, et met en valeur le fait que la médiation ne peut être utile que si cela est exploité, en disant « la médiation est utile si elle arrive au bon moment, quand les parties sont ouvertes et sont prêtes pour recevoir une médiation ; ainsi, cela dépend de la nature des conditions pour les parties au conflit pour recevoir la médiation et le conseil. »

Son expérience et son implication dans les processus de médiation sont riches. Il explique qu'en Afrique de l'ouest le travail de l'UNOWA implique essentiellement le soutien des efforts de médiation de la CEDEAO. Il partage certaines expériences particulières dans lesquelles il a été plus profondément impliqué pour illustrer les nuances dans les approches selon la nature du conflit. En Mauritanie ils ont eu à répondre à un coup d'État. Ici, explique-t-il, « quand le coup d'État a eu lieu en Mauritanie il a été condamné par la communauté internationale, notamment par les Nations unies. Nous avons établi le groupe de contact international, et le président Wade fut le médiateur en chef. Ensuite nous avons constitué un noyau dur pour le soutenir. Nous avons travaillé très étroitement avec lui, afin de parvenir à un accord de médiation, que nous avons éventuellement appelé l'accord de Dakar. Il a été adopté ici à l'hôtel Méridien de Dakar, et signé formellement à Nouakchott ; mettant en présence les auteurs du coup d'État et l'ancien président qui avait été déposé, pour établir le gouvernement d'unité nationale devant mener aux élections. Au moins y a-t-il eu un retour à l'ordre social jusqu'aux élections. »

Le cas de la Guinée, de l'autre côté, a été très différent. Il y avait bien entendu des éléments similaires, mais comme il l'a expliqué clairement, les questions et les scénarios impliqués dans la médiation d'une



lutte politique, sans violence prolongée, sont entièrement différents, mais certainement pas moins complexes.

Il a exprimé à quel point peuvent être frustrantes les innombrables et régulières négociations en disant : « Tout d'abord nous avons négocié le fait qu'il fallait aller vers des élections, le premier tour. Je veux dire, même obtenir un premier tour a dû être négocié...Et alors la première chose dans laquelle nous avons été impliqués était d'assurer que la transition continue sans Dadis Camara, parce que nous avons toujours suspecté qu'il pourrait être un obstacle au retour de l'ordre social. Et ensuite, nous nous sommes mis d'accord sur une transition. Et enfin nous avons obtenu un gouvernement composé de personnes se battant en faveur d'élections. Une fois arrivés au pouvoir, ils ont dit qu'il ne fallait plus organiser des élections, pas maintenant. » Nous voyons ainsi ici, comment s'engager avec des personnes et avec leurs perceptions et désirs changeants pour le pouvoir, indique que ce qui peut apparaître comme une résolution à un moment donné peut facilement évoluer.

Les frustrations liées à la continuation des négociations dans la crise de Guinée continuent, comme l'explique l'ambassadeur Djinnit, la situation changeant tout le temps et le défi étant maintenant d'arrêter une date pour le second tour de l'élection présidentielle : « Maintenant, là où nous sommes c'est d'obtenir un second tour. Nous pensions nous être mis d'accord la semaine dernière et maintenant il y a un nouveau problème : la Commission électorale nationale indépendante de Guinée (CENI). Son président meurt et les membres de la CENI décident d'élire un nouveau président, et l'un des candidats déclare que cela n'est pas juste...juste pour vous dire que nous ne négocions pas un conflit en tant que tel, mais une série d'obstacles à des élections pacifiques qui, nous le croyons, délivreront le peuple et le pays de la situation du régime militaire, en faveur d'un régime démocratique qui finira par ressembler aux autres régimes d'Afrique qui essaient de gérer leurs pays. »

Avec sa vaste expérience il semble qu'il y ait trop de leçons à apprendre et tant d'expériences à partager, cependant l'ambassadeur Djinnit est disposé à partager certaines de celles qui furent les plus remarquables. De son expérience avec le processus de paix libérien il dit : « Je n'oublierai jamais quand les femmes du Liberia sont venues à Accra et ont décidé de ne laisser aucun homme impliqué dans les négociations quitter la conférence avant d'avoir trouvé un accord. »

Ainsi, ce ne sont pas seulement les actions des individus ou les expériences qui sont notables, mais aussi les leçons qu'il a apprises d'eux. Il a été assez aimable pour partager trois d'entre-elles avec nous qu'il trouve inoubliables.

« L'une est que j'ai toujours été impressionné ou surpris par l'esprit des partisans de la ligne dure. Quand vous vous en allez en pensant que vous avez convaincu la majorité des personnes à propos d'une ligne d'action, vous voyez que deux ou trois personnes décident de prendre une ligne dure et vous êtes alors surpris de voir que la majorité court derrière cette minorité...le rôle dommageable des partisans de la ligne dure. Et j'ai été surpris de voir la majorité, qui peut savoir quel est le sens commun, se rallier autour de la minorité. Ainsi, c'est comme si on avait la minorité exerçant un chantage auprès de la majorité qui a pourtant vu la raison et le sens commun. »

La deuxième chose est le rôle des personnalités, des meneurs, qui peuvent rendre la médiation plus facile ou plus compliquée. Quelques fois vous avez des personnalités. Alors le rôle de la personnalité dans la médiation, aussi bien pour les deux parties impliquées, les parties en conflit, et la personnalité du médiateur. Au-delà de l'expérience, c'est la personnalité qui compte vraiment. »

La troisième, est le fait de la peur d'aller vers la paix. Ils ont peur. Ainsi vous savez, quand vous êtes prêts, tout est prêt, vous avez été un bon médiateur, vous avez été un médiateur juste, ils comprennent qu'ils ont tous pris et donné, et ils ont tous compris qu'ils ont fait un bon accord, ils disent alors « Mon dieu, après il y a la paix ». Et alors, il y a une peur d'aller vers la paix. Ils n'étaient pas préparés à aller vers la paix. Alors ils ont peur d'expliquer cela aux gens, que vous faites la paix si facilement. Ainsi, maintenant, parce que peu de dirigeants expliquent aux gens que le temps de la paix est venu si rapidement, ce qui est bon pour les gens et qu'ils ont obtenu ce qu'ils voulaient, ils disent « laissez-moi consulter mon peuple. » Et ensuite, quand ils vous disent cela à vous en tant que médiateur, dites juste « adios » à votre accord. J'ai eu cette expérience dans une, deux ou trois occasions. »

Tout en félicitant les acteurs de la région à tous les niveaux, et la CEDEAO en particulier, pour les efforts dans la médiation, il s'accorde pour dire qu'il y a certainement des défis sur le terrain. Il est d'accord pour dire que la question du contrôle des processus de médiation en Afrique de l'ouest à travers un appui conséquent sur des ressources externes est un souci légitime, mais pour lui, cela doit être contextualisé. Il considère « que c'est un point faible de l'Afrique dans son ensemble. Ce n'est pas seulement la médiation. La plupart des nations africaines n'ont pas assez de ressources pour financer leur propre budget national pour l'école, etc., alors, de la même manière, malheureusement quand vous entreprenez une médiation, il faut vous appuyer sur des ressources externes et vos mains ne sont alors pas complètement libres, mais c'est pourquoi nous appelons cela un partenariat. »

Autant qu'il est concerné, c'est certainement une matière qui peut être bien gérée. Son opinion est qu'une médiation réussie « à besoin d'un leadership provenant d'Afrique et d'un soutien de la communauté internationale, et je pense que si le leadership est exercé proprement par les africains, vous pouvez limiter les interférences des non africains. S'il y avait des interférences vous pourriez le comprendre et les situer dans le contexte de la responsabilité partagée de nous tous pour la paix, parce que quand la guerre affecte l'Afrique, et que l'Afrique s'égare complètement, est pauvre, désespérée et dans le chaos, cela affecte nos voisins ; nos voisins immédiats en Europe et ensuite les autres, ainsi il y a le sentiment d'une sécurité commune. Ainsi, dans ce sens, nous devons accepter qu'il y ait un rôle pour les intervenants extérieurs, soit à travers un soutien technique ou un soutien financier. »



Président Olusegun OBASANJO

Ex-Président de la République Fédérale du Nigeria (1999-2007), Abeokuta, Nigeria

« Nous devons encourager les femmes à participer, elles ont définitivement un rôle à jouer. De toutes les caractéristiques que je connais qui font un bon médiateur, le sexe n'en fait pas partie ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Soldat, politicien, auteur, agriculteur, et homme d'État, le Président Olusegun Obasanjo n'a pas besoin d'être présenté. Né Olusegun Mathew Aremu Obasanjo à Abeokuta, dans le sud-ouest du Nigeria, il a rejoint l'armée nigériane en 1958, et a reçu une formation au Nigeria et à l'étranger. Parmi les postes militaires qu'il a occupés tout au long d'une carrière de 21 ans, le Président Obasanjo a servi en tant qu'ingénieur en chef de l'armée et Commandant de la deuxième zone de commandement de l'armée du Nigeria, ainsi qu'en tant que membre du contingent nigérian de la mission de maintien de la paix des Nations unies qui a été déployé dans l'ancien Zaïre au début des années 1960. Pendant la guerre civile du Nigeria, il a commandé la Troisième division de commandos de marine de l'armée, et a eu le privilège d'être l'officier qui a accepté la reddition du Biafra sécessionniste sur le terrain militaire. Le président Obasanjo a également servi en tant que Ministre nigérian du travail et de l'habitat et fut nommé chef du Cabinet du quartier général suprême après un coup d'État militaire en juillet 1975. Le président Obasanjo est devenu le chef de l'armée en février 1976 quand le chef de l'État, le Général Murtala Mohammed fut assassiné lors d'un coup d'État manqué. Il maintient ses fonctions jusqu'au 1er octobre 1979, ayant soutenu une transition démocratique en faveur du gouvernement civil et remis le pouvoir au Président Shehu Shagari, devenant ainsi le premier chef d'État militaire à transférer le pouvoir à un gouvernement civil élu démocratiquement.

Pendant la dictature du Général Abacha (1993-1998), le président Obasanjo fut emprisonné pour avoir participé à un coup d'État avorté, et fut relâché après la mort soudaine d'Abacha en juin 1998. Le successeur d'Abacha, le Général Abdulsalami Abubakar présida à la deuxième transition au Nigeria entre militaires et civils. L'élection présidentielle tenue en février 1999 fut gagnée par le Général Obasanjo et il prit ses fonctions en tant que président civil le 29 mai 1999. Le président Obasanjo a gagné un second mandat en 2003 et a rendu ses fonctions en faveur de feu le Président Umaru Yar'adua quand son mandat arriva à son terme en mai 2007.

Le président Obasanjo a eu une retraite remplie d'événements. Il a fondé l'African Leadership Forum, basé à Otta, dans l'État d'Ogun, où il est devenu un agriculteur à grande échelle.

En 2009, Obasanjo a été nommé Envoyé spécial par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon en République Démocratique du Congo, avec un mandat pour engager une médiation entre le président Joseph Kabila et le dirigeant rebelle Laurent Nkunda.

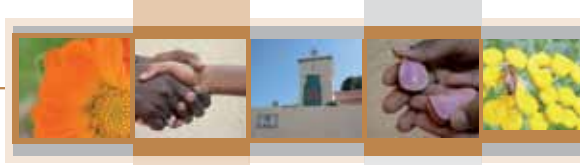
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Pour le président Obasanjo, une série d'expériences de vie a été importante dans la création d'opportunités pour qu'il devienne un médiateur. En ce qui le concerne c'est aussi un mélange de profession et de culture qui l'a mis dans ces fonctions. De son temps passé à l'armée à son séjour en prison, et son expérience en tant que président, il déclare clairement que «toutes ces expériences m'ont préparé pour une vie de réconciliation ; réconcilier les gens, essayant de faire la paix dans la communauté, au sein de la Nation et dans la communauté internationale. Ainsi, je dirais que mon expérience de vie et mon milieu culturel m'ont préparé pour une vie de réconciliation. Culturellement, dans la plupart des sociétés africaines quand deux individus ou groupes se querellent, les plus âgés interviennent, et la plupart du temps ce n'est pas pour imputer la faute à quiconque, parce qu'il n'y a pas de vainqueur ni de vaincu, notre tradition et notre culture font des deux parties des gagnants».

Parallèlement à sa médiation internationale de haut niveau, le président Obasanjo a apporté des contributions essentielles à la résolution de conflit interne du Nigeria. Il a été engagé de 1979 à 1985 dans un travail de médiation avec l'Awujale, qui est l'Oba (chef africain) de la terre d'Ijebu, et maintenant un chef traditionnel suprême et ancien gouverneur de l'État d'Ogun, Bisi Onabanjo. Le président Obasanjo explique le contexte de l'histoire comme étant basé sur le fait que « le chef Bisi Onabanjo a accusé les Awujale d'une conduite indigne des chefs, et le gouverneur voulait déposer le chef traditionnel. Les Awujale sont allés devant les tribunaux et il y avait une grande rancune entre les deux parties.»

L'autre conflit plus local était la vieille querelle entre les communautés Ife et Modakeke dans l'État d'Osun. Cela a commencé en 2006 et s'est terminé en 2009. Il décrit la base et les conséquences de la crise en disant : «Cette crise a commencé initialement comme une dispute pour la terre ; dans le contexte de la querelle entre ceux qui se sont installés et ceux qui sont natifs de la terre, la crise s'est envenimée au fil des ans en aboutissant à des violences avec des morts et des destructions de propriétés.»

Tandis que les détails des deux expériences étaient très différents, le président explique qu'il a pris une approche similaire pour la médiation dans les deux cas, en disant : «Mon expérience de la médiation a été largement influencée par mes antécédents traditionnels et culturels, ainsi les outils et les compétences sont trouvés au sein de notre riche héritage culturel. Dans les deux cas, ce que j'ai fait, c'était de d'abord connaître le contexte historique des querelles, et ensuite d'identifier les principaux personnages et acteurs. Enfin, il s'est agi de développer une méthodologie ou un processus. Dans la plupart des



cas vous préféreriez utiliser une sorte de médiation par navette, rencontrant les parties séparément, puis, quand le terrain est plus souple, vous les amenez ensemble. Quand vous réussissez à réunir les parties ensemble et que la glace est brisée comme le dit le proverbe, vous réalisez que chacun avait des supporters qui les tenaient en otage, ce que l'on voit dans presque toutes les querelles. Ainsi, quand vous exercez une médiation avec un groupe principal ou un individu principal et que vous semblez ne pas faire de progrès, quelques fois il convient d'impliquer leurs supporters, cela est très important.»

Pour une expérience à un niveau plus international, le président Obasanjo partage avec nous comment l'engagement dans un processus de médiation peut ne pas être toujours aussi bien planifié qu'espéré. Il parle du processus de nomination en tant que médiateur au Congo en disant : « J'étais loin, je pense en Chine pour un voyage, alors, quand les gens des Nations unies me cherchaient ils ne pouvaient pas me localiser. Quand les Nations unies m'ont enfin localisé et que j'ai demandé à consulter mon Président, ils ont dit – "et bien, il a déjà dit oui en votre nom".»

Les situations peuvent être complexes, et cela peut être le cas dès la première tâche du médiateur. Il explique une partie de ce processus en disant : «D'abord et avant tout je devais élaborer une équipe. J'avais trois officiers des Nations unies comme personnel d'appui et nous avons fait de Nairobi notre base dans la mesure où la ville est stratégiquement positionnée. Mon mandat principal et mon objectif principal étaient d'amener la paix dans l'est du Congo et les parties pour lesquelles je devais exercer ma médiation étaient assez diverses ; il y avait 22 milices différentes avec Laurent Nkunda dirigeant l'une des milices principales, ensuite vous aviez les gouvernements du Rwanda, de la République Démocratique du Congo et leurs voisins comme le Burundi. Tandis que certaines milices n'étaient pas si puissantes, le principal problème était la présence de milices puissantes comme celle de Nkunda et des restes de génocidaires Hutu. Nkunda était un jeune homme avec de l'ambition, qui avait des armes et se sentait relativement en insécurité en tant que Tutsi, mais un Tutsi congolais et qui avait pris les armes contre l'État (la RDC). Ce fut vraiment un difficile travail, à la fois physiquement et mentalement exigeant, par exemple, je crois que nous avons fait 30 voyages en 11 mois. Il y avait des périodes de 48 heures pendant lesquelles je devais rendre visite à cinq chefs d'État en deux jours. Le point positif pour moi est que nos efforts ne furent pas vains. Tandis que l'est du Congo n'est toujours pas complètement en paix, il y a eu un changement et des progrès majeurs à la suite de nos efforts.»

Il est clair qu'il y a de grandes complexités dans les questions pratiques. On ne peut qu'imaginer le stress personnel que cela peut créer. Et, cependant, ajouté à cela il y a le conflit et les dynamiques interpersonnelles particulièrement compliqués. Le Président partage certaines de ces expériences avec nous en disant : «Quand nous avons commencé, il y avait cette réunion que nous avons tenue à Nairobi. Les présidents Kabila et Kagame ne voulaient pas parler. Ils refusaient de parler, ni même de se serrer la main. Dès février 2009 ils conduisaient des opérations conjointes. Nous avons utilisé la médiation par navette pour briser la glace. J'étais comme un garçon de courses ; quand l'un disait une bonne chose à propos de l'autre je le relayais à l'autre partie, et ensuite il y avait une plaisante surprise, et c'est comme cela que nous avons fini par briser la glace. Il est important de noter que j'avais un partenaire formidable en la personne du Président Benjamin Mkapa. Vous voyez, les personnes qui maintiennent en vie des conflits relayent de mauvaises choses entre les différents protagonistes. En mars 2010, notre mission était achevée.»

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

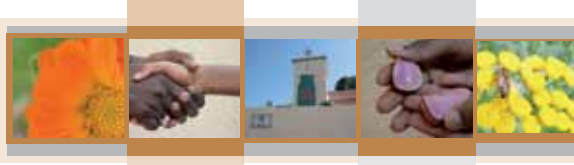
Dans l'expérience du président Obasanjo, il a eu souvent affaire avec ce que l'on désigne comme les acteurs externes, à la fois dans le cadre de son travail en tant que diplomate, mais aussi dans son rôle de médiateur. Il comprend la valeur de tels acteurs, mais il est clair que leur rôle doit être encadré pour être réussi. Il explique cela en disant : «On doit d'abord comprendre que le monde est interdépendant, et nous devons développer des compétences et des processus pour y faire face. Par exemple, au Congo, il y avait des représentants de la communauté internationale – britanniques, français et américains. Je les ai appelés et je leur ai fait comprendre que nous étions des partenaires et que nous travaillions ensemble, et nous avons eu des arrangements par lesquels nous partageons des informations et avions des comptes-rendus. Cela peut être très avantageux, dans la mesure où la plupart de ces acteurs externes ont certains leviers et de l'influence que l'on peut utiliser. Malheureusement, s'ils se lèvent contre vous, ils peuvent être une nuisance.»

Un autre problème qu'il a commenté est celui du rôle des femmes, pensant que «les femmes commencent à avoir un rôle plus important dans nos processus de médiation. Nous devons encourager les femmes à participer, elles ont définitivement un rôle à jouer. De toutes les caractéristiques que je connais qui font un bon médiateur, le sexe n'en fait pas partie.»

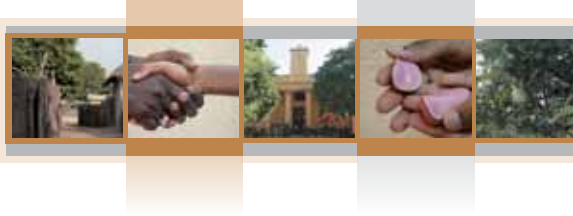
Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Pour un président qui a exercé la médiation à différents niveaux, sa vie est riche d'événements qui entourent ses efforts de médiation. Il admet qu'en choisir que quelques uns n'est pas facile, mais néanmoins il essaie de le faire en disant : «Mon moment le plus mémorable fut quand les présidents Kagame et Kabila se sont rencontrés, ont parlé franchement et se sont serrés la main, s'accordant pour commencer une coopération dans l'est du Congo, ce qui fut une percée majeure. Sur une note plus légère...travailler avec Nkunda était assez intéressant, vous savez il est psychologue, et il aime venir avec des surprises, alors il faut toujours être sur ses gardes, ainsi, alors qu'il est important de faire qu'il se sente en confiance et ouvert, vous devez également faire attention à ne pas entrer dans son jeu intellectuel, comme je l'appelle.»

Avec tous les défis en jeu, il y a de nombreuses histoires moins positives, et il dit : «Sur une note plus négative, je me rappelle qu'il y avait cette occasion, lors de l'une de mes visites, où Nkunda m'a invité à danser et l'un des ambassadeurs européens m'avait critiqué pour avoir accepté. Ainsi, vous voyez, en tant qu'europeen, il était ignorant de l'approche africaine de la résolution des conflits ; cela n'a pas besoin d'être formel, c'est très fluide et dynamique. Oui, j'exerçais une médiation dans une situation très précaire et sérieuse, mais la méthode joyeuse fait partie de notre héritage, et vous faites tout ce qui est légal bien entendu, avec vos moyens, pour briser la glace. Établir la confiance, est très, très important, et si j'en avais encore l'opportunité je le referais de la même manière.»



Le président Obasanjo est suffisamment honnête pour partager une vue plus globale de son rôle dans la médiation, un rôle qui l'implique dans un conflit dont il est partie et qui nécessite une médiation. Tandis que de nombreux médiateurs peuvent ne pas expérimenter cela aux niveaux des États, il est vrai que le rôle de médiateur est un rôle qui vient et qui part sur la base de situations particulières, et comme il le dit, les expériences de médiation peuvent faire de vous une partie plus compréhensive et qui cherche des solutions à un conflit. Il relate son expérience du conflit du Nigeria avec le Cameroun au sujet de la péninsule Bakassi qui fit l'objet d'une médiation du Secrétaire général des Nations unies, monsieur Kofi Annan. Le président Obasanjo explique qu'il s'agissait d'un conflit dont il avait hérité et au moment où il en a hérité il pouvait assurer un processus plus tranquille. Il pense que c'est en partie dû à ses expériences de médiation, disant : «Le point que je souhaite faire est que, mon expérience de médiation a impacté sur mon rôle en tant que partie dans un conflit.»



Cheikh NDIAYE

Médiateur traditionnel, Ouyal Sande Sereer, Senegal

« Il faut revenir aux rites, aux sacrifices qui ont été faits lors du déclenchement du conflit..... Le conflit concerne toutes les ethnies et il ne faut pas négliger les croyances et encore moins les mépriser».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

De son vrai nom, Samba Ndiaye est né en 1953 ; il a effectué un court séjour à l'école coranique et à l'école française jusqu'au CMI ; il a été autrefois électricien, et bobineur à Dakar. C'est par suite d'accès mystiques, d'appels intérieurs qu'il s'est consacré à la médiation et est retourné dans son village natal, Ouyal Sande ; ce toponyme sereer évoque la proximité avec un étang (Ouyal) et avec une plage (Sande). Le village est aussi appelé Gary Ngonaan, Tourmang, Noonaan, c'est-à-dire virage de Gary. Gary étant le nom d'un coopérant français. Les habitants du village vivent de l'agriculture, (culture du mil, du sorgho, du maïs, de l'arachide, du gombo).

La pêche constitue également une activité majeure : c'est ainsi que des pêcheurs du village fournissent des crevettes à des hôtels et à des usines jusqu'à Dakar. Ce qui leur manque ce sont des moyens de conservation et de transformation des produits halieutiques.

L'homme s'est surtout mobilisé sur le dossier Casamance à partir de 1996. A l'époque, le gouverneur de Fatick, Saliou Sambou, d'ethnie joola, a fait appel à lui, profitant du cousinage joolaa/sereer. Depuis il fait la navette entre son village et la Casamance 3 à 5 fois par an. Parfois il y va de son propre chef, parfois il y est invité par les parties intervenant pour la résolution du conflit. Il lui arrive de convoquer ces acteurs dans son village : il l'a fait en 2003 et tout récemment en août 2010 juste après notre entretien.

Il est conscient des dangers dans l'activité de médiation, mais il n'a pas peur même si parfois des menaces d'actions physiques voire mystiques sont proférées à son endroit. Il a le soutien de sa famille, il est marié, il a deux épouses et plusieurs enfants. Il a des adeptes qui lui viennent aussi en aide.

L'expérience en médiation a changé son caractère, elle lui a donné plus de charges ; il est conscient qu'il consacre moins de temps à sa famille.

M Ndiaye travaille avec l'ordinateur et a des archives multimédia. Il a même ouvert un site : www.cheikhpandiaaye.com.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

A son avis, le déclenchement de la rébellion armée en Casamance est dû aux erreurs de l'Etat dans le traitement du mécontentement et des protestations des populations de la région sud. « Ceux qui se sont soulevés aux débuts des années 80 n'étaient pas partis pour faire la guerre. Le conflit aurait pu être réglé depuis 1999 car le nouveau cours pour la paix prévisible dans la dynamique de l'élection présidentielle de 2000 aurait dû aider : la branche armée du MFDC, l'aile civile, l'aile politique étaient toutes pour la négociation et la paix. Ce qui a retardé la solution ce sont les erreurs du nouveau président de la République, Abdoulaye Wade, qui a voulu écarter tout le monde et qui a prétendu régler le problème à lui seul en 100 jours. »

« Les interventions malheureuses d'un de ses collaborateurs, Farba Senghor n'ont fait qu'aggraver la situation. » Cheikh Ndiaye insiste sur le fait que l'argent et la corruption ne font que retarder l'avènement de la réconciliation entre les parties et la reconstruction de la Casamance.

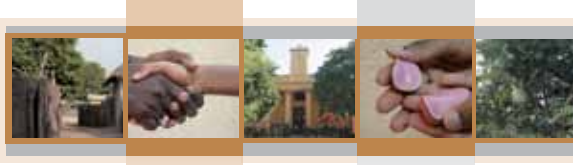
A son avis, la médiation a un avenir radieux dans la sous région. Son intervention dans le conflit casamançais a certes obéi à des considérations mystiques, mais le soubassement est constitué par les relations traditionnelles, le cousinage joola-sereer.

Il est informé des initiatives dans les pays de la sous région (Gambie, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire). Il est conscient qu'il y a des progrès, mais aussi des blocages (en Casamance) et aussi dans d'autres parties de l'Afrique.

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

La foi et la tradition à elles seules ne suffisent pas pour expliquer son intervention. Il faut y ajouter la conviction qu'il a que le conflit concerne tous les sénégalais : lui-même a des adeptes venant de différentes régions du Sénégal. Il est aussi conscient de l'articulation entre les différents conflits dans la sous région. Il s'est personnellement impliqué dans la résolution du conflit en Côte d'Ivoire. Il a fait régulièrement des prières pour cela et des leaders politiques sénégalais et ivoiriens le savent. Il lui arrive aussi d'intervenir pour le règlement des défis sociaux (soldats en colère à cause de retard de paiement) ou des défis naturels (péril acridien, par exemple) ou quand il y a des problèmes de santé (épidémie de choléra).

La récompense qui l'intéresse le plus est celle venant de Dieu, Allah Le Tout Puissant. Ceux qui sollicitent son concours souhaitent un dénouement rapide du conflit et l'accélération du processus pour la paix. Il n'a pas de relations directes avec les médiateurs formels. Il a toutefois des contacts avec les administrateurs (ex-gouverneurs dans la région de Fatick : Saliou Sambou, ou à Ziguinchor : Mame Birame Sarr), avec des membres de la société civile (feu Martin Mané, ancien dirigeant du Congad et d'AGADA), avec des gens de l'armée, avec des combattants rebelles. Il est ainsi en contact avec des leaders politiques. Lui-même apporte son soutien sur le plan social aux populations : ainsi il est allé tout récemment à la rencontre de 21 chefs de village à Nyassia, à la maison communautaire.



Les médiateurs doivent être à l'aise et autonomes, ils ne doivent pas dépendre exclusivement d'un acteur. Les moyens sont certes importants, mais il ne s'agit pas seulement de moyens financiers, il faut des infrastructures bien faites, il faut assurer la distribution de vivres, l'habitat, les soins médicaux.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

A son avis le meilleur médiateur n'est pas nécessairement celui qui est originaire du milieu où le conflit a éclaté. C'est valable pour la Casamance et pour l'Afrique de l'ouest. Toutefois, le médiateur doit bien connaître le milieu où a éclaté le conflit. Un médiateur venant d'un autre milieu, d'une autre culture peut rencontrer des difficultés, mais il a aussi des atouts, par exemple le fait d'être à distance des parties en conflits.

Pour son cas, il a tiré profit des relations culturelles : en plus du séereer, du wolof, du français, il parle un peu joolaa. Cela crée une confiance au départ.

Les médiateurs venant des autres pays africains de l'Union africaine, de la CEDEAO ou des Nations unies peuvent aider dans la recherche des solutions. Ces organisations peuvent faire pression sur les acteurs (surtout les Etats), leur donner des conseils ; elles peuvent appuyer aussi les acteurs (l'Etat, la société civile). Par ailleurs, elles peuvent superviser et renforcer les formations. Les populations doivent d'abord s'entendre, il faut cultiver de manière permanente le dialogue citoyen. Les leaders spirituels (marabouts, prêtres) ont un rôle décisif en mettant en avant la vérité et en évitant d'être partisan.

La prise en compte des données culturelles est capitale : le dénouement passe par là. « Il faut revenir aux rites, aux sacrifices qui ont été faits lors du déclenchement du conflit. Il faut protéger les enfants, les jeunes, les adultes. Le conflit concerne toutes les ethnies et il ne faut pas négliger les croyances et encore moins les mépriser. Il faut intensifier le dialogue entre communautés, faire reculer les incompréhensions, les soupçons, les préjugés, la peur. Il y a eu des serments. Il faut que les langues se délient. L'opération de déminage spirituel a une valeur aussi grande que le déminage physique (mine antipersonnel). Le choix même du lieu des négociations peut obéir à des considérations culturelles : le choix de Diabir n'était pas le fait du hasard : le toponyme joolaa évoque l'idée de rassemblement, de jonction. »

« Il ne faut pas négliger les actions sociales efficaces en direction des jeunes ; il faut y veiller avec méticulosité. Les vrais acteurs pour la paix ce sont les aînés, les anciens, les femmes et les enfants. » Les femmes du bois sacré ont passé trois jours chez lui en août 2009. Cheikh a eu ainsi à intervenir dans les lycées à Ziguinchor, à l'Université de Dakar auprès des étudiants aussi bien originaires de la Casamance que des autres régions.

Il faut travailler en réseaux solidaires, réseaux des acteurs étatiques, non étatiques, des professionnels de la communication etc.

Il n'a pas reçu de formation en médiation, mais il soupçonne que l'expérience de son père feu Ibrahima Ndiaye, son aura, le crédit qu'il avait à Fatick, Mbour et Kaolack ont influencé son évolution. A son avis, la formation est utile, toute formation complémentaire est utile ; elle permet d'augmenter le niveau de connaissance et de compréhension. Ainsi on peut gagner en efficacité. Pour Cheikh, « le médiateur est celui qui fait avancer le processus vers la paix ; il doit identifier qui sont les vrais leaders où et qui sont les sources de blocages. Le médiateur doit faire en sorte que ceux qui sont en conflit se parlent, identifient les points de blocage pour les dépasser et trouver un chemin qui arrange toutes les parties. »

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Le souvenir le plus poignant est celui du naufrage du bateau Le Joola en 2002 qu'il avait pourtant vu dans un mauvais rêve, un cauchemar. Il avait pourtant averti les autorités morales, spirituelles, politiques, administratives, les acteurs de la société civile, mais malheureusement il n'avait pas été pris au sérieux.

Le souvenir le plus positif qu'il a est la rencontre de Diabir en 1994, la rencontre avec feu Sidi Badji, dirigeant d'Atika, la branche armée du MFDC. L'abbé Diamacoune Senghor, l'autorité morale et les femmes du bois sacré étaient là. C'est cette rencontre qui a frayé la voie pour la paix.

Il retient comme succès dans la recherche de la paix le fait que la peur a reculé, même si l'atmosphère de suspicion entre les parties (Etat et rébellion armée) persiste. Il faut miser sur le facteur temps et faire preuve de réalisme : à son avis le maquis a malgré tout une certaine unité de vue sur le sens de son combat, à son avis il faut un dialogue direct et inclusif. La rébellion s'est réarmée paradoxalement grâce à l'argent que l'Etat a donné.



Thelma EKIYOR

Directrice exécutive, Fondation T.Y. Danjuma, Abuja, Nigeria

« C'est pas ce qui se passe à la table qui se démarque ou qui compte, toutes les étapes sont critiques et importantes, même l'étape post-accord, quand les parties ont besoin de travailler pour la mise en pratique de ce sur quoi elles se sont mises d'accord »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Madame Thelma Ekiyor est Directrice exécutive de la Fondation T.Y. Danjuma¹². La fondation est «...une organisation privée, basée à Abuja, au Nigeria, qui attribue des subventions ; sa vision est de contribuer à la construction d'un Nigeria où tous les citoyens ont accès à un service de santé de qualité, à l'éducation et à des opportunités égales afin de réaliser leur potentiel¹³. »

Madame Ekiyor est de l'État de Delta au Nigeria, elle a étudié le droit international et a fait des études portant sur la résolution alternative des différends. Elle a été étudiante à l'Université de Stanford aux Etats-Unis. Elle a été Directrice exécutive de l'Institut de la société civile de l'Afrique de l'ouest (WACSI) basée à Accra au Ghana. Madame Ekiyor a été cadre supérieur pour l'intervention des conflits et le soutien de la consolidation de la paix au Centre pour la résolution des conflits en Afrique du Sud. Elle a également servi en tant que directrice des programmes pour le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP), où elle a fondé et dirigé le Réseau des femmes pour la construction de la paix (WIPNET). En outre, elle est cofondatrice du Réseau des femmes pour la paix et la sécurité (WIPSEN-Africa) basé à Accra. Madame Ekiyor est aux conseils d'administration de plusieurs organisations, y compris ceux de l'ISIS/WICCE en Ouganda et du Centre mondial pour la responsabilité de protéger à New York.

De plus, madame Ekiyor est une spécialiste pour le Centre pour le dialogue humanitaire à Genève, les Nations unies, l'Union africaine et les Communautés économiques régionales. Madame Ekiyor est la fondatrice et ancienne Directrice exécutive de Connect Synergy, une société privée de conseils qui a fourni des services de médiation aux Nations unies et à l'USAID-OTI dans la région du Delta du Niger au Nigeria.

12 - Fondation T.Y. Danjuma, basée à Abuja, au Nigeria et fondée par le Général T.Y. Danjuma, ancien chef d'État-major de l'armée nigériane et ministre de la Défense sous le Président Olusegun Obasanjo. Il s'agit d'une organisation qui octroi des subventions.

13 - Site web de la Fondation T.Y. Danjuma.

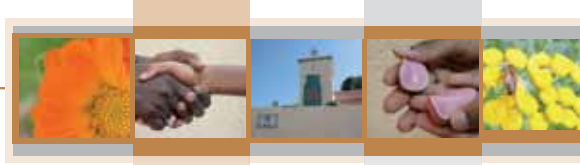
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Madame Ekiyor se rappelle que sa première expérience de médiation était au Canada, où elle a fait de la médiation entre les réfugiés africains et les communautés canadiennes où ils habitaient. Elle partage ses expériences étendues de la médiation en disant, « mon expérience de la médiation est assez variée. Il y a une distinction entre la médiation formelle et informelle - formelle étant ce qui est sanctionné et informelle fait référence au cas dans lesquels la médiation est plus fluide, et il y a une volonté de toutes les parties impliquées. J'ai fait du travail de médiation dans le Delta du Niger au Nigeria ; d'une manière générale c'était entre des sociétés pétrolières, des chefs locaux et des groupes de jeunes. C'était à la fin des années 1990 et notre travail se faisait au sein des communautés Eleme et Okrika. J'étais aussi impliquée dans la médiation entre le Conseil consultatif du Roi du Swaziland et une coalition de la société civile, après que le roi ait changé la constitution du pays. En tant que tiers travaillant avec le Centre de résolution de conflits (CCR), c'était un travail difficile de préparer les deux parties à des réunions de dialogue, mais c'était très utile, et vous voyez que la médiation est la plus réussie quand elle est préventive. »

Souhaitant partager une réflexion plus détaillée à propos d'une de ses expériences de médiation multiples, madame Ekiyor choisit de raconter son expérience de la médiation de conflits dans le Delta du Niger au Nigeria. Elle donne le contexte du conflit en expliquant que «...les problèmes dans le Delta du Niger ont été davantage exacerbés, en raison des déficits de gouvernance générale et du désir de contrôler les ressources. Ces conflits se passaient à un moment pendant lequel le Nigeria passait d'années de dictature militaire vers un régime civil, et de telles agitations n'ont clairement pas été utiles pour la transition. » Madame Ekiyor se rappelle que la crise dans le Delta a été alimentée par l'interaction de plusieurs facteurs, parmi lesquels on trouvait les suivants : le manque de gouvernance, une négligence perçue entraînant une dégradation de l'environnement, et les différends ethniques. Elle a passé deux ans sur ce travail et a concentré sa médiation sur le conflit Eleme/Okrika, les deux étant des communautés qui parlent le Ijaw¹⁴ avec des différences linguistiques mineures.

Madame Ekiyor croit qu'il y a des éléments critiques dans le processus de médiation : « Je crois que pour chaque médiateur, avant de procéder, il faut très bien faire sa préparation, la préparation du contexte est très importante ; construire la confiance est prioritaire, et la neutralité, ou la perception parmi les parties que le médiateur est neutre, ne peut jamais être considérée avec assez d'importance... Par exemple, quand nous avons commencé, il y avait plusieurs questions critiques qu'il fallait traiter, dans notre cas, la route entre les deux communautés était coupée, alors le choix du lieu où tenir la médiation même, s'il n'était pas correctement géré, pouvait simplement ruiner le processus dès la première étape. Ensuite, si c'est une session commune, comme celle qu'on avait, il faut décider qui vient. Il faut se mettre d'accord sur les critères, parce que les deux côtés sont curieux de voir qui allait représenter l'autre côté. On ne doit pas être vu comme profitant du processus. Les parties ont besoin de croire que vous êtes capables d'être un bon facilitateur. La fin ne devrait pas être prédéterminée, elle devrait être un processus transformatif. »

14 - Les Ijaw sont le groupe ethnique le plus grand du Delta du Niger.



Cette question de la bonne facilitation est une qualité importante pour un médiateur de premier rang. C'est une question récurrente de savoir si de telles compétences de médiation sont intrinsèques au caractère d'une personne, si elles sont apprises dans le temps ou s'il s'agit de quelque chose qui demande une formation formelle. L'estimation de madame Ekiyor est que «tandis qu'on doit être guidé par plusieurs principes de base, il faut aussi comprendre que c'est un processus complexe, fluide et dynamique, et c'est la raison pour laquelle je crois qu'un bon médiateur a besoin d'une formation formelle.»

Les qualités qui définissent un bon médiateur peuvent s'apprendre, et certaines d'entre elles viennent naturellement aux différents médiateurs, mais en tous cas, madame Ekiyor croit qu'elles restent constantes. Elle partage la croyance selon laquelle, «il y a des qualités de base qu'on trouve chez un bon médiateur. Premièrement, comme je l'ai souligné avant, il faut préserver sa neutralité, ou la perception de neutralité. Deuxièmement, vous devez être un bon facilitateur, et se rappeler toujours qu'il ne s'agit pas de toi mais des parties. Un médiateur ne devrait pas devenir «propriétaire» du processus. Troisièmement, et d'une importance équivalente, les bonnes compétences d'écoute, et cela est calibré par les émotions sur le visage.»

Pour madame Ekiyor, un des éléments essentiels de la médiation réussie reste l'acceptation du processus par les acteurs impliqués. Aux différents niveaux, elle explique qu'il s'agit d'un des composants clés qui assure le succès, en disant, «afin de s'impliquer dans la médiation des conflits communautaires, les organisations de la société civile ont besoin du soutien d'institutions crédibles, d'assurer une protection institutionnelle. Tandis que dans la médiation formelle l'accréditation étatique est exigée. Alors une des choses avec laquelle nous nous battons encore est que le processus officiel sanctionné par l'État inclut des acteurs de la société civile.»

Un autre domaine important de l'expérience de madame Ekiyor dans la médiation touche au renforcement de la capacité de médiation. En travaillant à WANEP, elle a été impliquée dans la formation et le renforcement des capacités, motivée par une passion «d'élever le rôle des femmes dans les positions d'autorité», surtout dans le domaine de la paix et de la sécurité. Elle souligne que l'objectif clé de tels programmes est de «former les femmes et de les doter des compétences pour s'impliquer.» Son travail au Liberia, en Sierra Leone et dans la région de la Casamance au Sénégal était de «construire les médiateurs au niveau local». Elle a rapidement mis cela en rapport avec sa médiation dans le Delta du Niger, notant que le facteur le plus important est d'avoir un impact positif sur le processus, que ce soit dans le renforcement des capacités ou dans l'engagement direct avec les parties en tant que médiateur.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Tournant son attention vers l'état de la médiation au Nigeria et dans la sous-région, madame Ekiyor croit que la CEDEAO s'est renforcée dans le domaine de la gestion des conflits, et dans les dernières deux décennies a joué un rôle progressif et éminent, surtout en comparaison avec d'autres communautés économiques régionales (CER) sur le continent. Elle n'est, cependant, pas très satisfaite du rôle de la

société civile dans la sous-région. Elle pense que si « la capacité est là, ce qui est nécessaire est plus d'engagement. » Elle note tout de suite, cependant, que le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) qui implique l'engagement de la société civile dans le processus de prévention et de gestion des conflits de la CEDEAO, s'il était mis en œuvre, devrait renforcer le rôle de la société civile.

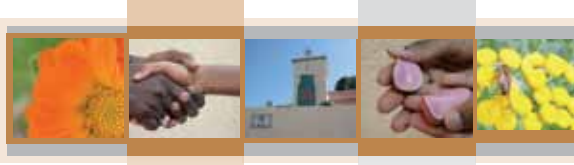
Elle est également optimiste à propos de l'état de la médiation au Nigeria, en disant : « Il y a des organes différents essayant de professionnaliser la médiation au Nigeria. Un bon exemple est l'Institut pour la paix et la résolution des conflits (IPCR), qui fait déjà du très bon travail, mais je crois qu'il est loin de maximiser son potentiel. Il a besoin d'être renforcé. »

Dans la Calébasse : Opinions sur différentes questions relatives à la médiation

Madame Ekiyor pense que l'impact de la culture et des expériences du médiateur sur le processus de médiation dépend du contexte : « Dans la médiation au niveau communautaire, la culture peut être très importante. » Elle illustre ce point avec son expérience dans la médiation dans le Delta du Niger, en expliquant que « ...c'était facile pour les parties de m'accepter en tant que médiateur, étant moi-même quelqu'un du Delta du Niger. Avec cette idée ou ce concept africain des parents, de la famille, ils m'ont vu comme leur fille, et bien que je sois de la région, je ne suis ni de l'une ni de l'autre des deux communautés, alors il y avait ce sens de neutralité auquel j'ai fait référence tout à l'heure. » Le désavantage serait si on s'occupait d'un conflit au niveau de l'État, on ne voudrait pas de quelqu'un de local en tant que médiateur, il y aurait une perception de parti pris.

Comme avec la question de la culture, il y a d'autres problèmes similaires à prendre en compte quand on traite les dynamiques relatives au sexe dans la médiation. Madame Ekiyor croit que tandis que les femmes commencent à être reconnues dans les affaires de la paix et de la sécurité, il reste encore beaucoup de travail à faire. Pour elle, « la conception qui cherche à décrire le conflit, sa prévention et sa gestion en tant qu'entreprise masculine n'est plus tenable, et elle a changé. Je suis contente de dire qu'avec les compétences et le renforcement des capacités, elle a changé. Il y a une plus forte reconnaissance du rôle important des femmes. Le critère pour l'implication des femmes, en ce qui me concerne, est le même que pour les hommes, il est malheureux que le système ait été biaisé pour nous faire penser autrement. »

Une autre question critique à prendre en compte est le risque personnel. Afin d'aider à illustrer les niveaux de risque, madame Ekiyor raconte un jour du processus de médiation, où les jeunes personnes armées ont entouré le lieu, menaçant de leur faire du mal. Elle explique : « Quand on endure de telles expériences, on se rappelle des risques qui s'y trouvent. En dépit de cela et de la nature exigeante du processus de médiation, une fois impliqué, la motivation de continuer vient en grande partie de l'opportunité et du privilège qu'on a de contribuer à la consolidation de la paix, et c'est cela qui te motive. Au fil des ans, j'ai appris à ne pas être si audacieuse ». Elle nous permet de commencer à comprendre pourquoi quelqu'un accepterait de travailler dans de tels contextes de sécurité difficiles.

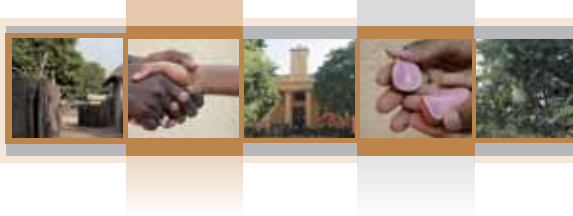


Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Il y a plusieurs moments que madame Ekiyor considère comme mémorables, mais ce qui pour elle est le plus poignant c'est « quand les parties s'engagent dans processus, il ne s'agit pas du moment quand ils signent l'accord que je retiens. C'est quand on voit que les parties sont engagées dans le processus. Autrement dit, c'est le point quand les parties s'approprient le processus. Quand cela arrive, c'est comme de la magie, et ça on s'en souvient...C'est pourquoi je sens qu'on ne devrait jamais être uniquement centré sur l'accord ; la concentration devrait toujours porter sur le processus transformateur. »

Il ne s'agit pas là uniquement des souvenirs positifs, et madame Ekiyor nous dit que le processus peut être très épuisant. Parfois, si le processus échoue, le médiateur devient le bouc émissaire, et « parfois on se met d'accord sur l'agenda et subitement une des parties revient en arrière, cela peut être très exténuant et sans aucun résultat tangible. »

Avec ces souvenirs et d'autres aspects de sa grande expérience, madame Ekiyor ressent qu'elle peut résumer la leçon clé qu'elle a apprise en disant : « Ce n'est pas ce qui se passe à la table qui se démarque ou qui compte, toutes les étapes sont critiques et importantes, même l'étape post-accord, quand les parties ont besoin de travailler pour la mise en pratique de ce sur quoi elles se sont mises d'accord. »



Monsieur Lansana CONDE

Association des médiateurs traditionnels de la République de Guinée, Conakry, Guinée

« C'est vrai, il y a parfois de l'électricité dans l'air, la méfiance aussi. Parfois on vous met à rude épreuve. C'est cela aussi le charme de l'exercice ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Monsieur Condé est marié et père de sept enfants ; il a évolué dans l'enseignement. Il a été professeur de lettres modernes à l'Université de Kankan de 1984 à 2003. Il a assumé les fonctions de directeur des Etudes à l'Institut des Sciences Agro-zootechniques de Dabola et de Kankan. Il a été chef de département des lettres et linguistique à Kankan et a été aussi Secrétaire général de cette même Université. Il a été actif dans le mouvement associatif, par exemple dans l'ASSOSIG (Association de soutien à l'action de l'Organisation de la conférence islamique)

Le professeur Condé est aussi artiste et musicien (guitare, clavier). Il a dirigé plusieurs orchestres à Dabola, à Labé, et à Kankan. Il a été actif dans l'animation culturelle, et il a fait de la critique littéraire dans les médias, notamment à la radio. Il est encore le chef de département Lettres/Journalisme de l'Université René Leveau (Université privée à Conakry).

Monsieur Condé est très disponible et de nature organisé. Ces traits de caractères ont certes beaucoup pesé et comptent sûrement dans sa trajectoire de vie, acceptant ainsi de se mettre à la disposition des citoyens et de la communauté toute entière pour une cause aussi noble.

Il est le président du Réseau des communicateurs traditionnels répartis en plusieurs catégories : les maîtres de la parole (griots, farba, jeli), les maîtres de la brousse (chasseurs, thérapeutes), les artisans émérites (cordonniers, forgerons), les enseignants-chercheurs, et les maîtres de cultes (imams, prêtres, responsables des bois sacrés).

Dans leur approche, ils distinguent les niveaux domestiques (mariages, parrainages) et communautaires (questions foncières, ressources minières etc.). Pour Lassana, chaque fois qu'on va en médiation, on peut se sentir en danger. Les risques sont réels (affrontements entre belligérants, puissance physique ou mystique des parties en conflit etc.). Sa famille qui est fière de ses actions ne cache pas son inquiétude. Lui-même sait que le médiateur vit au milieu de soupçons d'une ou de plusieurs parties.

A son avis, « être médiateur signifie aider les parties en conflit à aller à la table de négociations, c'est les aider à parvenir à des résultats qui sont favorables à la communauté : il faut donc faciliter les rencontres et aider à trouver des solutions à des problèmes bien identifiés. » Son implication dans le règlement de conflits lui donne le sentiment d'être encore plus utile à la communauté.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Son intervention dans un conflit à la frontière entre la Guinée et le Mali lui permet de souligner les différentes dimensions : les questions économiques, les questions foncières, les ressources minières (l'or). Il a pu analyser les causes des échecs des interventions étatiques, les limites des approches administratives. Il a pu appliquer l'approche préconisée par son association sur la base des traditions africaines, du recours à l'histoire. Ainsi, les principes de partage, de solidarité dans la tradition mandinka ancestrale sont pris en compte.

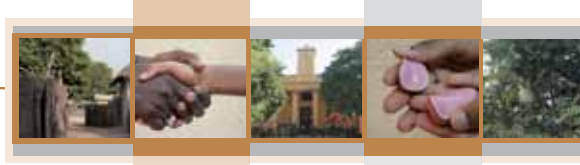
Ainsi dans l'activité de médiation, les exploitations individuelles et communautaires peuvent coexister. Pour cela « il faut maintenir le dialogue avec les ancêtres et les vivants et articuler les dimensions politiques, sociologiques et psychologiques qui sont susceptible d'entrer en jeu durant la médiation. » Dans le règlement des conflits, il a fallu identifier les sages, les leaders d'opinion, les femmes (qui souffrent le plus des conflits) et les jeunes. Ensuite il a fallu inviter toute la communauté à se parler. Les missions d'exploration sont nécessaires avant de formuler des recommandations. Il faut tirer profit des expériences antérieures et des échecs antérieurs. Il a fallu intervenir régulièrement pendant un mois pour ramener la paix.

M Condé se tient informé des situations politiques, sociales et économiques dans la sous région : il le fait à travers le net, les radios et télévisions. Son association est en contact avec le Recotrad du Mali, l'association du même type. Le président de cette association assume en même temps la présidence de leur association sous – régionale dont le poste de vice – président est occupé par un sénégalais

A son avis, la médiation traditionnelle fait des progrès en Guinée et dans la sous - région grâce à l'intervention des organisations de la société civile avec le soutien des populations. Il a toutefois quelques inquiétudes du fait que l'administration a tendance à vouloir monopoliser les processus de médiation alors que les structures étatiques ont montré leurs limites en la matière à son avis.

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

M. Condé appartient à une famille de communicateurs traditionnels. Il a donc une disposition à intervenir dans la médiation. Il s'y ajoute que son métier d'enseignant et d'éducateur l'a amené à



écouter élèves, étudiants, parents et collègues. Cela n'a pas été facile : parfois certains de ses collègues le soupçonnaient d'être de connivence avec les étudiants. On posait parfois des questions sur sa part de responsabilités dans l'aggravation d'une crise. Cela fait partie des risques de l'exercice.

Enfin, sa position de chef d'orchestre l'a conduit à mettre de l'ordre dans un milieu difficile. Ses contacts avec le Centre d'études linguistiques et historiques par la tradition orale (CELTHO) de Niamey lui ont beaucoup apporté. Leur association a vu formellement le jour en 2005 sur l'initiative des Femmes du Fleuve Mano. Une de leurs interventions les plus significatives s'est déroulée dans les villages de Diouba et Dalakan, situés en territoire guinéen, mais dont une partie de la population se sent malienne. Les autorités politiques et administratives n'avaient pas réussi à régler le conflit et leur association a dû intervenir positivement il y a de cela quatre ans.

En général, durant l'activité de médiation s'adressant au médiateur, les plaignants s'attendent à un retour au droit. M Condé donne l'exemple d'une intervention à Tinti Ouleen (la Monticule Rouge) dans une sous-préfecture de Kankan. Là, sur une question de droit de propriété, les populations ont contesté une décision de tribunal. Elles se sont battues contre la corruption ; l'intervention d'un communicateur traditionnel a permis de trouver une solution. Ainsi donc les activités économiques ont repris. Les populations voulaient que la vérité et le droit (coutumier pour elles) soient dits. Les populations sont prêtes à respecter de nouveaux droits, si elles sont informées à temps et correctement. Les associations de communicateurs traditionnels travaillent en équipe, et elles utilisent les moyens qui sont à leur disposition. Leurs relations avec les processus formels sont parfois spontanées, et laborieuses.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Les affinités culturelles sont un atout ; il ne s'agit pas seulement de l'appartenance au milieu dans lequel a éclaté le conflit. C'est plus vaste. Les sensibilités sont proches et le patrimoine commun large. Il est vrai que quand on vient d'un autre espace culturel, il faut faire attention et éviter de faire du placage et de transplanter des modèles qui ne sont pas appropriés.

A son avis l'intervention des experts occidentaux peut être un élément aggravant des conflits. Le modèle démocratique mis en avant de manière formelle a beaucoup de limites. Ici en Afrique, on a eu des modèles de gouvernance qui ont des points forts et des points faibles. Il faut les étudier et en tirer profit. La place et le rôle des femmes sont à prendre en considération. L'association des communicateurs traditionnels doit beaucoup à l'initiative, à la créativité, au courage des femmes africaines.

La nécessité d'une formation reste quand même au centre des préoccupations. Sous ce rapport M Condé avoue n'avoir pas reçu une formation en médiation, mais reconnaît qu'elle est utile. A son avis, «le bon médiateur est celui qui obtient de bons résultats. Il lui faut être patient, endurent, prendre le temps et avoir du tact pour amener les parties en conflit à se parler. Il faut avoir le dos large. On vous met à l'épreuve. Si les parties en conflit sont sincères, vous avez des chances de réussir.» Lansana avoue préférer «les acteurs qui lui résistent et qui l'amènent à revoir sa démarche à ceux qui disent oui devant vous et qui font autre chose dès que vous leur tournez le dos. C'est vrai, il y a parfois de

l'électricité dans l'air, la méfiance aussi. Parfois on vous met à rude épreuve. C'est cela aussi le charme de l'exercice.»

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Selon M Condé la noblesse de la médiation impose à celui qui la pratique une remise en cause constante de soi, une formation continue, une amélioration constante de ses capacités. «Chaque cas traité est instructif. Parfois il faut prendre du temps, parfois il faut agir vite. Dans tous les cas, il faut être bien informé et ne pas négliger les détails, les préjugés, les susceptibilités, les affinités » dira M. Condé.

M Condé a encore en mémoire un conflit grave ayant opposé féticheurs et chasseurs à Farana qui a pu être réglé en partie grâce au recours à la charte du Kurukan Fuga.

Le fond du conflit était d'ordre politique. Il s'agissait de l'élection du nouveau président du bureau régional de l'association. Le mandat de l'ancien président avait expiré et la limitation des mandats était consacrée. Le maire, le commandant, le préfet avaient échoué dans leurs tentatives de trouver une solution honorable pour tous : les affrontements étaient ouverts, et dans les rues il fallait se protéger contre le korte (mauvais sort). Il convient de souligner que durant cet évènement les moins protégés ont été atteints.

«Vous pouvez imaginer la division de la ville en deux espaces. En fin de compte, ce fut le plus jeune qui l'a emporté, mais il lui a été difficile d'occuper le siège. Nous avons dû impliquer les communicateurs traditionnels, on a invité les différents groupes ethniques à se parler, les marabouts se sont impliqués aussi.»



Maître Samuel Kofi WOODS

Ministre des Travaux publics, Monrovia, Liberia

« Mon rôle est d'amener les parties en conflit à un consensus et quand on y parvient, le début des discussions est la phase la plus importante. ...on ne force pas un accord ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Le ministre Woods est ministre des Travaux publics depuis 2009. Avant cela il était ministre du Travail entre 2006 et 2009. Étudiant il était un dirigeant actif dans le mouvement de la jeunesse. Il était également actif dans le Développement de la communauté de la jeunesse pendant les années 70, comme membre du YMCA. En raison de son engagement en faveur de la liberté universitaire et de la justice sociale il fut arrêté en 1987 et de nombreuses fois par la suite. Pendant une période, au cours du régime de Samuel Doe, il fut interdit de travail et de sortie du territoire libérien .

En 1991, Woods a travaillé avec les évêques catholiques au Libéria pour créer la Commission catholique pour la justice et la paix qui est devenue ensuite l'institution principale des droits de l'homme au Libéria. La Commission a documenté les abus durant la brutale guerre civile du Libéria, a représenté les personnes indigentes, notamment les journalistes, et est devenue le centre du plaidoyer pour les droits de l'homme, en établissant plusieurs structures régionales à travers le Libéria.

En 1997 il fut impliqué avec le Centre Carter et le National Democratic Institute basé aux États-Unis dans la mise en place de la formation pour le réseau des observateurs pour les élections locales au Libéria, et a ensuite conduit une mission d'observateur avec la mission des observateurs du Centre Carter pendant les élections de 2002 au Kenya.

Après plusieurs menaces de mort à son encontre, Woods est parti en exil en 1998 et a étudié aux Pays-Bas où il a obtenu un Master en droit international public de l'Université de Leiden et a reçu divers diplômes universitaires. En 2001, Woods a rejoint l'International Human Rights Law Group, devenu maintenant le Global Rights, basé à Washington DC. Il a voyagé en Sierra Leone pour appuyer la création du processus de la justice de transition (la Commission Vérité et Réconciliation et la Cour spéciale).

Ses diplômes universitaires sont impressionnants. Il a deux diplômes de l'Université du Libéria – 1987 et 1996 – un certificat sur la Théorie du droit international et les droits de l'homme de l'Université de Columbia à New York (1994), un diplôme en droit international

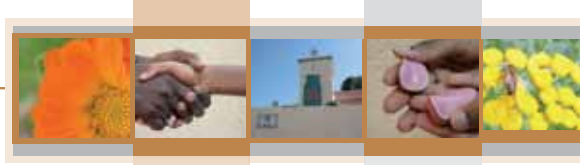
et organisations internationales pour le développement de l'Institut des études sociales de La Haye, aux Pays-Bas en 1999, un Master de droit en droit public international de l'Université de Leiden aux Pays-Bas en 2000. Cependant, c'est son expérience relative au conflit au Liberia qui, comme il le reconnaît, a changé sa vie à maints égards. À travers cette expérience il a appris beaucoup sur les êtres humains et sur son pays.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Il est important de comprendre la nature des conflits. Être un médiateur et un avocat pendant le conflit était risqué, il a cependant ressenti qu'il pouvait analyser la situation du conflit sous-régional de manière adéquate. Pour lui, en ce qui le concerne, les points importants sont les suivants : la violence, la criminalisation de l'État, la justice distributive, la répartition des ressources, la discrimination, l'injustice, les atteintes aux droits de l'homme et la crise d'identité. Pour lui, il est clair que le conflit au Liberia a eu un impact régional. Les rebelles compromettaient les citoyens. Les dissidents politiques devaient fuir vers d'autres pays (la Gambie, la Sierra Leone, le Ghana). L'intervention militaire de la CEDEAO, un organisme régional, est aussi une illustration de cela, sans mentionner les réfugiés et les autres victimes déplacées qui ont été dispersées dans toute la sous-région.

Des progrès ont été réalisés, mais peut-être ce que monsieur Woods considère comme un échec en ce qui concerne les efforts régionaux de la médiation porte sur le manque d'institutions. Il considère qu'il y a besoin de documenter les expériences des médiateurs et de construire des institutions à partir des leçons apprises et des meilleures pratiques. Kofi Woods croit que le point clé pour renforcer les efforts sous-régionaux en faveur du renforcement de la paix et de la médiation réside dans le fait de « se concentrer sur la construction d'institutions pour former les gens et construire des mouvements en visant la durabilité. Il nous faut prévenir et éduquer. »

Monsieur Woods partage avec nous certaines des expériences qu'il a eu en ce qui concerne le renforcement de la paix dans une situation post-conflit, en disant : « Récemment, pendant notre enquête (août 2010) quatre partis politiques, comprenant le Democratic Change (CDC), le Liberia National Union (LINU), le National Patriotic Party (NPP) et le Progress Democratic Party (PRODEM) ont signé un communiqué commun pour l'établissement d'une grande Coalition électorale pour le changement démocratique (Coalition for Democratic Change (CDC)) avant les élections. Selon le communiqué le CDC, entre autres choses, proposera un gouvernement d'union nationale, promouvra une paix soutenable, la bonne gouvernance et la démocratie participative, et améliorera également le niveau de vie de la majorité des 3,5 millions de personnes qui forment la population du pays et qui ont été sujettes à une pauvreté abjecte. »



Le ministre Woods se considère lui-même comme un agent de transformation et en tant que tel considère que la voie à suivre pour le Liberia est celle du développement d'un « cadre bien ficelé de professionnels à la fois administratifs et techniques dévoués au service de leur pays dans un contexte des plus organisés, consistants et effectifs, soulageant ainsi les citoyens de l'anxiété du développement dans un nouveau système démocratique en cours au Libéria ».

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Kofi Woods a été impliqué dans divers efforts de médiation depuis 1991 au Liberia, mais aussi en Guinée, en Sierra Leone et en Casamance. Il s'agissait en général de conflits de nature politique. Il a également travaillé au sein de l'Église catholique, rassemblant différents groupes dans des commissions œcuméniques. L'expérience de Woods touche à l'un des groupes les plus susceptibles de conflit en Afrique de l'ouest, à savoir la jeunesse ; il a joué à cet égard le rôle d'assistant technique en utilisant son expérience de médiateur dans les conflits d'étudiants.

À partir de ses expériences, Kofi Woods pense que l'attente des gens en ce qui concerne le médiateur est largement celle de la neutralité et de l'objectivité. Pour lui, le caractère, l'intégrité, l'honnêteté et la connaissance sont très importants. Il considère son rôle comme consistant à amener les parties en conflit vers un consensus : « Mon rôle est d'amener les parties en conflit à un consensus et quand on y parvient, le début des discussions est la phase la plus importante. Il y a un temps pour l'action individuelle et un temps pour l'action en tant qu'équipe. Partager et disséminer les informations est une opération délicate et importante. On doit préparer les réunions. La coopération avec les dirigeants est un moment clé. Alors il devient possible d'identifier les similarités et les différences. Chercher un consensus est devenu facile ; on ne force pas un accord. »

Cela ne veut pas dire que le processus est facile. Il y a également des facteurs externes essentiels à prendre en compte. Le risque est partout, particulièrement dans les situations de conflits armés. Il explique qu'au cours de la guerre du Liberia tous les groupes étaient désespérément pour le contrôle du pouvoir politique et violaient les droits de l'homme. Cependant, la volonté de réaliser un changement a, d'une certaine manière, surmonté les peurs, et les médiateurs tels que Kofi Woods ont continué leur travail.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Kofi Woods n'est pas convaincu que la culture d'un médiateur soit importante. Il ne voit pas cela comme un impératif, même s'il comprend que dans certains cas cela puisse être utile.

Il trouve également que les acteurs externes peuvent être d'un très grand soutien et être très utiles. Des médiateurs de l'Afrique de l'ouest peuvent aider, particulièrement quand ils collaborent avec les acteurs locaux. Les interventions des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEDEAO ont toutes eu un impact positif. À Monrovia, le bureau CEDEAO numéro 3 du Système d'alerte rapide pour la prévention des conflits est responsable pour le Liberia, le Ghana, la Sierra Leone et la Guinée. Le rôle

des Nations unies est également visible au Liberia pour maintenir la paix et la sécurité. Un point fondamental est que ces institutions aident à rétablir la confiance. Il y a également le facteur critique qui est que la suprématie internationale aide.

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

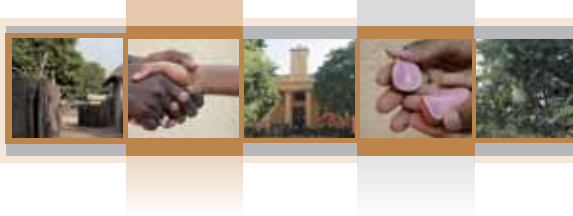
Ayant vécu au Liberia durant la guerre, Kofi Woods a de nombreuses expériences mémorables. Ce qui est toujours resté avec lui est l'élément consistant à rapprocher les gens, quelque soit le conflit. Il ne s'agit pas de détails spécifiques, mais du sentiment de résolution, de transformation et de progrès.

Un grand nombre de ces expériences ont été, cependant, plus difficiles. Il se rappelle un incident dont il a été témoin en 1994 lorsqu'un comité religieux trouvait que l'une des factions en guerre commettait des crimes de guerre. Woods décrit une situation d'action désespérée, en disant : « Un jour l'action a été décidée par le comité religieux. Nous avons fermé la ville. Nous sommes restés à la maison. En tant que médiateurs nous avons décidé de prendre position ». C'est une illustration des complexités réelles de la médiation. Les règles cardinales telles que celle de « rester neutre » ne sont pas toujours possibles, particulièrement quand les médiateurs sont profondément impliqués dans la société et la dynamique des conflits.

Woods explique qu'un autre souvenir fort est quand il s'est échappé du Liberia, d'abord pour aller au Sénégal et ensuite aux États-Unis, avec l'aide de marines américains. Il a passé cinq années difficiles en exil (de 1999 à 2003).

Pour lui, les plus grands succès sont construits à partir d'un travail d'équipe. Il a constaté cela à chaque fois. Les dirigeants religieux ont un rôle à jouer. En général ils sont respectés. Les femmes ont également un rôle à jouer, ainsi que les anciens et les chefs traditionnels. Mais ces aspects positifs ne masquent pas les grands défis que sont : les ressources limitées, le manque de stature politique des parties et le manque d'information.

Une grande leçon pour Kofi Woods a été de comprendre que fondamentalement il y a différentes approches pour résoudre les problèmes ; les conflits politiques sont différents des conflits armés, différents des conflits ethniques, différents des conflits tribaux et idéologiques. Finalement, pour revenir à l'importance qu'il attribue aux institutions, il trouve que l'articulation des différentes organisations est un défi continu : la Commission libérienne anti-corruption (LACC), la Commission électorale nationale, les Archives et les Statistiques nationales, même si elles sont tenues en haute estime dans le pays.



Mme Saran Daraba KABA,

Présidente du Réseau des femmes du Mano River pour la paix (REFMAP), Conakry, Guinée

« Dans notre sous région il faut utiliser au maximum les ressorts culturels et éviter de plaquer des démarches et des mécanismes qui ne sont pas endogènes. Il faut mettre à profit le bain culturel ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Mme Saran Daraba Kaba est mariée, mère de famille. Elle est pharmacienne de formation et elle a commencé à exercer ce métier à partir de 1973. C'est à partir de 1987 qu'elle est devenue très active dans les mouvements associatifs (Association des pharmaciens, des femmes d'affaires, coordination des ONG de Guinée).

Elle a beaucoup voyagé en Afrique, en Amérique, Asie et Europe. Elle est active dans le mouvement social africain et a joué un rôle important dans l'organisation de certaines élections, comme celle qui s'est tenue en Guinée en 2005. Elle a été la première femme candidate à l'élection présidentielle en Guinée en 2010. Après le premier tour, elle rejoint le camp du candidat Alpha Condé dont elle est devenue une proche collaboratrice. Son champ d'intervention a été son pays, la Guinée et aussi le Libéria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire. Elle est intervenue de 2001 à 2003 en Sierra Leone et au Libéria et à partir de 2005 en Côte d'Ivoire.

Madame Kaba s'est sentie parfois en danger, mais n'est pas envahie par la peur. Sa famille approuve son action, mais est parfois inquiète, cette inquiétude s'est accentuée quand il s'est agi d'aller au Rwanda.

Les succès de son association sont dus au travail d'équipe, à l'abnégation des membres qui comptent sur leurs propres forces et sur le soutien de partenaires convaincus de la pertinence de leur démarche. Son intervention, son expérience ont renforcé ses capacités d'écoute, sa patience.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

A son avis, les raisons des conflits dans les pays du Mano River sont la mauvaise gouvernance politique, la corruption, les élections bâclées, la rupture de confiance entre jeunes et adultes. Elle insiste sur le fait que l'Afrique subsaharienne en général, l'Afrique de l'ouest en particulier, sont secouées par la violence juvénile. «Il faut veiller à la formation et à l'emploi des jeunes. L'instabilité politique rend la situation plus complexe, les conflits d'intérêts géostratégiques, bref les interférences extérieures à l'Afrique doivent être prises en compte.»

Il faut agir en direction des leaders, des chefs d'Etat, des membres des gouvernements, des guides spirituels, des religieux, en direction des jeunes, des femmes, etc. Elle se rappelle qu'au moment de leur intervention, les parties en conflit étaient fatiguées. Certes il y avait encore des ressorts que tiraient les seigneurs de la guerre. Mais c'était une phase de répit ; et en général c'est favorable à la négociation.

Madame Kaba suit et soutient les processus de paix dans la sous - région. Elle échange régulièrement des informations avec les organisations de la société civile en général, celle des femmes en particulier. Ses interventions dépassent le cadre des pays du Mano River ; ses actions sont connues et appréciées au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire.

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

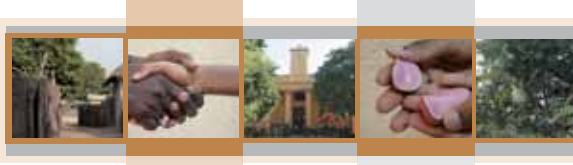
En tant qu'actrice de développement, madame Kaba a été et est encore sensible aux difficultés des populations. Ses sensibilités civique et politique l'ont amenée à sillonner de nombreux villages dans son pays et en Afrique. Elle a dû dans son domicile et/ou lieu de travail accueillir des collègues, des parents victimes des conflits dans les pays limitrophes.

Les parties qui sollicitent son intervention attendent d'elle qu'elle ne fléchisse pas. Elles savent que madame Kaba n'a pas peur de dire la vérité. Elles savent qu'elle est déterminée, qu'elle prend des risques.

Elle prend des initiatives hardies quand des problèmes de sécurité se posent. Elle rappelle les moments où le président Taylor du Libéria suivait de près les déplacements des membres de son organisation. Elle a profité de ces égards particuliers pour demander une audience.

Elle n'a pas peur de se prononcer sur les questions de l'ethnicité et rappelle quand, en 2005 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), lors de la célébration du 60ème anniversaire des Nations unies, elle a été amenée, en présence de l'envoyé spécial Ould Abdallah, à intervenir pour rappeler son statut de ressortissante de la CEDEAO et de l'espace historique socioculturel ouest- africain.

La médiation qu'elle a menée avec ses collègues durant le conflit libérien a été rendue possible grâce à leur détermination face aux désastres subis par les populations et face à l'incapacité de la communauté internationale à juguler la crise. Au moment de leur intervention il y avait plus de 200 otages parmi



les forces de maintien de la paix qui étaient aux mains du RUF de Foday Sankoh. Dix sept (17) missions s'étaient déjà relayées entre Monrovia, Freetown et Conakry. Le président Konté de la Guinée refusait de parler aux libériens qui avaient violé le sol guinéen et tué des citoyens guinéens. De septembre 2000 à juin 2001 il y avait blocage.

Elle se rappelle les interventions de l'envoyé spécial des Nations unies, Ibrahima Fall, ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, celle de madame Madeleine Albright des Nations unies, du président Obasanjo du Nigéria, celle des présidents Jammeh de la Gambie, Koumba Yalla de la Guinée-Bissau, Alpha Oumar Konaré du Mali.

L'action des membres du REFMAP a consisté à parler aux uns et aux autres : libériens, sierra léonais et guinéens à un haut niveau (les leaders) et au niveau des communautés. Ce conflit a fait plus de 150 000 morts, plus d'un million de réfugiés. Des infrastructures ont été détruites, la paupérisation s'est accélérée.

Selon elle, il faut valoriser les acquis et avancer. Elle considère que les succès enregistrés dans les actions de médiation ont dû inspirer la résolution 1325 des Nations unies.

A son avis, les organisations de la société civile peuvent avoir des relations avec les acteurs des processus formels. Son organisation a expérimenté avec succès ce type de coopération.

Dans la Cote d'Ivoire : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

«Dans notre sous région il faut utiliser au maximum les ressorts culturels et éviter de plaquer des démarches et des mécanismes qui ne sont pas endogènes. Il faut mettre à profit le bain culturel. Les pays africains subissent des formes d'agression économique, politique mais aussi culturelles. Une certaine utilisation des NTIC, des impacts négatifs sur les jeunes. Il nous faut donc assurer des productions culturelles en qualité et en quantité,» affirme madame Kaba. Elle insiste sur la nécessité de recourir à des formes de participation, de représentation qui ont été éprouvées dans notre histoire. Elle invite les universitaires, les chercheurs à approfondir la réflexion pour la réappropriation effective, des mécanismes pertinents et efficaces ; ce sera un apport à l'universel.

Du point de vue de la formation madame Kaba s'est fait une religion. Elle est convaincue de ses bienfaits. En matière de médiation, elle a tiré profit des enseignements dispensés à l'Université de Capetown en Afrique du Sud. Elle a suivi d'autres sessions de formation complémentaires. Elle-même a souhaité et suivi des formations de haut niveau. Elle préconise la généralisation de la formation en matière de médiation dans les établissements scolaires, universitaires, les entreprises, etc.

A son avis, «un bon médiateur c'est une personne dont les qualités d'intégrité morale ne souffrent d'aucun soupçon.» Elle insiste sur l'intégrité, plus que sur la neutralité. Madame Kaba considère ce qui est important c'est d'amener les parties en conflit à s'entendre sur un minimum et à avancer dans la voie de consensus plus forts.

L'intervention solidaire des médiateurs ouest africains, africains et internationaux est à encourager. La coopération interafricaine est importante, et il faut mettre à profit le fait que les sensibilités culturelles sont proches.

« La participation, la mobilisation des femmes est capitale : les femmes apportent une plus grande sensibilité, une pédagogie, une andragogie plus fine. Elles sont plus patientes. »

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Madame Kaba se rappelle la phase intense d'intervention durant deux ans (juin 2001 à juin 2003). Durant cette période, elle se déplaçait presque tous les deux mois dans une des capitales de la sous région (Ghana, Mali, Nigéria, Sénégal).

Elle se rappelle avoir été interpellée par le président Conté de Guinée sur le conflit ivoirien. Elle a refusé de se prononcer tant qu'elle n'avait pas les paramètres essentiels lui permettant de se prononcer. Elle a pu le faire quand elle a rassemblé assez d'éléments.

La leçon fondamentale qu'elle tire de son expérience : en Afrique de l'ouest on n'a pas encore trouvé les bons mécanismes de prévention des conflits, même si le potentiel (les ressources humaines et les ferments culturels) est là. Elle encourage à rechercher les mécanismes efficaces, à renforcer la coopération et la solidarité entre acteurs. Il faut une bonne planification des interventions en matière de formation, de renforcement des capacités, projets et programmes, de développement socioéconomique : la plupart des échecs sont dus aux interventions mal préparées.



Major Général Ishola WILLIAMS

Secrétaire Exécutif, Groupe panafricain de recherche et de politiques stratégiques (PANAFSTRAG), Lagos, Nigeria

« Je souligne de nouveau qu'on n'a pas besoin d'une formation formelle pour être un médiateur. Un médiateur n'est ni psychiatre, ni conseiller. Par exemple, si vous voulez être chef d'État ou Président, est-ce qu'il faut que vous soyez un spécialiste des sciences politiques ? (Non) » !

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Le Major-général Ishola Williams est un général à la retraite de l'armée de Nigeria. Il a obtenu ses qualifications civiles et militaires de différentes institutions autour du monde, y compris dans les communications militaires, à la School of Signals au Royaume-Uni (1969/1970) ; aux l'Écoles supérieures de guerre en France (1977) ; aux Études de guerre, au King's College de Londres (1981) ; à la National War College, en Inde (1984) ; aux Études nucléaires, Open University, au Royaume-Uni (1986/1987) et à l'Institut des hautes études de défense nationale en France (1991). Le Général Williams s'est spécialisé dans les télécommunications militaires et les études de sécurité avec un intérêt particulier pour le soutien des opérations de la paix, le micro-désarmement et le développement.

Après sa retraite en 1993 le Général Williams a fondé le Groupe panafricain de recherche et de politiques stratégiques (PANAFSTRAG), un cercle de réflexions et un groupe de sensibilisation basé à Lagos au Nigeria. PANAFSTRAG entreprend des recherches et offres des services d'assistance technique sur les sujets de la gestion et la résolution des conflits sur le continent africain. En outre, le Général Williams été également le Secrétaire général et ancien président de Transparency International au Nigeria.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Le Général Williams partage ses pensées générales sur la recherche portant sur la sécurité et l'état de la médiation en Afrique en disant : «La compréhension universitaire des conflits sur le continent africain partait à l'origine d'une perspective occidentale universitaire. Ce ne fut que lorsque les universitaires occidentaux se sont rendus compte qu'ils ne comprenaient pas ou qu'ils n'avaient pas une explication

pour toutes les problématiques qu'ils rencontraient sur le continent qu'ils se sont tournés vers les chercheurs africains afin d'essayer de fournir des réponses. Malheureusement, les chercheurs africains n'ont pas pris l'initiative de développer leur propre approche méthodologique de la pratique de la résolution des conflits et de la recherche. Encore plus important, les africains eux-mêmes qui sont impliqués dans ces conflits ont plus confiance dans ceux qui viennent de l'extérieur que dans les africains qui font la médiation. Il s'agit-là d'un défi important pour la médiation en Afrique.

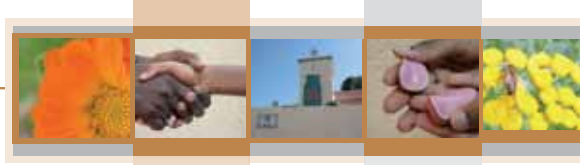
Ma deuxième observation. Sans le soutien financier des groupes externes comme les États-Unis ou l'Union européenne, les efforts de médiations n'auraient pas débuté. Troisième point, même quand les accords de paix sont signés, les groupes externes sont requis de fournir leur soutien afin de mettre en place l'accord, soit à travers l'ONU soit directement. Il y a beaucoup de confusion et un manque de coordination même à l'intérieur des organes continentaux et régionaux. Les médiateurs africains sont comme des outils entre les mains des organismes occidentaux quand ils s'occupent de la médiation de leurs propres conflits.

Ma quatrième observation est liée à l'explication de Laurie Nathan selon laquelle la médiation ne se passait pas bien en Afrique parce que les médiateurs (les médiateurs politiques faisant principalement références aux anciens présidents) ne sont pas formés, parmi d'autres raisons.»

Le Général Williams pense que les initiatives de formation sont peu susceptibles d'ajouter de la valeur au processus de médiation existant sur le continent, disant sans ménagement : «Ce sont des absurdités, ce ne sont que des absurdités, je ne suis pas d'accord avec cela, c'est une approche universitaire des questions en jeu. L'ONU a établi une section de médiation dans le Département des affaires politiques. La CEDEAO essaie d'établir une structure similaire. Je ne sais pas comment cela va contribuer à aider le processus de médiation. Prenons l'exemple de Blaise Compaoré au Togo, en Guinée et en Côte-d'Ivoire - Qu'est-ce qu'il a utilisé afin de réussir ? Est-ce qu'un soutien universitaire pour la médiation était nécessaire ? Non ! Ce qu'il est important de souligner est que quand un ancien chef d'État est impliqué dans une médiation, les parties en conflit écoutent. C'est parce qu'ils pensent que les anciens chefs d'États comprennent toutes les questions politiques, les intrigues, et les soubassements qui ont mené au conflit. Donc, ils vont exercer la médiation à partir d'une position d'expérience plutôt que de connaissance.»

Le Général Williams est prompt, cependant, à souligner que les connaissances, surtout une compréhension de fond des dynamiques du conflit d'une région spécifique, sont centrales dans le processus de médiation. Il affirme et croit qu'un bon médiateur combine les renseignements locaux et externes.

Enfin, parlant du rôle de la société civile et de la médiation à l'intérieur du processus de la CEDEAO, le Général Williams a été plutôt critique. «Avec la société civile, la situation est telle que son impact n'est pas ressenti parce qu'elle ne parle pas d'une voix, et elle manque de coordination et de cohérence. Dans l'idéal, la société civile devrait travailler à travers la WACSOF, l'organe de la société civile dans la sous-région. Bien que la WACSOF essaie d'intervenir, les organisations de la société civile sont handicapées parce qu'elles n'ont pas développé les bonnes stratégies. Elles peuvent aussi jouer des



rôles neutres dans l'alimentation des renseignements sur le contexte local, mais il est difficile de trouver des organisations de la société civile qui soient neutres. Beaucoup d'entre elles ne sont pas neutres. Un autre défi pour la société civile en Afrique de l'Ouest est le fait que les organisations de la société civile dépendent de l'aide étrangère afin de fonctionner. Nous ne sommes pas encore à l'étape où la CEDEAO, par exemple, aura des fonds que la société civile pourra demander, puisque la CEDEAO est elle-même largement dépendante de l'aide étrangère.»

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

L'Afrique de l'ouest est souvent utilisée comme un modèle afin d'illustrer le rôle positif des femmes dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits. Les cas du Liberia et de la Sierre Leone, en particulier, ont reçu beaucoup d'attention internationale. La perspective du Général Williams est plus désobligeante : «Le rôle des femmes dans la médiation. Cela a été exagéré à certains égards, particulièrement dans le cas de la Sierra Leone et du Liberia. Oui, elles ont joué des rôles importants, mais elles n'ont pas joué de rôles clés pendant la médiation. Sauf si elles deviennent chefs des rebelles, à quel titre est-ce qu'elles viennent à la table ? Si on parle des médiateurs femmes, il faut prendre en compte le stress, il y a beaucoup de stress au cours d'une médiation. Est-ce que les femmes peuvent le supporter ? Le processus peut durer longtemps, deux ans, trois ans ou même plus, selon le conflit.»

Le Général Williams a partagé ses pensées sur l'état de la médiation dans la sous-région. En complément de son analyse antérieure, il commente le rôle des acteurs externes, croyant que la sous-région a suffisamment de capacités, mais que «les groupes internationaux de contact créés pour accompagner les transitions post-conflits suggèrent qu'il n'y a aucune capacité dans la sous-région, mais la capacité existe. La CEDEAO n'a pas besoin d'un contrôle externe, ni d'une unité de médiation. Le problème tel que je le comprends est que la structure actuelle qu'ils ont actuellement pour la médiation n'est pas appropriée. Le Conseil des anciens ne peut rien faire parce qu'ils ont été sélectionnés politiquement, ou nommés selon des considérations politiques.»

Alors qu'il y a un mouvement croissant dans l'arène internationale pour développer les compétences de médiation à travers la formation, la question essentielle de la valeur de la formation des médiateurs n'apparaît pas être discutée. Le Général Williams fournit une des perspectives les plus alternatives, exprimant son inquiétude en expliquant : «Je souligne de nouveau qu'on n'a pas besoin d'une formation formelle pour être un médiateur. Un médiateur n'est ni psychiatre, ni conseiller. Par exemple, si vous voulez être chef d'État ou Président, est-ce qu'il faut que vous soyez un spécialiste des sciences politiques ? Non ! Ceux qui font de la médiation familiale (domestique) peuvent être formés, mais non pas pour les conflits politiques. C'est absurde, et on ne peut pas faire que tout devienne universitaire.»

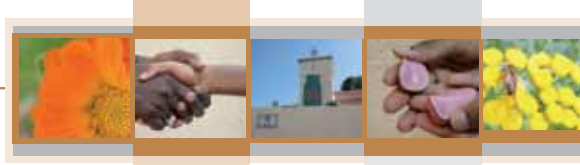
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Quand il a été nommé par la CEDEAO afin d'exercer une médiation dans le cadre de la transition libérienne après Charles Taylor, dans la mesure où le Général Abdulsalami Abubakar avait la latitude de participer à la constitution de l'équipe, alors Abubakar était capable d'amener à bord des gens qu'il

connaissait, et avec lesquels il pensait pouvoir travailler. Le Général Williams souligne l'importance de l'alchimie du groupe. Il fait aussi partie de l'équipe CEDEAO de médiation au Niger, dirigée par le Général Abubakar. Il est d'accord pour partager ses expériences dans les deux pays avec nous. Il décrit : « Étant arrivés au Liberia et après nous être mis à jour de tous les renseignements et des connaissances de fond, et bien sûr des consultations bien élargies, nous sommes arrivés à prendre des décisions critiques. Premièrement, nous nous sommes mis d'accord qu'aucun des rebelles ne deviendrait président ou vice - président. Deuxièmement, nous nous sommes aussi mis d'accord que nous ne serions pas pressés de tenir les élections, afin de permettre aux partis politiques de se reconstruire, et de permettre que l'infrastructure soit installée pour les élections. Cela s'est bien passé, dans une période de trois ans à peu près. Nous avons aussi compris à partir de nos informations qu'il y avait une fatigue de la guerre tout particulièrement parmi le peuple libérien, qui avait beaucoup souffert. Même les rebelles étaient clairement fatigués et je pense qu'ils avaient besoin d'une sortie, alors l'équipe de médiation a eu la chance d'arriver sur scène à ce moment-là. Le médiateur avait besoin d'être concentré et de donner la direction, parce que quand on emmène les rebelles et qu'on les met dans des hôtels quatre étoiles avec toute l'attention qui va avec, ils deviennent réticents et ils ne veulent plus partir. Parfois il n'a pas été facile de faire des progrès, mais nous avons continué de mettre la pression sur les rebelles pour leur rappeler ce pour quoi ils prétendaient avoir lutté (la démocratie, la bonne gouvernance).»

Bien sûr qu'il y a des éléments extrêmement compliqués dans la médiation. Les questions qui sont souvent présentées en noir ou blanc peuvent être difficiles à négocier en pratique, quand on fait face à des réalités dures et aux expériences des personnes sur le terrain. Le Général Williams illustre cela en disant : «La dernière question importante qui a été soulevée pendant la médiation a été celle de la paix ou de la justice, mais, vous voyez, parmi l'équipe de médiation nous n'y avons pas vu ces choses comme étant en opposition. Pour nous il n'était pas nécessairement question de choix entre les deux, alors nous voulions la paix avant, la justice après et c'est ce que voulait aussi le peuple libérien. Je crois que les africains doivent toujours penser aux processus indigènes et aux moyens traditionnels de réconciliation ; nous devrions arrêter d'être des copieurs. Ne pas faire les choses simplement pour les faire. »

La crise au Niger était assez différente. Le président Tandja voulait étendre son mandat en changeant arbitrairement la constitution. Il s'agissait plus d'une crise politique, plutôt que d'un conflit violent ouvert. L'opposition a résisté en coalition avec la société civile, insistant que le referendum de Tandja était une imposture, et a exigé un retour à la constitution précédente et a menacé de rendre le pays ingouvernable. C'est à l'intérieur de cette impasse et de cette crise constitutionnelle en train de se développer que la CEDEAO a décidé d'envoyer une équipe de médiation. Le Général Williams regrette que l'équipe de médiation du Niger n'ait pas pu faciliter un processus de transition doux puisque le président Tandja a refusé de faire un compromis, et a continué à résister. Malheureusement, les soldats ont résolu le problème en le renversant par un coup d'État.

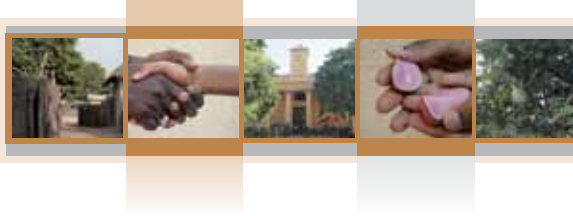


Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Au cours de ses années de médiation, quelles sont les leçons essentielles que le Général Williams a tirées du processus ? Il a parcouru ses diverses expériences et a choisi de partager une partie de son apprentissage avec nous, en commençant par l'explication suivante : «Premièrement, l'expérience m'a appris que, en tant que médiateur, on doit penser rapidement et vite comprendre. Il faut voir au-delà des écrans de fumée. L'expérience m'a aussi appris que le langage est très important, parfois l'interprétation crée des problèmes au lieu de donner de la clarté, et beaucoup peut se perdre dans la traduction.»

Le Général Williams a noté que, tandis qu'il y eu des moments mémorables dont il se souvient avec bonheur, il y en a d'autres dont il se souvient avec regret : «Il y a plusieurs cas où, après la guerre, les groupes de rebelles du conflit voulaient se transformer en partis politiques. L'équipe de médiation a découragé cela au Libéria, et je me rappelle fièrement encore le moment quand les rebelles ont accepté d'adhérer aux partis politiques déjà existants. Accepter de se joindre à la construction et au renforcement du système démocratique existant montre qu'il y avait un certain niveau de confiance. Sur le côté négatif, dans les discussions de médiation, les rebelles ont insisté pour que les américains s'occupent de la réforme du système de sécurité. Les États-Unis l'ont sous-traité à une société militaire privée, DynCorp. Je n'ai pas besoin de re-dire le fiasco que DynCorp a créé au Libéria. Nous aurions préféré qu'une équipe d'officiers ouest-africains à la retraite s'en occupe, mais peut-être en tant que médiateurs on n'a pas poussé assez loin pour cela.»

Enfin, le Général Williams a présenté ses perspectives sur ce qui rend le processus de médiation fructueux : «Je pense que deux variables devraient être prises en considération. Premièrement, l'accord devrait être mis en œuvre. Deuxièmement, qu'un gouvernement est constitué légitimement et est en train de remplir ses fonctions. Ensuite nous devrions toujours observer les signes d'alerte précoce.»



EMMANUEL BOMBANDE

Directeur Exécutif, West Africa Network for Peace building (WANEP), Accra, Ghana

« Ces expériences ont eu un effet profond sur moi personnellement. Ces moments que je vous décris sont éternels. Leur valeur n'a pas de limite. Elles sont des leçons d'humilité.....(Nous devons faire le travail avec passion....Il ne faut jamais abandonner »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Monsieur Emmanuel Habuka Bombande est le Directeur exécutif du West Africa Network for Peace building (WANEP) depuis septembre 2004, ainsi que son co-fondateur en 1999. WANEP travaille activement avec les agences onusiennes, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres partenaires internationaux. Monsieur Bombande est de Bawku, dans la région du Haut Ghana oriental. Il a été étudiant à l'Université des Sciences et des Technologies de Kwame Nkrumah au Ghana, à l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal et il a étudié la Transformation des conflits aux Etats-Unis à l'Eastern Mennonite University.

Les temps forts de l'expérience professionnelle de monsieur Bombande incluent notamment les éléments suivants : il a été le coordinateur africain régional pour le Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC), entre 1990-1994 et pour la Nairobi Peace Initiative, entre 1994-1999. Il a plusieurs publications et présentations à son crédit et a reçu plusieurs prix, parmi lesquels le Millennium Excellence Award for Peace au Ghana en 2005 et le CIVIPAX au Burkina Faso en 2007.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Quand monsieur Bombande pense aux conflits dans la région, son analyse de leurs causes et de leurs continuations situe la racine fermement dans une histoire marquée par l'héritage du colonialisme. Cependant, il souligne qu'à ce point de l'histoire, il ne suffit plus de blâmer le colonialisme et de demeurer dans la spirale du conflit. Il partage son analyse avec nous en expliquant : « Dans ma compréhension des conflits africains beaucoup ont à faire avec nos antécédents coloniaux ; dans la phase coloniale les peuples africains étaient de simples objets et non pas des acteurs, mais ensuite on est prêt à aller plus loin et à autoriser le renforcement de la haine, de la méfiance et de la suspicion sur

les questions dont ils n'ont pas nécessairement semé les graines des conflits. La question est, pourquoi devrions-nous laisser ce type de conflit s'entretenir lui-même ? Nous devons commencer à repenser les questions à partir de profondes analyses sociales et commencer à nous demander où est le futur de l'Afrique. »

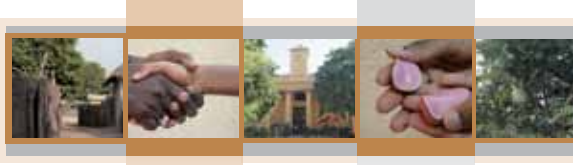
Monsieur Bombande partage ses réflexions sur un autre aspect de la médiation dans la région qu'il pense être très important. C'est ce qu'il appelle la 'Perspective africaine' sur la médiation. C'est clair, d'après le portrait suivant qu'il fait des questions en jeu, qu'il trouve que cela est une approche plus holistique et soutenable. Il exprime ses idées en disant que « la médiation dans une perspective africaine est différente de la perspective occidentale. Dans la perspective occidentale le médiateur et les parties s'assoient à la table avec pour seul objectif de trouver un accord. Dans le contexte africain l'emphase est mis sur le dialogue et le résultat, c'est pourquoi nos approches indigènes de résolution des conflits se font à travers le dialogue. Quand ils parlent, l'objectif n'est pas quel accord ils trouvent, mais la sagesse qui émerge du dialogue. Ainsi, alors que le résultat peut ne pas avoir été signé, sa capacité à rendre les gens responsables est grande. »

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Il est clair que les chemins des médiateurs vers la pratique sont divers. Pour monsieur Bombande, il semble que cela était clair depuis longtemps, et il dit : « Je dirais que je suis né dans la médiation, je dis cela parce que je viens du groupe Bisa. Bien que nous soyons un nombre relativement important nous n'avons jamais eu de prétention à devenir des chefs au sens traditionnel du terme, ainsi nous sommes automatiquement des constructeurs de ponts entre les groupes ethniques qui sont les propriétaires majoritaires de la terre, mais qui n'avaient pas de légitimité politique pendant le système colonial du régime indirect britannique, et les groupes qui étaient faits pour diriger de larges populations décentralisées.

En 1981 j'ai assisté en première loge à l'un des cercles les plus vicieux d'un conflit, et je me rappelle me disant que je n'avais pas d'autre choix que celui de travailler pour la paix après mes études.»

Il décrit une expérience spécifique avec les conflits, dans sa ville de Bawku, en disant : «À la suite des élections de 2000 au Ghana, la violence s'est intensifiée et s'est renouvelée au début de 2001. De février 2001 à juin 2001, nous avons réalisé la phase de terrain de sensibilisation au dialogue et avons engagé les dirigeants de la communauté à accepter de s'asseoir et de parler, et nous avons réussi. À partir de juillet 2001 ils avaient accepté de s'asseoir et de parler. C'était la première fois que ces communautés s'asseyaient et parlaient franchement à propos des questions sous-jacentes des conflits qui les avaient divisées autour de la question de la chefferie. Ce processus a duré jusqu'en décembre 2007 quand la violence à éclaté à nouveau alors que le Ghana se préparait pour ses élections en janvier. Malheureusement, il fut difficile cette fois de réunir les parties pour qu'elles s'assoient et parlent en raison de la nature vicieuse de la violence, mais finalement, en 2009, nous avons commencé le travail de fond qui nous permettra de réengager les parties. Nous avons fait des progrès significatifs.»



Monsieur Bombande partage aussi avec nous une autre expérience de sa médiation au Ghana. Il s'agit d'un conflit dans le nord du Ghana, qui donne au pays, élevé au statut de parangon de la paix, une légère tâche. C'est plus récemment qu'il y a eu une reconnaissance internationale du conflit. Il peint son expérience en détails, expliquant : « Le second conflit sur lequel je voudrais réfléchir et un sujet qui pourrait créer un trouble civil sérieux. Il y a des conflits qui ont un potentiel pour une instabilité totale à travers toute la nation ; qui peuvent commencer localement mais qui peuvent s'étendre. Il s'agit du conflit entre les Kokomba (décentralisés) et les Nanumba (centralisés) dans le nord du Ghana. Alors que le conflit se développait il impliquait sept groupes ethniques, et le Ghana faisait face à un conflit qui avait le potentiel de créer une instabilité nationale totale. Ma première implication fut en 1994 quand j'étais encore basé au Kenya et avec ce qui était appelé le Consortium Inter-ONG nous avons conçu un processus de renforcement de la paix autour du dialogue et de la médiation, nous avons accouché de 'l'Accord Kumasi', nous avons défini quelques principes clés qui, s'ils étaient acceptés par les communautés comme contraignants, pourraient leur permettre de coexister en paix.

Que ces conflits s'étendent ou soient gérés dépend de la manière dont l'État est préparé à répondre et s'en occupe. Pour moi, ce qui fait d'un pays comme le Ghana un pays différent d'un pays comme la Côte-d'Ivoire est sa capacité interne pour la gestion des conflits. Il s'agit d'abord du niveau politique et aussi de la capacité de la société civile de s'engager informellement. Il est important pour ces deux processus de fonctionner ensemble.

Le troisième conflit dont je voudrais parler est le conflit entre les Nkonya et les Alavanyo de la région Volta du Ghana ; j'y fus impliqué de 2005 à 2007 ; ce conflit durait depuis 80 ans quand en février 2005 une équipe de médiation fut rassemblée par le gouvernement de la région. L'équipe était dirigée par deux dirigeants religieux respectés et je fus invité à fournir une assistance technique. Nous avons conçu un processus par étapes impliquant toutes les parties prenantes des deux communautés ; les chefs traditionnels, les anciens, les chefs des groupes de femmes, les groupes de jeunes, les dirigeants religieux, et tous les groupes ont eu leurs tours de consultations qui leur ont permis de faire leur propre analyse et cela a préparé le terrain pour une table ronde de consultation intégrée, ce qui a permis d'aborder les importantes questions de la médiation. Le processus de dialogue commença en 2005 et en 2008...ils en sortirent avec une solution. »

Finalement, monsieur Bombande explique sa ferme conviction en faveur de l'usage de la médiation comme quelque chose de plus qu'un processus de résolution des conflits, un processus qui a des résultats transformateurs et durables. Il affirme que « l'expérience de la médiation que j'ai eue au cours des années est l'une de celles par laquelle vous exercez une médiation en essayant de concevoir le processus de dialogue qui donnent du pouvoir aux parties. Je ne dis pas qu'elles ne devraient pas signer des accords, mais un accord n'est pas l'essentiel. L'essentiel est le résultat du dialogue qui rappelle aux parties ce qui les lie ensemble, plutôt que ce qui les sépare et ce résultat a souvent été le facteur le plus puissant. »

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

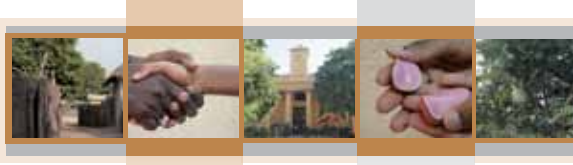
Les opinions divergent en ce qui concerne l'importance de la formation, et tandis que monsieur Bombande voit l'importance qu'il y a à acquérir une forme d'orientation pédagogique pour développer les compétences et la connaissance pour la médiation, il est clair qu'il place une importance certaine dans certaines qualités qui sont moins facilement développées à travers une formation. Sa conviction est la suivante : « Il y a des intuitions inhérentes que l'on devrait avoir naturellement et qui sont optimisées par la formation. Par exemple, intuitivement si vous n'êtes pas capable d'avoir une bonne écoute il devient difficile d'apprendre. Il est important également que vous entendiez ce qu'il y a derrière, afin que vous ne vous contentiez pas de reformuler ce qui a déjà été dit. Ainsi, tout dépend des instincts des médiateurs, de leur connaissance intuitive et de leur capacité à concevoir un processus qui n'est pas fixé sur des accords mais sur sa capacité transformative. »

Alors qu'il ne fait pas de commentaires spécifiques sur la capacité de la CEDEAO à exercer une médiation de cette façon, ou si elle devrait se concentrer sur la formation. Il est positif quant au rôle de cet acteur externe dans le processus de médiation dans la région. C'est son avis que « des progrès ont été faits au niveau de la sous-région en ce qui concerne la médiation, particulièrement avec la CEDEAO où nous travaillons en vue de développer une unité de soutien à la médiation pour la sous-région. La gestion des conflits de la part de la CEDEAO s'est améliorée considérablement au cours des années récentes. Il y a davantage d'appropriation locale et de direction par la CEDEAO. Les africains ont souffert dans le passé en raison d'un manque d'espace pour diriger et parler à propos de leurs propres problèmes. Avoir son mot à dire sur la manière de résoudre les conflits est très important. »

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

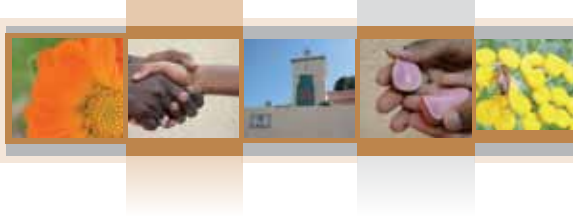
«Mes expériences ou moments mémorables sont définitivement les moments où les parties prennent la chose en mains. Il n'y a rien de tel, cela crée toujours un fort sentiment de réalisation et d'accomplissement. Pendant nos réunions de médiation avec les Nkonya et les Alavanyo, après que nous ayons commencé les réunions en face à face, il y avait ce jour où le chef des Alavanyo s'est levé et a commencé à se diriger vers le chef des Nkonya et demandant que si sa contrepartie voulait qu'ils résolvent ensemble la question il devait alors marcher également vers lui ; c'était si spontané et c'était comme si le temps s'était arrêté et tout à coup le chef des Nkonya fit le même geste et quand ils se sont retrouvés ils se sont tenus pendant cinq minutes. Ca, pour moi, fut le moment où le processus transformatif pris le dessus ; quand une tentative est faite pour réconcilier les relations, alors la terre devient secondaire.

L'autre expérience mémorable sur laquelle je voudrais réfléchir est relative au conflit entre les Kokomba et les Nanumba. Lors d'une des réunions de médiation, le chef Dagomba est arrivé et a commencé à injurier la délégation Kokomba. Alors le porte-parole des Kokomba a demandé à répondre. Plutôt que d'injurier le chef il lui montra du respect et l'appela père. Quand le chef parla à nouveau il parla directement au porte-parole et lui demanda de lui pardonner. L'homme Kokomba se leva et marcha directement vers le chef agenouillé et prenant la partie inférieure de la jambe (un geste de grand



respect). La pièce était pleine d'énergie et électrisée, tous ceux qui étaient présents étaient pris par l'émotion. Ce ne fut pas la fin du conflit et de tous les problèmes, mais ce fut un moment clé dans le processus de médiation. »

Monsieur Bombande est assez généreux pour partager avec nous, non seulement certaines de ces expériences, mais aussi l'impact qu'elles ont eu sur lui personnellement. Il explique que non seulement elles l'ont changé personnellement mais aussi qu'elles ont nourri son engagement en faveur du processus. Il illustre cela en disant : « Ces expériences ont eu un effet profond sur moi personnellement. Ces moments que je vous décris sont éternels. Leur valeur n'a pas de limite. Elles sont des leçons d'humilité. En tant qu'êtres humains nous avons quelques fois des conflits intérieurs, mais dans ma vie en tant qu'artisan de la paix je dois toujours me dépasser pour être un modèle. Nous devons faire le travail avec passion, engagement et dévouement pour la communauté, le pays et, bien sûr, le continent. Notre approche de la médiation doit être panafricaine. L'humilité est également très importante. Il faut être confiant et persistant...Il ne faut jamais abandonner. »



Hassan H. FEIKA,

Directeur exécutif, Peace and Reconciliation Movement, Bo, Sierra Leone

« Imposer des mécanismes externes à des gens sans respecter le milieu culturel n'est pas bien.....[Les partenaires externes doivent soutenir les initiatives internes] »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

M. Hassan Hashin Feika est né dans le village de Sinnie, dans le district de Pujehun situé au sud de la Sierra Leone. Il a étudié l'arabe et le Coran en zone rurale et a suivi l'école formelle dans la ville de Bo. Il parle krio, vaï, mendé, anglais et arabe.

Son organisation a débuté en 1994 sous l'appellation Mouvement pour la paix et la réconciliation Bo (Bo Peace and Reconciliation Movement). Maintenant, connue simplement sous le nom de Peace and Reconciliation Movement ou PRM, son organisation a 300 Observateurs de la paix bénévoles et 15 membres du personnel et elle reçoit un soutien financier de différents donateurs. Le PRM est un groupe d'organisations de la société civile qui se sont retrouvées de différentes manières afin de traiter les causes et les conséquences de la guerre dans la région sud de la Sierra Leone. Ils ont commencé en pilotant le dialogue entre les rebelles, le gouvernement et les civils, et ils ont aussi exercé la médiation pour des conflits qui auraient normalement été traités par la police et le système légal ainsi que le système traditionnel de justice ; tout ce qui n'a pas fonctionné pendant la guerre.

M. Feika croit que cette expérience en tant que médiateur traditionnel explique son acceptation par les différents acteurs. En dépit de cela, il admet que parfois il se sent en danger aux stades initiaux de son intervention, puisque toutes les parties en conflit ne sont pas au même niveau de compréhension.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Dans le travail de M. Feika, on retrouve, pour l'essentiel, quatre formes principales de conflits : les conflits domestiques ou familiaux, les conflits traditionnels, (comme les disputes de terrain), les conflits politiques (les tensions à l'intérieur de ou entre les partis politiques) et les violations des droits de l'enfant.

De son expérience, il reconnaît que : « Au niveau local, les connaissances peuvent être d'un niveau si bas, que les différences d'avis doivent être prises en compte. En ce qui concerne la politique, la question des droits de l'homme est présente et l'engagement est moindre parmi les acteurs politiques. » C'est le moment où, pour lui, la médiation peut devenir complexe ; quand les aspects fondamentaux de la compréhension d'une situation sont déjà fondamentalement divergents.

Au niveau régional, M. Feika est au courant des efforts de médiation au Libéria et en Guinée aussi bien aux niveaux institutionnels que traditionnels. Il a travaillé dans certaines des zones frontalières de Sierra Leone, surtout celles qui sont proches du Liberia. Dans beaucoup de cas, les situations sont similaires. En s'occupant de la médiation entre certains combattants et entre les communautés de Sierra Leone, le travail se faisait à travers les frontières.

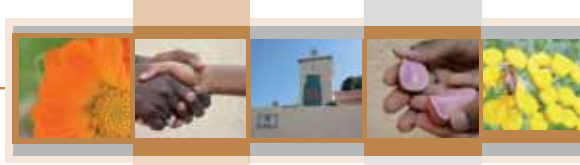
À son avis, la médiation en général en Afrique de l'ouest fait des progrès : « Tout ce qu'il nous faut c'est la solidarité et la coopération au niveau sous-régional : faire le lien entre les efforts individuels et institutionnels est important. »

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

M. Feika est devenu médiateur en grande partie en raison de la confiance que les personnes avaient en lui en tant qu'individu. En travaillant pendant la guerre en Sierra Leone avec d'autres collègues, ceux qui étaient autour de lui ont remarqué ses qualités de justice, de facilitation et d'écoute. Il était déjà un membre respecté de sa communauté. En conséquence, quand le PRM a été créé, la coalition d'organisations de la société civile, il a été choisi pour gérer le groupe, ce qui voulait aussi dire gérer la majorité des processus de médiation, surtout ceux des conflits les plus importants.

Un conflit spécifique ressort dans son souvenir. Il concernait la gestion des ressources naturelles de l'île de Tiwai. Une fondation s'activant dans le domaine environnemental et ayant des activités sur l'île et la communauté des familles qui tenaient la terre étaient en conflit. L'administration de la chefferie a aussi été impliquée. La communauté pensait qu'il n'y avait pas d'inclusion dans la planification des activités ou dans le partage des revenus et voulait participer à la prise de décisions en ce qui concernait l'île.

Au début, c'était difficile. Le PRM tenait des rendez-vous séparés et avait envoyé une équipe de médiateurs qui connaissait bien la culture, et qui était mixte en termes de religion, de sexe et d'âge.



Après un certain temps, le dialogue est devenu possible. C'était clair qu'une grande partie du conflit touchait à un manque d'informations précises. Les questions clés étaient la participation et l'inclusion. Sept mois ont été nécessaires afin de trouver la solution, et pendant ce temps quatre grands rendez-vous ont été organisés. Pour M. Feika, la question du temps est déterminante. Il croit que si on force ou précipite une situation, alors les solutions durables ne peuvent pas être trouvées.

Finalement, ils ont été capables de faciliter une résolution qui a abouti à l'implication des membres de la communauté dans le comité de gestion de la fondation. Pour l'essentiel, les hommes, les femmes, les jeunes et les anciens de la communauté ont eu leur mot à dire dans le travail de cette organisation qui touchait grandement leurs vies, et un Mémorandum d'accord a été signé. La coopération continue jusqu'à aujourd'hui.

Le PRM a aussi été impliqué dans plusieurs conflits qui duraient depuis des décennies. Bien qu'ils n'aient pas causé de violence aux niveaux nationaux, ils ont souvent eu pour conséquence de grands dommages envers la propriété, la perte de vies et des déplacements de populations. Beaucoup d'organisations internationales, ainsi que des gouvernements successifs, ont tenté de résoudre ces conflits sans succès. Les conflits ont été, en général, liés au pouvoir politique, et ont été exacerbés par un problème bien compris au niveau régional, celui des frontières coloniales. Aussi bien que les frontières nationales arbitraires, les puissances coloniales ont aussi créé des frontières arbitraires entre chefferies, quelques fois en amalgamant des chefferies qui n'avaient pas d'intérêt à de tels arrangements. Le problème principal qui en a résulté concernait des questions d'accès au pouvoir.

Il s'agit là de certains des scénarios de conflits complexes et prolongés pour lesquels le PRM avait besoin d'exercer une médiation. Les questions concernant les sociétés secrètes ou la religion et d'autres pratiques culturelles avaient besoin d'être soulevées à plusieurs niveaux, afin de résoudre les conflits. Pour cette raison, monsieur Feika croit qu'une compréhension approfondie de la culture et le respect et la connaissance des éléments des religions qui peuvent aider le processus de médiation, sont essentiels pour les processus de médiation, surtout au niveau communautaire.

À travers leur travail de résolution des conflits à ce niveau, ils ont reçu une grande reconnaissance du gouvernement local et national. Maintenant, ils sont plus directement liés aux structures de l'appareil décentralisé de la sécurité nationale et sont considérés comme une ressource importante.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Pour monsieur Feika, la formation est importante. Bien qu'il soit d'accord pour dire que certaines compétences de médiation ne peuvent pas être apprises et que des aspects d'une bonne médiation qui sont liés au statut social du médiateur ne peuvent pas être acquis, il croit encore que la formation est importante. Elle peut enrichir les compétences d'un médiateur, et il a, lui-même, profité des opportunités d'une formation formelle. En combinaison avec son expérience pratique, il est maintenant en position de former les médiateurs communautaires et les observateurs de la paix.

Monsieur Feika pense que le milieu culturel d'un médiateur est très important en Sierra Leone et en Afrique de l'ouest. Il a souligné que l'utilisation des langues locales dans le dialogue afin de résoudre la crise au niveau des chefferies est déterminante. Il insiste aussi sur le fait que la compréhension des traditions de base de respect et de comportement dans des contextes spécifiques peut faire ou défaire un processus de médiation. En même temps, comprendre la valeur que les gens peuvent avoir pour la religion peut aussi être important. Les équipes de médiation du PRM prennent toujours en compte les croyances religieuses des membres de la communauté. Monsieur Feika ajoute que la question des sociétés secrètes est souvent très importante, surtout en ce qui concerne certains conflits politiques. Un manque de compréhension et d'appartenance à ces structures peut déjà être un facteur d'exclusion. Il ressent que, en général, en Afrique de l'ouest, l'utilisation des mécanismes traditionnels de la résolution des conflits est positive.

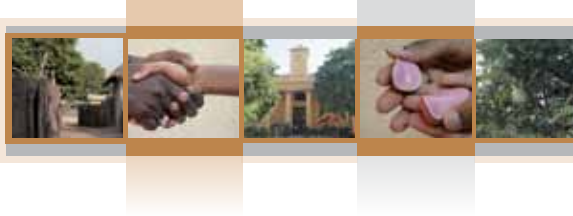
En ce qui concerne le rôle d'acteurs externes, monsieur Feika croit qu'ils ont une grande valeur, mais il est clair que leur intervention devrait être structurée avec soin afin de réaliser l'impact souhaité : « L'intervention de l'Union africaine, de la CEDEAO et de l'ONU est bienvenue, mais leur succès est lié à la coopération avec les médiateurs locaux. Imposer des mécanismes externes à des gens sans respecter le milieu culturel n'est pas bien. Dans la résolution d'un conflit, il est important de prendre en compte les valeurs et les intérêts des parties prenantes. Les partenaires externes doivent soutenir les initiatives internes. »

Par rapport aux questions de l'implication des femmes dans la médiation, sa croyance est que : « Les femmes ont des rôles importants, sans leur intervention, il n'est pas possible de cultiver la paix et de promouvoir le développement. » Il ne s'agit pas ici que de rhétorique, puisqu'on peut constater que les pratiques de travail du PRM intègrent pleinement les femmes et prennent en compte les questions de genre lors des processus de dialogue et de médiation en général.

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Dans l'expérience de monsieur Feika de la médiation, une des leçons principales qu'il a apprise touche aux défis et obstacles majeurs qui peuvent bloquer la médiation. Le PRM a vécu les défis issus de problèmes de logistiques et de ressources. Ensuite, il y a aussi les éléments clés des bas niveaux d'éducation, de la communication, de l'éthique et de la transparence qui ont tous besoin d'être traités. Dans sa perspective, la plupart des associations de la société civile ont besoin de renforcement des capacités à propos de la médiation et certains des dirigeants traditionnels profiteraient de cela ainsi que d'informations et de connaissances additionnelles.

Ce qui reste bien ancré dans l'esprit de monsieur Feika sont les résultats des médiations positives. Il est constamment surpris de voir comment les aspects négatifs des conflits, violents ou non, ont des conséquences profondes sur le développement général de la communauté ou de la nation. Il estime que : « Quand la paix est cultivée dans la communauté, l'initiative de développement se trouve rapidement promue. La transformation culturelle, une bonne éducation, une bonne économie et une bonne santé deviennent des réalités. »



Leymah Roberta GBOWEE

Directrice Exécutive¹⁵, Femmes du réseau pour le renforcement de la paix et la sécurité (Women in Peace building and Security Network - WIPSEN), Accra, Ghana

« Il devrait y avoir un processus pour la médiation locale. L'engagement local est important, et la médiation n'est pas complète sans le local..... L'outil le plus important est le peuple, le pouvoir du peuple ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Leymah Roberta Gbowee est actuellement Directrice exécutive de Women Peace and Security Network Africa (WIPSEN) organisation basée à Accra au Ghana. WIPSEN soutient activement le renforcement de la capacité des femmes à prévenir, gérer et mettre fin aux conflits. Elle est une activiste africaine de la paix, qui a une passion pour les droits à l'égalité des sexes. Madame Gbowee a été formée comme thérapeute pour les personnes traumatisées à l'Institut de formation des Nations unies, au Centre de soins pour les victimes de traumatismes au Cameroun, et à l'Éducation non-violente pour la paix au Liberia. Elle a également étudié la transformation des conflits à un plus haut niveau, à l'Université Eastern Mennonite de Harrisonburg aux États-Unis.

En 2002, madame Gbowee a organisé l'Action de masse pour la paix des femmes du Liberia (Women of Liberia Mass Action for Peace). Cela a commencé avec des femmes locales priant et chantant dans une manifestation pacifique sur un marché aux poissons local. Sous la direction de madame Gbowee et de ses collègues, les femmes sont devenues une force politique contre la guerre et contre toutes les autres formes de violence et d'abus des droits de l'homme, particulièrement les droits des femmes et des enfants. Leur contribution à la fin de la seconde guerre du Liberia en 2003, qui a abouti aux élections et à la désignation d'Ellen Johnson Sirleaf comme Présidente, est largement reconnue localement et internationalement. Elle a reçu le Prix Gruber pour les Droits des femmes en 2009, et, notamment, le John F. Kennedy Profile in Courage Award en 2009.

15 - Au moment de la publication de livre Mme Gbowee ne travaillait plus à WIPSEN

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

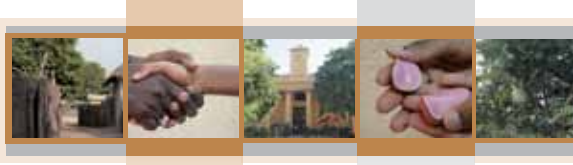
L'expérience de médiation de madame Gbowee est directement liée à son expérience personnelle de la guerre. Elle raconte ces expériences en expliquant la chose suivante : « Je suis née et j'ai grandi au Liberia. J'ai été victime de la guerre, une réfugiée qui a expérimenté toutes les phases de la guerre. Mes expériences en tant que victime de la guerre m'ont permis de voir l'impact du conflit sur les femmes, et j'ai essayé de rendre la question des femmes visible. Ma première expérience consistant à travailler dans le scénario d'après-guerre a commencé avec mon travail social avec l'Église luthérienne au Liberia. Nous avons travaillé avec d'anciens enfants-soldats, et ceux qui avaient des handicaps et notre attention principale consistait à soigner les traumatismes.

Au sein du WANEP j'ai travaillé en tant que coordinatrice du programme des femmes. Avec WIPNET (2001-2005) j'ai appris à rassembler une masse critique de femmes pour renforcer la paix. Cela a impliqué de la formation, de la sensibilisation et du plaidoyer. Nous avons joué un rôle essentiel pour finir la crise du Liberia, avec les Women of Liberia Mass Action for Peace. Ensuite nous nous sommes organisées nous-mêmes pour commencer quelque chose avec une orientation régionale ; nous tentions de voir comment la Réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform (SSR)) avait impacté sur la vie des femmes. Il s'agissait de mettre du nouveau vin dans une nouvelle bouteille, ainsi nous avons fondé WIPSEN. »

Certaines de ses expériences majeures de la médiation sont venues à travers son travail au sein de WIPSEN ; elle en décrit le champ d'activité en disant : « Nous travaillons à différents niveaux ; au niveau global, nous prêtons notre voix pour partager les expériences des femmes. Au niveau national, nous travaillons avec les institutions nationales pour voir si elles peuvent être plus à même de répondre aux besoins des femmes en ce qui concerne la paix et la sécurité. Au niveau local nous nous engageons dans la mobilisations des communautés. »

Madame Gbowee raconte que sa première expérience avec la médiation était « au niveau de la communauté avec l'Église luthérienne dans le sud-est du Liberia, et jusqu'à ce jour, alors que j'ai eu divers rôles qui m'ont exposée à des questions plus complexes et m'ont fait participer à des niveaux nationaux et internationaux, je demeure une personne de la communauté. L'expérience à laquelle je me réfère concernait une médiation dans le cadre d'une crise de leadership ; j'ai été privilégiée d'avoir été nommée par l'église, et j'étais au milieu de dirigeants religieux et traditionnels, alors j'ai essayé de rester très courtoise et coopérative. Je venais aux réunions avec l'esprit ouvert, mais malheureusement après quelques mois, ils ont réclamé un médiateur de sexe masculin. Cela était dû au fait qu'il y avait certains aspects traditionnels relatifs aux questions en jeu, et comme j'étais une femme parmi eux, leur conversation était limitée.

Mon deuxième engagement vint quand le Général Abdulsalami Abubakar fut engagé comme le médiateur de la CEDEAO pour la transition libérienne. Il a vu dans notre groupe de femmes un allié, et quand il y avait un blocage il nous consultait. Nous avons des opinions documentées sur tous les sujets, ainsi nous étions en position de fournir des contributions utiles et de valeur pour le processus



de médiation. Quand le Général Abubakar établissait plusieurs comités pour fournir des idées et des contributions sur la manière dont les secteurs majeurs du pays devaient être construits et gérés, il amenait les femmes à bord. Je fus tout spécialement nommée pour travailler dans le comité de la défense. Lors de la première réunion du comité les officiers américains nous ont demandé de quitter la salle, mais l'un des soldats de l'équipe d'Abubakar a refusé, notant que l'échec d'avoir obtenu l'engagement de la société civile avait eu un impact négatif sur le conflit ; et je suis heureuse de dire que nos opinions et suggestions furent prises au sérieux.»

Madame Gbowee ne fut pas seulement impliquée dans la médiation au niveau national, et elle raconte d'autres expériences, notamment à propos de la manière dont elle a pu exercer une médiation entre des combattants, décrivant la chose suivante : « un exemple est le cas où certains garçons qui étaient d'anciens combattants de guerre avaient été payés pour attaquer les politiciens rivaux. Avant de lancer leur attaque, en fait ils étaient déjà prêts à lancer leur attaque, nous les avons approchés, les avons rassemblés et nous avons négocié avec eux, les persuadant d'arrêter leur assaut. Ce fut une expérience terrifiante, personne n'avait jamais mis en cause leur structure de commandement. Personne ne les questionnait. Pendant dix ans ils ont été utilisés pour faire ce qu'ils voulaient, il fut difficile de changer leur attitude. Pendant nos réunions avec eux, l'un deux s'est levé brusquement et m'a défiée. Il a essayé de me frapper, et bien que je fusse effrayée, je n'ai pas bougé. Ce geste singulier a gagné leur respect et leur confiance. Ce fut le tournant décisif. Tout l'accompagnement psychologique n'avait servi à rien ; c'est cette confrontation qui a fait la différence. »

En dépit de certains risques réels, madame Gbowee a exprimé qu'on ne suit quelques fois que ses instincts afin d'atteindre les objectifs, et c'est seulement rétrospectivement que l'action est questionnée. C'est difficile de savoir si cela est positif ou négatif, mais c'est souvent essentiel pour faire avancer un processus ou pour maintenir la paix. Elle se rappelle un jour où elle et son collègue, Kofi Woods, se sont interposés entre la Mission des nations unies au Liberia (MINUL) et les étudiants quand ils étaient en conflit entre eux, disant : « Aujourd'hui quand je regarde derrière moi, cela a l'air vraiment stupide, mais à ce moment – là vous faites tout ce que vous pensez devoir faire pour maintenir la paix.»

Pour d'autres expériences il est clair, que même rétrospectivement, les risques en valaient la peine, et elle sent cela en relation avec son engagement avec la société civile dans la médiation. Madame Gbowee est très claire à propos du fait qu'une bonne coordination des efforts de la part de la société civile peut être d'une valeur inestimable pour un processus de paix. Elle décrit comment cela s'est reflété dans le cas du Liberia, en disant : « Nous avons également joué un rôle essentiel en 2003-2004, tandis que les élections approchaient. La médiation réelle a en fait débuté après Accra, après la signature de l'Accord de paix. Ce fut alors que la médiation locale a débuté. La société civile est devenue essentielle et n'a pas reculé, parce que, je sais que cela peut sembler un cliché, l'idée que la population locale s'approprie un processus comme condition du succès est très importante. »

« Ainsi, vous voyez, dans la plupart de ces expériences notre engagement est très fluide et spontané, pas formel...Tout ceci ne fut pas seulement un apprentissage, ce fut aussi quelque chose qui nous a ouvert les yeux, sur la politique et l'économie de la guerre. Vous réalisiez comment une petite

erreur bureaucratique pouvait plonger le pays à nouveau dans le chaos. La médiation ne finit jamais, elle continue sous différentes formes, et vous devez être engagé dans tous les processus. Quand les personnes locales s'approprient un processus et l'embrassent, vos chances de succès sont élevées parce que tout dépend d'une participation positive qui en fait des parties prenantes, et, en fait, j'ose le dire, dans cette direction vous ne pouvez pas vous tromper. »

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

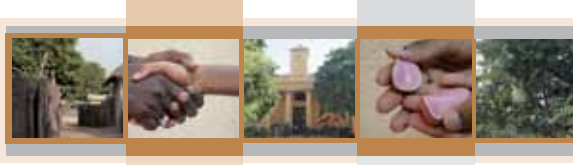
Madame Gbowee a été profondément impliquée dans toute une série de processus impliquant les femmes dans le domaine du renforcement de la paix et de la résolution des conflits. Elle cristallise ses pensées et partage certaines de ses opinions à ce propos, en disant : « le processus sous-régional n'est pas suffisamment inclusif. Il montre encore le fonctionnement du statut quo et le système patriarcal traditionnel est encore visible. Quand nous sommes allés aux réunions de médiation à Accra, les femmes y étaient en tant qu'observatrices, juste pour montrer à quel point le processus était fermé. Nous avons refusé de nous laisser distraire par cela. Nous avons occupé l'entrée du hall de la réunion à Accra et nous avons exigé qu'aucun libérien ne sortirait tant qu'un accord ne serait pas réalisé. Quand le service de sécurité des ghanéens est venu pour nous arrêter nous avons menacé de nous dénuder - sans mentir - tout cela était le prix que nous avons à payer pour la paix. »

Plaçant les discussions sur l'inclusion des femmes dans un cadre plus international, madame Gbowee partage ses inquiétudes sur les progrès limités accomplis par la résolution 1325. De son point de vue, « dix ans après que les Nations unies aient passé la résolution 1325, il n'y a eu aucune volonté politique pour la mettre en œuvre. Alors qu'il existe des Plans nationaux d'action sur la résolution 1325, les parlements sont dominés par les hommes. La stratégie est maintenant de passer d'une résolution pour les femmes à une résolution pour tout le monde. »

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Parlant franchement, madame Gbowee dit la chose suivante : « Les leçons que j'ai apprises de mes expériences de médiation sont nombreuses, laissez-moi en mentionner quelques unes. D'abord, des efforts au niveau de la médiation internationale se concentrent sur la médiation politique qui implique essentiellement d'anciens chefs d'État. Il devrait y avoir un processus pour la médiation locale. L'engagement local est important, et la médiation n'est pas complète sans le local. Ensuite, le rôle des femmes est très important, et elles devraient être impliquées. Vous voyez, le succès du processus, nous croyons, dépend de l'implication des femmes de la planification aux discussions, dans la médiation proprement dite, la formation et l'ensemble du processus de mise en œuvre.

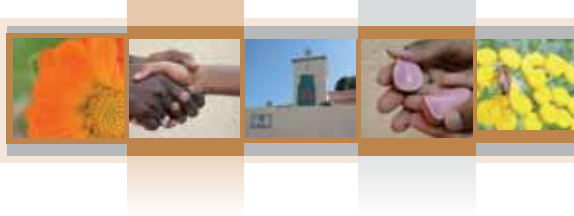
La troisième leçon que j'ai apprise de mon expérience, est l'importance de l'information et le fait de la rendre disponible pour tous, notamment la population locale. Il doit y avoir des explications détaillées en ce qui concerne le processus pour toutes les personnes concernées. Ma quatrième leçon est que la recherche et la documentation sont importantes. Comme le dit le dicton, une seule taille ne convient pas à tout le monde, tandis que recevoir l'expérience des anciens dirigeants qui ont participé aux



médiations est important, écrire les expériences des autres africains dans la médiation est également important. »

Ayant voyagé à travers la sous-région, et exercé des médiations pour des conflits à divers niveaux, madame Gbowee a une myriade d'expériences mémorables dans laquelle puiser ses exemples. Ce qui ressort pour elle est plus un sentiment et une impression entourant une situation. Elle explique cela en disant : « Les moments les plus mémorables pour moi, c'est d'être le témoin d'une communauté mobilisée parvenant à obtenir la réalisation de choses, c'est de voir des résultats, des impacts de notre travail de plaidoyers, de formation et de sensibilisation. L'outil le plus important est le peuple, le pouvoir du peuple. Il y avait ce cas après la médiation d'Accra, quand l'Accord de paix était signé, nous avons réuni 80 femmes dirigeantes, nous avons pris l'accord de paix, avons organisé un atelier de sensibilisation de trois jours pour elles et leur avons dit de sensibiliser leurs communautés. »

Rétrospectivement on peut tirer un certain nombre de leçons. Alors que nombre d'entre elles sont positives, madame Gbowee partage certaines de ses réflexions sur les choses qui, s'il y avait une autre opportunité, elle aurait fait différemment. Un tel cas concernait les « discussions autour de la participation des femmes, nous aurions dû commencer dès le début du processus. Ayant une femme présidente, que je considère comme une avancée majeure, ne signifie pas que nous avons réussi. Quand nous étions en train de négocier et d'exercer notre médiation sur la question d'un futur politique, nous aurions dû parler de la discrimination positive en faveur des femmes, les questions des 30% de représentation, les questions de la participation et du leadership politique. Le projet de loi sur l'égalité est devant le parlement aujourd'hui, mais le processus est sans cesse freiné. Ensuite, il y a le besoin de justice. Il est très malheureux qu'aujourd'hui les auteurs de crimes contre les femmes aient trouvé leur chemin jusqu'au parlement. Il n'y a eu aucune déclaration sur les violences sexuelles dans les documents essentiels pendant la médiation du conflit. Nous aurions dû avoir quelque chose sur quoi nous accrocher. Le regret est que nous n'ayons pas essayé quand les communautés prêtaient attention. Je vois cela comme une opportunité manquée. »



Sheik Abu Bakarr CONTEH

Dirigeant islamique et vice-président du Conseil interreligieux, Freetown, Sierra Leone

« Vous avez une longue tradition, une longue expérience de médiation dans notre sous-région »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Cheikh Abu Bakarr Conteh est né dans la région nord de la Sierra Leone. Il a reçu sa formation primaire en suivant deux fois les cours du système d'éducation coranique. Ensuite, il a reçu une formation secondaire à partir de 1965.

Le Sheikh Abu Bakkar s'engage d'abord dans l'enseignement à la suite de sa formation secondaire, un travail qu'il a exercé entre 1971 et 1974. En 1974, il a reçu une bourse pour étudier la théologie islamique en Arabie Saoudite à l'Université Islamique de Médine. Après avoir terminé ses études, il a obtenu un poste en tant que missionnaire auprès de la Ligue islamique mondiale à la Mecque. Il a enseigné l'arabe à l'Université et y a occupé un poste de chef de département. Il est maintenant maître de conférences sur l'éducation morale au Freetown Teacher College.

Maintenant il travaille pour le Conseil interreligieux qui a été parmi les organisations non gouvernementales les plus visibles pendant la brutale guerre civile de Sierra Leone. Ses membres ont été reconnus pour avoir su faire le pont entre les civils et les parties en conflit et ont souvent été sollicités par l'ONU et la société civile durant le conflit. Bien qu'à un moment ils furent fortement critiqués pour négocier avec les rebelles, les résultats concluants leur ont permis de gagner le respect de tous les secteurs de la société. Ils mènent leur activité de médiation au sein de la société sierra-léonaise qui est composée de soixante pour cent de musulmans et de vingt pour cent de chrétiens, mais avec un haut niveau de tolérance religieuse.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Pour le Sheikh Abu Bakarr Conteh, l'approche de l'Afrique de l'ouest sur les besoins de médiation doit être documentée, comme cela a été fait en Afrique de l'est et du sud parce que dit-il : « Nous avons une longue tradition, une longue expérience de médiation dans notre sous-région. » Tandis qu'il croit que les succès sont multiples, il sait que le Conseil interreligieux fait face également à de multiples défis. Tout de même, il croit qu'il est essentiel de documenter ces expériences.

Le Cheikh trouve inquiétante la montée continue de conflits violents entre les nations et à l'intérieur des nations/États, des industries et même des foyers, et considère que cela représente une grande menace pour la paix dans le monde. À la fin du vingtième siècle et au début du vingt-et-unième, l'Afrique de l'ouest était à la croisée des chemins à cause des affrontements ethniques fréquents, des coups d'État militaires et des contrecoups, des conflits récurrents et de la violence religieuse. Il est résolu à voir ceci changer et espère que les gens se rendront compte que la paix est plus qu'une absence de guerre.

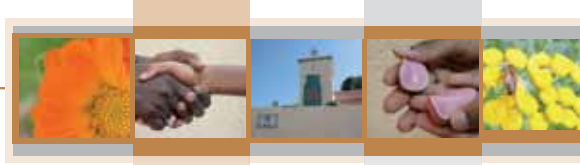
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

En 1997, pendant la guerre, une initiative est venue des États-Unis appelée la Religion mondiale pour la paix. C'était une collaboration interreligieuse. La guerre a commencé officiellement en 1991 dans la partie sud du pays. Deux représentants sont venus des États-Unis, l'un du côté chrétien et l'autre du côté musulman afin de commencer les processus de médiation. Cheikh Conteh explique : « Il y a dans notre pays les graines de la tolérance ; par exemple, le mariage mixte est une réalité. » Il voit l'initiative des États-Unis comme une initiative qui officialise un processus qui avait déjà commencé.

Pendant ce temps, il a beaucoup travaillé avec Cheikh Tejan Sillah. Il se rappelle les divers rendez-vous avec le soutien du ministre des Affaires sociales. Le Président Tejan Kabah a aussi convoqué une conférence internationale à laquelle les représentants des pays de l'Afrique de l'ouest ont participé. Freetown est devenue une base pour le dialogue interreligieux ; les universitaires, les chefs traditionnels, les forces armées militaires, les hommes politiques et les représentants des institutions judiciaires ont travaillé ensemble pour partager leurs perspectives.

Le Conseil interreligieux a établi des contacts dans les quatre provinces de Sierra Leone. Ces contacts ont été installés quand la guerre a commencé et les forces armées étaient en compétition pour le leadership. Périodiquement, le Conseil a collaboré avec le gouvernement de Sierra Leone en exil à Conakry à ce moment-là. Heureusement, les personnalités qui ont constitué le Conseil étaient hautement respectées. Ils étaient considérés comme des autorités morales.

La stature morale du médiateur et le respect pour le médiateur sont des aspects critiques de la médiation à tous les niveaux. C'est une des raisons utilisée par ceux qui ne trouvent pas que la formation à la médiation a de la valeur.



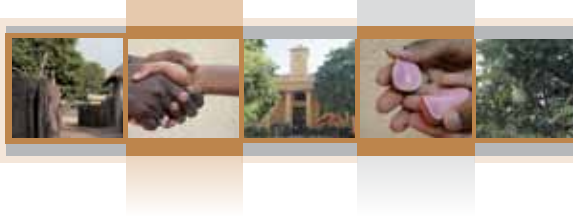
Essentiellement, un élément fondamental pour le succès du processus de médiation est la manière dont les médiateurs sont vus et le respect que les diverses parties ont pour eux. Parfois, le choix du médiateur obéit à des impératifs purement politiques et naturellement cela ne correspond pas nécessairement à la personne ayant les meilleures compétences de médiation. De façon similaire, si on prend un membre de la société civile et si on le forme pour la médiation, même si à terme il maîtrise toutes les facettes de la médiation, cela peut ne pas en faire un médiateur adéquat dans un contexte où il n'est pas connu ni tenu en haute estime par les différentes parties. Ces questions doivent être prises en compte au début du processus de médiation, à savoir une bonne connaissance du contexte et une légitimité morale autorisant à intervenir en tant que médiateur.

En ce qui concerne le processus en général, Cheikh Abu Bakarr Conteh se rappelle que même s'il n'était pas satisfait du gouvernement militaire, le Conseil interreligieux a encore tenu des discussions avec les rebelles dans la brousse dans un effort visant à négocier la paix. Il y avait des problèmes opérationnels difficiles, mais le Conseil avait l'avantage d'avoir le soutien logistique d'organisations telles que l'UNICEF avec qui il a établi un partenariat fort. Le Conseil a assumé efficacement le travail de sensibilisation, avec l'utilisation du Coran et de la Bible. Le chef des rebelles, Foday Sankoh, a été lui-même convaincu de sortir de la brousse. La paix et la sécurité ont finalement pu se développer et les membres de l'association ont été considérés comme déterminants dans la sortie des rebelles de la brousse.

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

De son travail passé et continu dans le domaine de la médiation, Cheikh Abu Bakarr tire l'une de ses leçons les plus importantes, à savoir l'importance d'une approche non partisane. La coopération a aussi été essentielle. Le soutien externe était central pour la réussite du travail du Conseil interreligieux de Sierra Leone. Un bon exemple de ceci est l'aide indéniable apportée par le Conseil des Églises qui est un soutien important de leur mouvement, et qui a facilité leurs actions clés. En guise d'exemple il convient de souligner que toutes les réunions importantes de l'association ont eu lieu dans les bureaux du Conseil des Églises.

Le Cheikh est fier du travail du Conseil et de ses contributions en faveur de la paix, mais il trouve que l'environnement est encore difficile et explique : « Travailler sur la médiation n'est pas facile. Dans certaines communautés, certaines écoles de pensée sont contre la coopération interreligieuse. Il n'y a pas de programme national qui donne l'impulsion pour l'implication en faveur de cette coopération. Le Conseil interreligieux travaille très dur. » Il est toutefois conscient qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.



William TOLBERT III

Coordinateur du Conseil interreligieux pour l'Afrique de l'ouest, Monrovia, Liberia

« La connaissance des acteurs est essentielle. Il est utile de savoir comment et quand intervenir. Je crois que notre succès est lié à notre connaissance des acteurs clés. »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Le Révérend William Tolbert III a 53 ans. Dans sa vie, il a reçu une formation dans les domaines de l'éducation chrétienne et de l'administration des affaires. Il a fait des études supérieures aux États-Unis. Actuellement, le Père Tolbert travaille avec l'African Council of Religious Leaders - Religions for Peace, avec lequel il est fortement impliqué dans le dialogue pour la paix et le développement. Son organisation est active dans 70 pays à travers le monde ; y compris dans 20 pays en Afrique, dont huit en Afrique de l'Ouest. Ils ont reçu le soutien de la Ford Foundation, ainsi que des agences de coopération finlandaise et suédoise, des États-Unis, du Libéria et de l'ONU.

Le Révérend Tolbert a une expérience importante de travail dans son propre pays, le Libéria, et indirectement en Sierra Leone. Son expérience est unique. Il a été fait prisonnier en 1980 pour une durée de 20 mois. Pendant cette période difficile, il a appris le meilleur moyen d'établir une paix durable de la part de différents acteurs et partenaires. Ce fut également pour lui une opportunité pour la réflexion et le pardon afin de faciliter la réconciliation.

Ses activités de médiateur comportaient toujours des risques. Dans le contexte dans lequel il travaille, même voyager n'est pas toujours sûr. En outre, mériter la confiance en tant que médiateur n'était pas toujours facile, bien que nécessaire, et les parties prenantes avaient besoin de le connaître d'abord.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Le Révérend soutient les perspectives de beaucoup d'historiens qui estiment que le conflit libérien est surtout lié à la cohabitation des américano-libériens et de la majorité des autres résidents qui n'ont pas eu l'opportunité d'être en contact avec des cultures, des valeurs, des réalités autres que celles de l'Afrique. Jusqu'ici, on peut dire, qu'il n'y a pas eu une intégration complète des deux groupes. Son expérience le conduit à penser que le conflit a commencé comme une conséquence de la marginalisation. À partir du premier coup d'État en 1980 il y a eu un déclin continu et en 1989, quand Charles Taylor a pris le pouvoir, le conflit a reçu une nouvelle relance.

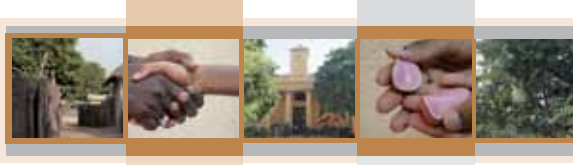
Le Révérend Tolbert se rappelle vivement cette période, en la décrivant ainsi : « Oui ! Le conflit a eu un impact dans la sous-région. Il y avait plus de migrants et de réfugiés. Beaucoup de combattants ont quitté le Liberia et sont allés se battre dans les autres pays de l'Afrique de l'ouest et même de l'Afrique centrale. Notre médiation a commencé avant 2003 et a été acceptée par la CEDEAO et l'Union africaine. Le Conseil interreligieux était très actif pendant les pourparlers de paix au Ghana (2003). Notre rôle était de fournir le soutien en ce qui concerne le dialogue continu entre les combattants, les rebelles et le gouvernement. L'expérience a été un défi. Notre association a fait des visites périodiques auprès des groupes impliqués et la participation des femmes a été productive. »

Le Révérend a une perspective positive à propos de ce qu'il voit en ce qui concerne les processus de paix et de médiation dans la sous-région. Il trouve qu'il y a un vrai progrès. Il donne le crédit pour de telles avancées à la collaboration nationale et interrégionale. Son organisation se réunit deux fois par an au niveau du conseil d'administration. Les mouvements de femmes et de jeunes sont très actifs et, pendant l'année, ils font des visites aux groupes. Cependant, pour une sous-région constituée de pays qui ont vécu des décennies de guerre, il ne peut qu'être prudent, expliquant que : « Nous faisons des progrès, mais il reste beaucoup de travail à faire. Nous devons éviter un désengagement prématuré. Nous devons faire attention aux élections actuelles et futures dans la sous-région. »

La vision du Révérend Tolbert est d'impliquer tous les acteurs : les jeunes, les femmes, les médiateurs traditionnels. Pour lui, il y a des actions qui sont nécessaires afin d'améliorer la situation : « Nous avons besoin de plus de renforcement des capacités, de continuité et de sang nouveau. Nous avons besoin de l'appropriation des actions nationales par les gouvernements. »

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Pour le Révérend, assumer la responsabilité au sein de l'église est déjà une grande étape sur le chemin pour devenir un médiateur. Il partage son expérience de médiation au niveau local, expliquant une situation dans laquelle le Conseil interreligieux est intervenu dans un cas où une fille originaire du Comté Lofa avait disparu. Après sa disparition, il y avait des risques de représailles. Des mosquées et des églises ont été brûlées. La situation était considérée comme sérieuse, nécessitant la visite du vice-président de la République et des chefs religieux. La première action était d'intervenir et de lancer des appels au calme à travers des émissions à la radio.



Le Révérend Tolbert décrit l'essence du travail ainsi : « Nous avons mobilisé les équipes des chefs religieux et nous avons fait des recommandations. Nous avons aussi collaboré avec les chefs traditionnels, le ministère de l'Intérieur et, ce qui est plus important, nous avons travaillé avec les gens de Lofa. Un comité travaille actuellement afin de documenter les événements. Nous ferons de notre mieux pour lutter contre l'impunité. » Il se considère comme faisant partie d'une équipe, dans laquelle les chrétiens et les musulmans travaillent ensemble, ce qui est une grande force pour le succès des efforts de médiation.

La fin d'une crise est importante pour tous. Les gens ont besoin de se déplacer, de manger, de boire et d'enterrer leurs morts librement. Ce qu'il trouve également important est la perception que les différentes parties ont du conflit. Bien que cela soit compliqué, leurs intérêts ont besoin d'être pris en compte. Il croit profondément que l'attente des acteurs est pour la neutralité et la paix.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Le Révérend Tolbert pense fermement que les acteurs externes peuvent jouer des rôles importants et positifs dans le processus de médiation. Son seul avertissement est qu'ils soient prudents pour soutenir les efforts existants. Il partage ses pensées avec nous en disant : « Ils peuvent aider, par exemple, les médiateurs du Ghana nous ont aidés. Les forces de l'Afrique de l'ouest nous ont aidés. La présence des pays occidentaux peut aider de manière directe ou indirecte. S'ils soutiennent les efforts internes, c'est mieux. »

Le rôle des femmes est très important et le Révérend Tolbert pense que l'intervention des femmes est à soutenir et à encourager. L'inclusion du genre dans la médiation est nécessaire. À un moment donné, elles ont été exclues, il considère que cela est lié à certaines perceptions idéologiques et culturelles.

Le Révérend reconnaît que la formation formelle peut être utile pour les médiateurs. Il a reçu une formation formelle, et il a aussi participé à des ateliers nationaux et régionaux avec des facilitateurs indépendants. Selon le Révérend Tolbert qu'est – ce qui fait un bon médiateur ? Quelqu'un qui écoute et communique bien et qui a de fortes compétences de facilitation, puisqu'un médiateur doit, avant tout, faciliter le dialogue.

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Certainement, avec son travail aux différents niveaux de la médiation, il y a des expériences qui ressortent. Pour le Révérend Tolbert, un de ses moments les plus joyeux et un des accomplissements les plus notables a été sa participation au processus de médiation et de paix qui a conduit à la fin de la guerre au Libéria. Il reste engagé dans le processus de maintien de la paix et de prévention des conflits à venir.

En dépit de si grands accomplissements, il n'hésite pas à lister les domaines qui ont besoin d'être améliorés : « L'approche doit être évaluée. Nous avons besoin d'apprendre des succès et des échecs.

Nous devons maintenir le processus pour l'inclusion et la participation. Nous avons besoin de la mobilisation des ressources et du renforcement des capacités pour une longue période. Nous devons être dynamiques, pour promouvoir le dialogue permanent, pour sensibiliser les acteurs et surveiller l'environnement aux niveaux sous-régionaux et permettre une analyse critique régulière. » Telles sont, en conclusion, les pensées du Révérend Tolbert en ce qui concerne le processus de médiation et son expérience dans la région.

Dans son expérience, pour la plupart des conflits où il a eu à intervenir, il y a de la peur, de l'appréhension et un manque de confiance. Ce sont ces émotions qui sont les plus fortes. Quand il a fait partie d'une médiation efficace, cela lui fait croire fortement au processus transformatif. Pour lui, cela est essentiel pour consolider une paix durable et vraie. Un autre aspect qu'il a trouvé primordiale pour une médiation réussie est que « la connaissance des acteurs est essentielle. Il est utile de savoir comment et quand intervenir. Je crois que notre succès est lié à notre connaissance des acteurs clés. »

Un autre aspect que le Révérend a trouvé important est de mettre l'accent sur la spécificité du contexte, tout en équilibrant cela avec les leçons d'autres contextes. À ses yeux : « Chaque processus peut informer les autres, bien que chaque contexte soit particulier. Alors, partager les informations est utile, et le compromis est nécessaire. Construire la paix est un processus. On peut commencer d'une certaine manière et puis la modifier. Nous devons prendre en compte le contexte. »

Enfin, il a appris que la médiation a eu un impact sur lui. Il reconnaît qu'il est plus ouvert pour écouter et pour comprendre les points clés d'un problème.



Seynabou MALE CISSE

Coordonnatrice du Comité Régional de Solidarité des Femmes Pour la Paix en Casamance "USO-FORAL" ("Tenons Nous La Main"), Ziguinchor, Sénégal

« Il faut avoir à l'esprit l'image de la termitière avec les deux parties : une visible et une invisible. Si on n'agit que sur la première, l'édifice se reconstruit. Il faut donc creuser pour comprendre ».

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Madame Cissé Seynabou Male est profession enseignante ; elle a été professeur d'enseignement secondaire général (spécialité : histoire et géographie). Elle a exercé cette fonction depuis 1978. C'est en 2003 qu'elle a obtenu une disponibilité de la fonction publique pour se consacrer à son organisation USOFORAL. Son origine sociale indique une synthèse ethnique : sa mère est d'origine sérère du centre du pays, son père al pulaar, du nord du pays, son mari est soosé, c'est-à-dire mandingue. Il est lui aussi actif dans la médiation sociale dans le sud du pays.

Madame Cissé est une militante engagée dans les luttes sociales et politiques au Sénégal depuis plus de 30 ans : elle a milité dans des syndicats autonomes d'enseignants et dans des formations politiques de gauche.

Elle fait constamment la navette entre Dakar et Ziguinchor pour des raisons professionnelles ou familiales ou des activités culturelles et/ou sportives.

Son intervention dans le conflit casamançais est un prolongement de cette action militante ; elle a consisté, et elle consiste à coordonner son action avec celle des acteurs les plus influents. Son intervention s'inscrit dans une dynamique communautaire : échanges constants avec les populations, avec leurs leaders, chefs de village, leaders religieux et spirituels. Son action s'inscrit aussi dans une dynamique de formation (encadrement de professeurs, formation des élèves pour la paix) et de renforcement institutionnel. Elle participe au développement d'universités populaires.

Elle ne se sent pas en danger, même si elle n'est pas originaire de la région sud. Les autorités administratives et politiques n'ont pas de soupçon à son égard, les combattants du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) non plus. Son implication dans la médiation a un impact positif sur sa personnalité. Elle est devenue plus posée,

plus compréhensive. Elle a le soutien de son mari, de ses enfants, de ses parents et de ses amis. Parmi eux, surtout les enfants, estiment qu'elle se consacre trop aux activités hors familiales, d'autres, surtout les membres de la famille élargie, estiment que ce qu'elle fait est dangereux pour sa sécurité.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Pour madame Cissé, « Il faut avoir à l'esprit l'image de la termitière avec les deux parties : une visible et une invisible. Si on n'agit que sur la première, l'édifice se reconstruit. Il faut donc creuser pour comprendre. » A son avis, le conflit casamançais a des racines socio économiques (marginalisation, spoliation), culturelles (perception, préjugés entre populations et l'administration), géographiques et historiques (problème des frontières coloniales et de l'enclavement de la Casamance avec le lot de frustrations vécues et ressenties par les populations), politiques (gestion du conflit par l'Etat qui n'a pas encore trouvé la bonne formule pour une paix durable et le développement de la région). Des maladresses dans la gestion d'une jacquerie ont entraîné une guerre.

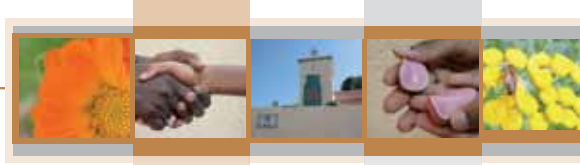
Pour une solution durable, le rôle des acteurs de la société civile est incontournable. Les médiateurs issus des mouvements associatifs non seulement aident à dépasser les contradictions autour du conflit majeur (la rébellion et la revendication indépendantiste) mais ils sont impliqués dans la résolution des conflits secondaires (protestations scolaires et universitaires, conflits frontaliers avec la Gambie et/ou la Guinée Bissau).

Dans ces conflits, le rôle des éducateurs et des chercheurs est capital, ils peuvent apporter des éclairages utiles. Il est nécessaire qu'il y ait des postes d'observation permanents pour intervenir chaque fois que nécessaire (Comité de gestion, de surveillance des frontières).

« La recherche de solutions doit impliquer les populations qui peuvent elles aussi apporter un éclairage historique dépassionné. La transparence et la démocratie doivent aider au renforcement du processus pour la réconciliation et la paix » selon madame Cissé.

Les solutions durables doivent être trouvées dans le cadre de l'accélération des processus d'intégration en Afrique de l'ouest. Elle est consciente que les acquis sont toujours précaires : « la paille sèche peut prendre feu, l'atmosphère de suspicion persiste. Il faut gérer les conflits d'intérêt et tenir compte de l'environnement sous régional et des dynamiques dans les pays frontaliers (Gambie, Guinée-Bissau, Guinée Conakry etc.). »

En Guinée-Bissau, elle a travaillé avec "Mong Ko Mong" (la main dans la main en créole). C'est ainsi qu'elle travaille avec les médiateurs traditionnels (Cheikh Ndiaye, par exemple), avec d'anciens



militaires, avec des organisations comme APAC (Alliance pour la paix en Casamance) et avec d'autres : GRAPAC, AGADA, WORLD EDUCATION. Son organisation est soutenue par WFD (Service civil pour la paix dans le monde).

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Ayant constaté l'engagement de madame Cissé, les acteurs du conflit se sont aussi rapprochés d'elle. Son rôle a consisté à faciliter, intensifier le dialogue pour la paix. Elle a participé à différentes phases de négociation (Banjul, Foundiougne) invitée par l'Etat et le MFDC. Les attentes qu'elle a ressenties auprès des populations sont la compréhension mutuelle, le respect, la fin des violences, le besoin de justice, la formation, la solidarité.

Madame Cissé, en tant qu'enseignante, a des prédispositions en médiation. Elle a bénéficié de renforcement des capacités grâce au partenariat entre ONG. Pour elle donc la formation apporte un plus. Pour elle, ce qui est important c'est le caractère du médiateur, son itinéraire, sa personnalité, la capacité de communication non violente, sereine ("dal" en wolof). Ce qui fait aussi une bonne médiation c'est l'exercice, l'usage, la manifestation d'une bonne autorité au bon moment. Il lui est arrivé d'intervenir lors d'un incident complexe dans la zone d'Enampore, lors d'un conflit entre un président de conseil rural et un chef de village, c'était au sujet de la mise en place d'une structure de santé : il lui a fallu articuler préoccupations culturelles, socio économiques pour démêler l'écheveau et éviter les violences : il a fallu intervenir pendant 10 jours et c'était en 2005.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

La dimension culturelle est certes importante, mais à son avis, ce n'est pas l'aspect le plus important. Madame Cissé tire profit de son polyglottisme : elle parle wolof, français, comprend un peu séreer, un peu joola, un peu soose (mandinka). Pour ce qui est du conflit casamançais, elle insiste sur la marginalisation géographique, économique, politique. Les populations de Casamance ne sont pas les seules au Sénégal à souffrir de la marginalisation culturelle. « Pour ressouder, consolider le tissu social national, aucune action n'est de trop ; » elle salue l'intervention de tous les acteurs depuis le chef de l'Etat jusqu'au simple citoyen : chaque action peut avoir un impact important.

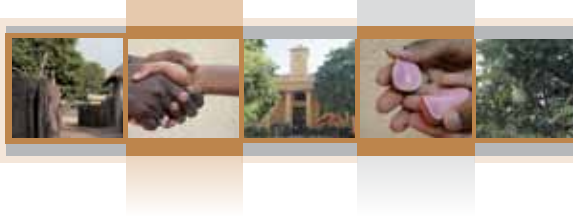
La solidarité entre médiateurs ouest africains est utile : ils ont des affinités culturelles qu'ils peuvent mettre à profit. L'intervention des partenaires occidentaux ou d'autres parties du monde est à saluer : la neutralité, l'équidistance peuvent aider. Mieux l'Union africaine, la CEDEAO, les Nations unies peuvent faire pression sur les Etats qui ne font pas de progrès significatifs en matière de paix et de droits humains.

Dans l'action pour la réconciliation et la paix, la place et le rôle des femmes sont décisifs. Leur expérience est utile : c'est cette expérience qui a aidé madame Cissé dans son intervention. Elle a été et est active dans le Comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance.

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

A son avis, il y a encore des insuffisances dans l'action pour la paix : l'émiettement du MFDC, certaines incohérences dans l'action de l'Etat, l'insuffisance de coordination et d'harmonisation dans les organisations de la société civile malgré les efforts du Congad et de l'APAC sont des facteurs limitatifs. Plusieurs événements à jamais gravés dans sa mémoire. Tout d'abord l'incident complexe dans la zone d'Enampore, un conflit qui éclata entre un président de conseil rural et un chef de village, à propos de la mise en place d'une structure de santé. Une médiation qu'il a dû mener en faisant appel à plusieurs problématiques : sociologique, politique, culturelle, économique, etc. Il a fallu intervenir pendant 10 jours et c'était en 2005. Ensuite il y a évidemment son implication dans le conflit casamançais.

Parmi les défis qu'elle a relevés, figure la nécessité de faire reconnaître par les révoltés leurs besoins spécifiques.



Amy SMYTHE

Mouvement des femmes pour la paix (Women's Movement for Peace), Freetown, Sierra Leone

« La culture est importante. Si on parle la langue des rebelles cela peut aider. Utiliser l'interprétation est vu avec suspicion. C'est le même problème qu'ailleurs en Afrique de l'ouest »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Madame Amy Smythe a commencé sa carrière dans l'enseignement secondaire en tant que professeur de français et d'anglais. À partir de 1991, elle est devenue plus impliquée dans la société civile et a travaillé dans le développement international en tant que première directrice du Service universitaire canadien d'outre mer (SUCO), une organisation qui s'est concentrée sur l'alphabétisation des adultes et l'éducation communautaire. Elle a travaillé avec eux jusqu'en 1996. Elle a également commencé en tant que présidente de la YWCA en 1994. Madame Smythe est plus tard devenue ministre du Genre et des Enfants entre 1996 et 1998. De 2002-2007 elle a travaillé en République Démocratique du Congo en tant que conseillère de genre pour l'ONU. Depuis, elle travaille en tant que conseillère indépendante, mais elle pense que c'est son travail dans le développement des communautés qui l'a préparée pour faire partie du processus de paix.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Madame Smythe croit que : « Nous devons commencer à partir de la maison. Nous devons casser les barrières culturelles. Les enfants grandissant sans une identification claire de leur rôle ne peuvent pas participer et prendre des responsabilités. » Pour elle, la médiation fait des progrès dans la sous-région. Elle a eu l'opportunité de travailler avec des femmes au Liberia et en Guinée. À son avis, une organisation régionale, comme le Réseau des femmes du Fleuve Mano pour la paix, marche très bien et a simplement besoin de plus de soutien.

Son rôle particulier lors de sa contribution au processus de paix fut en tant que présidente de l'Union chrétienne de jeunes filles (UCJF ou YWCA), coordonnant le forum des femmes dans la communauté entière. Pendant cette période, c'était clair pour elle que ce qui s'est passé au Liberia a eu un impact en Sierra Leone et vice-versa. Elle pense pour l'essentiel que ce sont ces deux conflits qui se sont répandus en Côte-d'Ivoire.

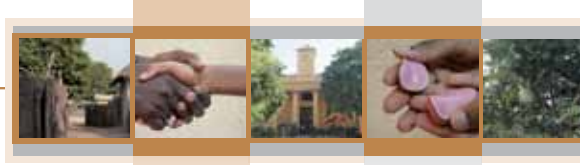
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Son organisation, Women's Movement for Peace, (Mouvement des femmes pour la paix), a contribué à la médiation du conflit à partir de 1994, quand elle est allée à la Conférence de Dakar pour Pékin. Ils ont décidé de mobiliser les femmes afin d'atteindre les rebelles sur le terrain et de leur demander d'arrêter le conflit. Les gens ont découvert que le conflit leur était proche et qu'il n'y avait pas moyen d'y échapper. Les femmes ont utilisé leurs réseaux, en prenant contact avec les rebelles dans l'ensemble du pays. Elles ont recueilli les informations sur ce qui se passait, donnant tout cela au gouvernement. Elles ont aussi plaidé pour que l'implication des femmes dans le processus de paix devienne plus officielle. Les gens qui luttait ont reconnu que les femmes étaient contre la guerre : « Nous parlions de dialogue afin de résoudre les problèmes et avons analysé, pour Dakar et pour Pékin, les causes du conflit et nous avons partagé ces informations. »

Dans l'expérience du mouvement des femmes, elles ont trouvé que le vrai problème était la marginalisation des gens : « Leurs voix n'ont pas été entendues, il n'y avait pas d'espace pour leurs doléances. Il y avait des problèmes sociaux et politiques (un État avec un parti unique) avec une dichotomie entre ce qui se passait à Freetown et ce qui se passait dans les zones rurales. »

Le chef des forces rebelles, Foday Sankoh, mobilisait ses troupes dans la brousse quand le gouvernement a décidé qu'il allait y avoir un processus de négociation. Les membres du Women's Movement for Peace sont allés dans la brousse et ont commencé à parler aux combattants. Elles ont parlé des raisons de leur combat. Les femmes ont fait face aux armes ; les armes sont restées silencieuses et « nous avons pu continuer les négociations. Nous avons participé depuis cette période dans le processus de paix et nous continuons d'être impliquées. »

À son avis, le processus de démocratisation est un des résultats positifs principaux des efforts du mouvement des femmes et d'autres mouvements impliqués dans le processus de paix. Elle dit : « nous avons participé de manière significative aux processus électoraux et nous avons pris des initiatives.



Parfois nous avons notre propre agenda pour la paix. C'était présenté à tous les partis politiques et cela prenait en compte des questions telles que l'inclusion et la lutte contre la pauvreté. La communauté devait faire partie du processus de gouvernance. Le besoin de participer et la décentralisation avaient besoin d'être pris en compte. L'espoir des gens était concret quant à l'intervention directe qui pourrait amener la paix. »

Madame Smythe a reconnu qu'elle n'avait pas de formation formelle pour la médiation, mais son passé et son expérience de leadership dans une organisation chrétienne l'ont aidée énormément. Ce type d'organisation prépare souvent leurs membres à la médiation. Elle a aussi trouvé que la documentation et le partage des expériences ont été utiles pour le renforcement de ses compétences. Pour elle, un médiateur est quelqu'un de modeste, capable d'écouter, impartial et engagé à écouter les idées et les valeurs des autres et quelqu'un de dévoué à un idéal : la paix.

Leur rôle est de faciliter le dialogue. « Un médiateur est un artisan de la paix. Afin d'avoir de bons résultats, nous devons rencontrer les gens, écouter le terrain, appeler les gens à venir au centre, être stratégique, donner de bons conseils et du soutien matériel et même parfois lever des fonds. »

Il y avait certainement des risques dans la brousse et dans la ville aussi. Le danger venait des rebelles et des militaires. En dépit de cela, les femmes se sont mobilisées et ont manifesté. Elle se rappelle qu'un de leurs membres est mort durant les négociations formelles de Lomé.

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Madame Smythe pense que : « La culture est importante. Si on parle la langue des rebelles cela peut aider. Utiliser l'interprétation est vu avec suspicion. C'est le même problème qu'ailleurs en Afrique de l'ouest. Nous devons faire de notre mieux pour parler et comprendre les langues des communautés. Nous avons besoin de parler des langues différentes, les langues étrangères et africaines. »

En tant que membre clé du mouvement des femmes, il n'est pas surprenant que madame Smythe considère la participation des femmes dans le processus de la paix comme le problème central : « Nous sommes humbles, tout en utilisant notre puissance. Nous étions vues comme des mères, nous n'étions pas armées. Nous avons été capables d'avoir une influence dans la sous-région. Nous avons besoin d'étudier la question des quotas en ce qui concerne l'implication des femmes et nous avons besoin de plus de formation avant de parler de la parité. »

Elle croit dans le potentiel du soutien externe, mais elle pense qu'il devrait être fait d'une manière constructive avec l'attention mise sur l'institutionnalisation. Les interventions externes peuvent être rejetées, comme celles de l'Union africaine, de la CEDEAO et de l'ONU qui ont été rejetées au début. La raison était l'approche du haut vers le bas, mais avec la formation, la situation a changé : « Maintenant, ils apprennent de nos expériences, ils nous écoutent. »

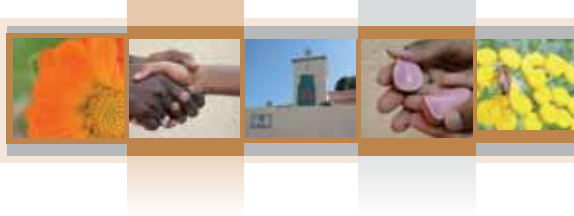
Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Madame Smythe n'a jamais oublié l'expérience du Réseau des femmes après le processus électoral. Elles ont découvert qu'il y avait un problème avec les militaires qui se comportaient d'une manière hostile et agressive dans certains cas. Les femmes se sont mobilisées encore, et elles se sont tournées vers les autres et elles ont facilité le dialogue. Cette méthode leur a apporté beaucoup de succès et a contribué à la réalisation de leurs objectifs.

En général, madame Smythe a trouvé que son expérience de la médiation avait été extrêmement positive et profitable. En regardant en arrière, elle ressent que si elle devait le refaire, elle ferait la plupart des choses de la même manière. Une chose qu'elle a trouvée très efficace est l'engagement total. Bien que l'engagement total fût risqué, elle pense que la grande partie du succès du Women's Movement for Peace provient de leur volonté d'aller dans la brousse et de collaborer avec les acteurs armés là où ils se trouvaient.

Comme d'habitude, ceci ne doit pas cacher le fait qu'il y a de grands défis. Madame Smythe a senti qu'il y avait un manque de formation et de renforcement des capacités. La question des ressources était aussi plus complexe qu'un simple manque de ressources ou que la difficulté d'accéder aux ressources à ce moment là, cela va plus loin, vers un manque général de durabilité en ce qui concerne leurs efforts et leurs initiatives. Elle ajoute à la liste des défis en identifiant ce qu'elle considère comme des «manques» : manque de stratégie pour un héritage personnel et la commercialisation des connaissances.

Au cours de son expérience d'activiste et dans sa lutte pour le changement social et pour la paix, madame Smythe a appris ce qu'elle considère comme étant sa plus grande leçon : «La paix est si importante qu'on peut payer n'importe quoi pour l'avoir ! Nous devons être prêt à donner volontairement notre contribution pour la paix.» Cela, pour elle, a été essentiel dans la réalisation finale de la paix en Sierra Leone. Un désir profond pour la paix qui a poussé les femmes à l'action et à la prise de risques. Ce n'était pas toujours financé, ou pouvait ne pas toujours facilement répondre aux critères d'une proposition de donateur, mais les femmes étaient menées par leur désir ardent de voir leur pays et leurs êtres chers à l'abri de la souffrance de la guerre.



Gad Peter SHAMAKI

Directeur, League for Human Rights, Jos, Nigeria

« Le fait que nous arrivions même à établir un dialogue entre les gens qui se sont vus en tant qu'ennemis jurés, et que maintenant ils parlent, cela c'est un progrès. Il faut le soutenir. »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Monsieur Gad Peter Shamaki est directeur de la League of Human Rights (La Ligue des droits de l'homme), une ONG locale basée à Jos au Nigeria. M. Shamaki a étudié la sociologie à l'Université de Jos au Nigeria. Il milite au sein de la League of Human Rights depuis sept ans, dont trois ans en tant que directeur.

En tant qu'ONG locale, l'attention centrale de la ligue porte sur la protection des intérêts et des droits des minorités ethniques et religieuses dans la région nord du Nigeria. La ligue travaille en partenariat avec des agences gouvernementales et d'autres ONG qui se concentrent ou qui se spécialisent sur les droits de l'homme, s'engageant dans le travail de plaidoyer autour des questions des droits des femmes, des droits des enfants, de la bonne gouvernance, et aussi dans la participation à l'observation des élections. Elle est aussi membre du Réseau de la sécurité humaine, un grand réseau de la société civile, engagé dans la prévention des conflits, sous les auspices d'Action Aid.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

La League for Human Rights est impliquée dans la prévention et la résolution des conflits, et a été active aussi dans la médiation à divers niveaux. Ses membres ont travaillé dans la médiation des conflits familiaux domestiques, entre parents et enfants, entre voisins dans les communautés, entre le gouvernement et les communautés, etc. Ils sont aussi impliqués dans la médiation entre les groupes en conflit.

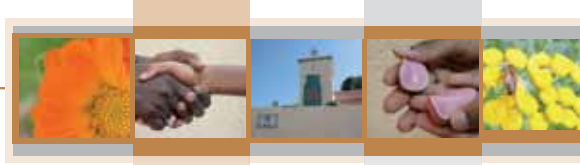
M. Shamaki explique que Jos et d'autres parties de l'État du Plateau ont été submergés par un conflit violent depuis 2001. La crise a connu plusieurs théâtres avec de nombreux groupes impliqués. Tout d'abord, il y a des cycles récurrents de violence dans la ville de Jos, qui est en grande partie, mais non pas seulement, basée sur une division indigène/occupant. Ensuite, la religion a aussi été un facteur dans la violence caractérisée par la violence collective. Enfin, il y a d'autres régions qui ont connu la violence dans l'État du Plateau, telles que Yelwa et Wase¹⁶.

Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

En tant que directeur de la ligue, M. Shamaki a travaillé dans les services de médiation faisant partie du Réseau de la sécurité humaine. Il croit que, parce qu'ils sont basés à Jos, et ont des expériences directes et une compréhension nuancée de la crise, ils sont dans une bonne position pour la consolidation de la paix. Il décrit la nature de leur engagement en disant : « L'approche que nous avons prise est de nous concentrer sur les communautés spécifiques où la violence a été féroce, et de les engager. Premièrement, séparément, et ensuite, après que nous ayons pu créer de la confiance, nous suggérons des réunions communes. Nous entreprenons également de la recherche sur les politiques, recommandant les politiques appropriées nécessaires au gouvernement afin d'éviter l'arrivée future de la violence, et afin d'assurer que les groupes se sentent à l'aise avec les uns et les autres. »

L'expérience de M. Shamaki répond à une des questions essentielles de la médiation qui est l'approbation et la confiance que les parties qui font l'objet de la médiation ont auprès des médiateurs. Cela peut toujours être facilité par une démonstration d'engagement dans le processus par les médiateurs. Il partage son expérience en expliquant ainsi : « Notre organisation s'est impliquée en tant qu'un des centres alternatifs de résolution des différends dans l'État du Plateau qui travaillaient sur le Projet d'accès à la justice. Nous travaillions sur le projet avant d'avoir des financements pour commencer pleinement le processus et nous avons aidé à établir de tels centres dans quatre autres régions locales gouvernementales dans l'État : Jos du nord, Kanam et Wase. En tant qu'organisation des droits de l'homme, nous avons une approbation générale parmi les communautés en conflit puisque nous avons toujours été directs et francs au fil des ans, et nous avons établi un certain niveau de confiance. Alors à un certain moment, les personnes nous invitent, et dans d'autres cas nous avons ressenti le besoin d'initier le processus. Tout dépend du contexte et des théâtres dont nous parlons. »

16 - Les villages de Wase, Yelwa et Namu sont le théâtre de conflit localisé dans la plaine sud du Plateau, dont la propriété est contestée par les groupes ethniques en conflit. Tous ont été pris dans les cercles de violence collective.



Puisque tous les cas dans lesquels il est impliqué sont encore en cours, M. Shamaki a trouvé qu'il était difficile de réfléchir sur un cas en particulier, surtout puisque le processus de médiation peut parfois être sujet à des complications et à des contretemps divers. Il donne plus de détail sur ces expériences : « Je réfléchirai sur les cas les plus récents, la Crise de Bukuru¹⁷ et l'incident de Dogo Na Hauwa, qui ont fait les titres des journaux internationaux pour de mauvaises raisons. Au début, en général, personne ne veut s'asseoir pour parler, mais après qu'on introduit le processus qui implique une forme de « médiation par navette », et qu'on entre dans les questions en profondeur, et nous faisons tous nos efforts pour distinguer les faits des rumeurs et la vérité des 'on-dit'...alors... C'est parce qu'il y a toujours beaucoup d'histoires qui circulent, et quand on commence à parler aux gens, ils sont pour la plupart défensifs, jusqu'à ce qu'ils aient confiance, qu'ils peuvent avoir confiance dans le processus. C'est à ce moment-là qu'ils commencent à se détendre, quand ils comprennent que l'intention est authentique, et avec le dialogue et des discussions continus, vous trouvez que les gens changent leurs perspectives, leurs avis et leurs positions. Et vous vous rendez compte de l'importance des milieux religieux et des valeurs traditionnelles et communautaires, parce que si les gens suivent les doctrines de leur religion et aussi adhèrent aux valeurs culturelles et traditionnelles, qui sont, en grande partie, accommodantes et qui encouragent la coexistence paisible - la violence ne peut pas être une option nécessaire dans les moments de conflit et de différends.

Après plusieurs visites séparées, quand nous avons décidé qu'assez de progrès avait été faits, nous avons convoqué une table ronde. Nous avons identifié qui étaient les victimes directes, parce que les victimes doivent être impliquées dans le processus, ensuite nous avons essayé d'amener à la table ceux perçus comme les auteurs. Vous serez surpris de réaliser que dans des circonstances de violence collective la situation est si fluide que certains individus ou groupes ont des rôles duaux en tant que victimes et aussi en tant qu'auteurs. Ensuite, on invite aussi ceux que nous considérons comme les parties prenantes essentielles de la communauté, les gens qui sont essentiels dans la mise en place de tout processus de paix, les gens qui vont assurer que, quelle que soit la discussion, le compromis ou l'accord qui est trouvé, cela aura un effet durable. Il peut s'agir de chefs religieux, ou des représentants de la jeunesse, ou des anciens de la communauté, de femmes, et d'ONG partenaires. Tout dépend de la situation, et les acteurs changent d'une communauté à une autre.»

Pour M. Shamaki, cependant, il y a une raison pour laquelle la médiation est souvent suivie par le mot « processus ». Un début et une fin ne sont pas toujours si clairs dans les conflits dans lesquels il a exercé une médiation. Il apprécie pleinement les complexités de la situation dans laquelle il travaille et il dit : « Vous voyez, on ne prétend pas qu'on a résolu la crise de Jos. Bien qu'il existe des efforts continus à plusieurs niveaux, avec toutes les tentatives possibles pour amener une paix durable à Jos, on a encore à résoudre plusieurs questions critiques. Notre travail est basé au niveau communautaire, et le fait que nous arrivions même à établir un dialogue entre les gens qui se sont vus en tant qu'ennemis jurés, et que maintenant ils parlent, cela c'est un progrès. Il faut le soutenir. »

Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

M. Shamaki croit que la formation est nécessaire, il explique pourquoi : «Je dirai que pour être un bon médiateur on doit avoir un certain niveau de formation. La formation est nécessaire. Elle n'a pas forcément besoin d'être dans un contexte occidental, parce que la médiation a toujours fait partie du processus traditionnel africain de résolution des conflits. Dans nos communautés traditionnelles, vous trouvez des personnes qui associent l'âge avec la sagesse, alors il y a des anciens qui sont engagés dans la médiation et l'arbitrage sous les auspices du chef ou du dirigeant principal, selon le cas. Normalement, ces anciens serviront en tant que guides pour les futurs anciens qui continueront avec la tradition. Avec l'évolution et le développement de la société, il y a un besoin pour plus de compétences devant être développées et renforcées, même dans le domaine de la documentation. Nous avons beaucoup de médiateurs qui circulent et qui travaillent, mais toutes leurs expériences ne sont pas documentées. Je note aussi que la Résolution alternative des différends (ADR) devient rapidement une partie de notre système légal, et je crois que cela devrait être encouragé.»

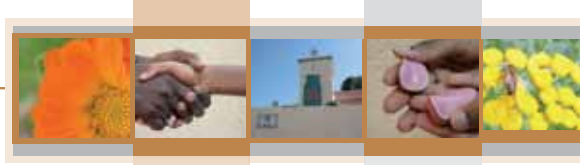
En même temps, M. Shamaki croit qu'il y a certaines qualités dont le médiateur a besoin qui ne viennent pas à travers la formation : «Il y a aussi certaines caractéristiques et attributs qu'on doit avoir pour être un bon médiateur. Il faut être patient et avoir une bonne écoute. Il ne faut jamais mépriser les parties. Le respect pour les parties et l'humilité sont aussi importants de même que l'impartialité, il faut être libre de tout préjugé. La recherche sur le contexte est aussi très importante.»

Une autre question qu'il trouve important dans le processus de médiation est le sexe. Dans son avis, «l'inclusion du sexe dans la médiation est importante. Les femmes ont plusieurs rôles à jouer. Pour commencer, elles sont très affectées par le conflit, alors elles devraient être devant la scène pour le prévenir et le résoudre. Pour moi, c'est assez clair. Les femmes sont les parties prenantes majeures, et nous avons plusieurs médiatrices dans notre réseau.»

Une autre question à propos de laquelle il partage ses avis touche au rôle des acteurs externes dans le processus de médiation. Il trouve que le point clé est de savoir comment ces acteurs travaillent en partenariat : «Comme cela touche au rôle des intervenants extérieurs et à leurs influences, je dirai qu'il y a toujours un potentiel pour des influences positives et négatives. Le partage des expériences et des connaissances ne peut être qu'une bonne chose, alors il n'est pas totalement déplacé d'avoir des influences externes comme les donateurs qui soutiennent les processus de médiation ou l'implication plus importante des ONG internationales. Je voudrai, cependant, encourager plus de coopération et de collaboration avec les institutions et les processus locaux ; mais un croisement fructueux des idées peut facilement améliorer le processus.»

Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Pour M. Shamaki, il y a vraiment beaucoup de moments mémorables. Malheureusement, ceux qui ressortent le plus ne sont pas toujours positifs, ce qu'il décrit ainsi : «Il y a des moments qui ressortent pour des raisons positives et négatives, les choses négatives sont principalement quand il faut s'asseoir

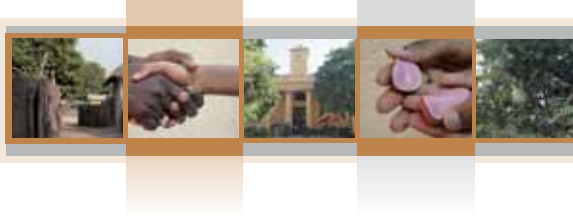


et écouter les femmes raconter la manière dont leurs enfants leur ont été enlevés et tués, de sang froid. Certaines de ces histoires refusent de s'en aller de votre esprit surtout quand on va rendre visite aux victimes et qu'on les trouve avec leurs corps mutilés, les bras amputés.»

Cependant, il ressent qu'il y a également des souvenirs positifs qui restent avec lui. Il partage certains de ceux-là : «Le souvenir positif est le fait que, en dépit de toute cette expérience, ces mêmes personnes ont la volonté de s'engager dans le dialogue avec ceux qui sont considérés comme les auteurs. C'était un moment très émouvant de voir ces quatre femmes qui étaient des survivantes du massacre de Dogo Na Hauwa, assises autour de la table avec ceux qui étaient considérés comme les auteurs du massacre. En fait, pour quelqu'un, venir à la table de médiation en tant qu'auteur présumé est une décision difficile.»

Avec la profondeur de son expérience de la médiation des conflits violents, certaines leçons viennent immédiatement à l'esprit pour M. Shamaki, ce qu'il partage en disant : «La leçon majeure que j'ai apprise de mon expérience humble dans ce travail, est que le processus doit être inclusif ; cela est en relation avec plusieurs idées et structures comme par exemple la question de savoir qui devrait participer. Je dirai que toutes les parties prenantes, et cela inclut les victimes, doivent être impliquées. Cela est très important. Aussi, pour revenir à la question de l'inclusion de l'égalité entre les sexes et au processus, nous devons penser en dehors des sentiers battus. Il doit s'agir d'un processus fluide et dynamique. À tous les niveaux cette approche pourrait changer. Je me suis rendu compte aussi que la médiation au niveau communautaire est très importante, quand on a bien compris les spécificités, la situation dans son ensemble devient plus claire.»

17 - Bukuru est historiquement un village de mineurs, autour de 12 kilomètres de Jos, qui a été englouti dans un conflit violent, premièrement en septembre 2001 et plus récemment en janvier 2010.



Professeur Serigne DIOP

Ancien Ministre, ancien député, Médiateur de la République du Sénégal, Dakar, Sénégal

« Il arrive qu'on insiste sur les questions d'équité et non de droit. La nuance est importante »

La Poignée de Mains : Apprendre à connaître nos médiateurs

Le Professeur Serigne Diop est né en 1953 à Thiès, marié, père de famille. Il a fait ses études primaires et secondaires à Thiès et supérieures à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dakar, devenue Cheikh Anta Diop (UCAD). Il a été enseignant dans cette même université à partir de 1979. Il a obtenu son agrégation en droit public en 1987 et il devient Professeur titulaire de classe exceptionnelle à partir de 1994. Il a été chef de département de Droit public/Sciences politiques de 1990 à 1993. Il fait partie des membres fondateurs du Parti démocratique sénégalais (PDS) aujourd'hui au pouvoir, au Sénégal. Il est sympathisant du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (SAES). Il a été député de 1978 à 1988, ministre en 1993 (sous le régime du Parti socialiste alors dirigé par le président Abdou Diouf) puis sous le régime du président Wade. C'est en 2009 qu'il devient Médiateur de la République.

Son intervention se situe non autour des questions conjoncturelles mais structurelles, administratives en rapport avec la justice, l'Etat de droit. Le recours dont disposent les citoyens face à l'Etat est de deux ordres : la voie administrative et/ou la voie judiciaire.

Il est sollicité par des citoyens qui ont des reproches à faire à l'administration sur par exemple des questions de carrière, ou quand il s'agit de questions foncières, où de paiement de primes d'indemnités pour des fonctionnaires ou des militaires. La loi qui régit son action lui donne l'autorité d'auto saisine, quand par exemple il sent qu'il doit intervenir dans une situation particulière, bien identifiée. Il n'intervient pas dans une affaire qui ne concerne que des acteurs privés. Il n'intervient pas dans le cadre de conflits ayant une dimension nationale (exemple : le conflit casamançais) mais il peut lui arriver de travailler sur un dossier qui a une envergure nationale (ex. : la liquidation d'entreprises publiques). Il a comme interlocuteur des agents et parfois une administration, un ministère et non des groupes constitués.

En principe, le type de médiation qu'il assure ne le met pas en danger. Il apprend plus sur la société, sur les relations sociales, humaines. Sa famille approuve positivement son action, surtout quand elle note des retours de satisfaction de la part de citoyens qui félicitent, remercient le médiateur pour le rétablissement de leurs droits ou la satisfaction de leurs doléances.

En Bons Voisins : Vues sur la médiation dans la sous-région

Pour le Professeur Serigne Diop, il faut un échange approfondi pour identifier les besoins en médiation. Il convient de réfléchir sur les institutions, les mécanismes pour une plus grande efficacité. Le mode et le rythme d'intervention dépendent des cas : parfois l'administration a besoin de temps : les délais peuvent aller d'une semaine à quelques mois, quelques années. Il lui arrive de travailler sur des dossiers de 1991.

La Médiature de la République entretient des relations régulières avec d'autres Médiatures institutionnelles, administratives et non avec des médiateurs informels. Au niveau de l'espace UE/UMOA elles ont une association, au niveau africain une autre existe.

A son avis, la médiation fait des pas significatifs en Afrique, surtout pour les questions administratives. Dans certains pays, c'est dans la Constitution même que la Médiature est mentionnée (exemple de la Côte d'Ivoire).

En ce qui concerne les médiations sociales et politiques, on se cherche encore. Il est optimiste pour l'avenir, car nos traditions africaines aident à avancer, surtout dans notre espace sous régional.

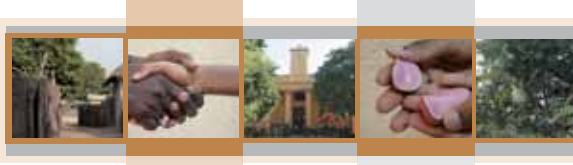
Le Tambour d'appel : Expériences personnelles de la médiation

Son engagement, son statut de député, de ministre, son cursus universitaire, son itinéraire syndical et politique l'ont amené à côtoyer régulièrement des citoyens. Quand on les reçoit et quand on les fréquente constamment, on a la culture des démarches de médiation.

De sorte que quand le président de la République lui a proposé le poste de Médiateur, il a accepté. Sa formation en sciences juridiques l'aide beaucoup.

D'une manière générale, les citoyens et citoyennes qui le sollicitent, s'attendent à ce que leurs droits soient reconnus et que leurs doléances soient satisfaites ; « quand ils ont tort, on le leur explique et ils peuvent être satisfaits de l'éclairage qu'on leur apporte. Il arrive qu'on insiste sur les questions d'équité et non de droit. La nuance est importante. Il reconnaît n'avoir pas reçu à vrai dire une formation en médiation. » Il a une prédisposition du fait de son cursus académique, politique et syndical.

Le médiateur institutionnel qu'il est travaille avec une équipe avec des moyens que l'Etat lui a fournis. Il a toute une administration. Il a sous sa tutelle sept chargés de mission qui viennent des structures de l'Etat. La Médiature est organisée en services qui fonctionnent comme des services publics. Donc les moyens sont inscrits au budget de l'Etat. Une certaine souplesse dans l'exécution du budget est autorisée à cette institution spéciale. Le Médiateur de la République peut saisir l'Inspection générale d'Etat pour des compléments d'information.



Dans la Calebasse : Opinions sur la culture, la formation, le genre et les acteurs externes

Pour le professeur, la prise en compte des aspects culturels est incontournable. « Il faut connaître le fond culturel de la société considérée pour traiter par exemple les litiges fonciers. Il faut connaître les règles qui peuvent varier d'une région à une autre. C'est valable pour la sous région. »

A son avis, la formation est nécessaire. « Ah oui ! » Et il informe sur l'existence d'une école au Maroc dans le cadre de l'Association des médiateurs de la Francophonie.

Pour le médiateur institutionnel, une bonne connaissance du droit est nécessaire. Pour tous les médiateurs, ce qu'il faut, c'est la sagesse, l'objectivité et la capacité de persuasion. « Il faut articuler procédure écrite et les autres modalités de communication. Parfois il suffit d'un coup de fil pour régler un problème. Il arrive que les procédures administratives prennent trop de temps, parfois il y a laxisme pur et simple. »

Le Professeur apprécie positivement l'échange d'informations et d'expertises au niveau de la sous région. Il est conscient qu'il y a plusieurs niveaux et formes de médiation. Il tient compte des médiations sociales, politiques, culturelles, religieuses etc. Il apprécie positivement les initiatives et les actions de l'Union africaine, de la CEDEAO, des Nations unies. A son avis, il faut agir aux plans local, national, sous régional, international.

Concernant la contribution particulière des femmes, il est d'avis que tout dépend de leur profil et de leur crédibilité. Leur expérience et leur formation sont à tenir en compte.

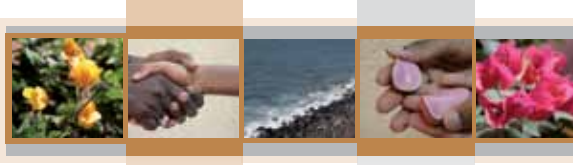
Partager la Noix de Cola : Partager des expériences mémorables et les leçons apprises

Le Professeur a encore en mémoire le cas d'un sportif qui dit avoir reçu l'attestation de sa régularisation en 1999 et jusqu'en début 2010, il n'avait pas reçu son argent. La situation a été débloquée maintenant. Il a bien identifié des cas d'inertie ou de manque de formation au niveau de certains responsables de services étatiques.

A son avis, le fait de faire revenir l'administration sur une décision est une bonne voie pour l'éducation républicaine. Aussi la culture et la foi en la justice deviennent une réalité. On rend ainsi effectif l'Etat de droit, la légitimité morale peut se trouver ainsi renforcée.

Les dossiers les plus mémorables, à son niveau, concernent les pensions pour les veuves et/ou orphelins. Il envisageait de rencontrer le directeur de l'IPRES, une des structures chargées de gérer la retraite des travailleurs, ceux du privé en l'occurrence. Ce sont des situations dramatiques.

Il avoue être attristé par le cas d'une veuve qui risquait d'être expulsée de la maison de feu son mari par une société immobilière, tout simplement parce qu'elle n'arrivait plus à payer les traites. Il envisageait donc d'intervenir auprès de cette société.



CONCLUSION

Alors à quoi pensons-nous quand nous entendons le mot « médiation » maintenant ? Peut-être la même chose, mais on espère que cette petite introduction et cet exposé portant sur les opinions et les expériences des médiateurs en Afrique de l'ouest ont approfondi notre compréhension de ce qu'implique la médiation dans la région. Nous espérons avoir une meilleure compréhension des succès et des défis de la médiation des conflits dans la région.

Ce qui est évident c'est qu'il n'y a pas de route ou de chemins directs menant à la médiation. On pourrait dire que certains médiateurs sont nés dedans ; d'autres semblent y tomber à un moment donné de leur parcours tandis que certains ont été identifiés par d'autres où il leur a été demandé de devenir médiateurs. Nous avons des personnes ayant une éducation formelle, une éducation informelle, un parcours dans la carrière militaire, dans les sciences sociales, dans les conflits, le renforcement de la paix – la liste est véritablement très variée. Il serait bien difficile de tracer un chemin commun pour devenir un médiateur.

Même lorsque nous prenons en compte les questions relatives à la formation formelle pour la médiation, non seulement les opinions sont diverses et multiples en ce qui concerne sa valeur, mais l'expérience des médiateurs montre une expérience partagée. En général le point de vue semble être que la formation peut ajouter de la valeur, mais qu'elle n'est pas essentielle. Les questions relatives au respect dont le médiateur bénéficie de la part des parties en conflit et les qualités du médiateur sont ce qui est considéré comme fondamental ; des qualités telles que la patience, les compétences de facilitation, d'écoute et la capacité à être impartial.

Nous avons vu à travers les histoires des médiateurs qu'en dépit d'un large nombre d'expériences de médiation il y a encore des processus, des gens et des actions qui demeurent ancrés profondément dans leur esprit. Ce qui ressort c'est qu'il y a un mélange de positif et de négatif, mais si on regarde cela dans le détail c'est le positif qui semble transparaître. Quelques fois ce n'est pas une expérience ou une décision qui est tangible, mais le sentiment de quelque chose ; un changement dans le processus, un sentiment d'acceptation ou d'appropriation du processus que le médiateur se rappelle. Il y a aussi l'impression que cela est simplement la partie émergée de l'iceberg et qu'il y a beaucoup plus à apprendre, beaucoup plus de détails que ces médiateurs auraient pu partager qui auraient pu être utilisés comme partie d'un processus pour renforcer et soutenir la médiation dans la sous-région.

Les médiateurs ont également partagé leurs points de vue sur des sujets spécifiques tels que le rôle des acteurs externes, la culture et les femmes dans la médiation. Comme en ce qui concerne la médiation elle-même, il semble que l'approche idéale en ce qui concerne ces questions est probablement mieux déterminée en jugeant la situation particulière et le conflit particulier qui font l'objet de la médiation. Les voies expriment des idées différentes et quelquefois opposées, mais on peut néanmoins essayer d'en faire ressortir quelques éléments communs.

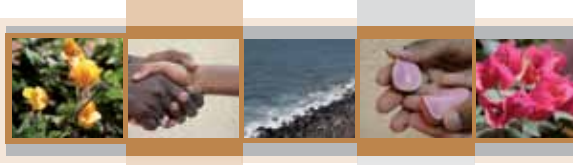
En ce qui concerne le rôle de la culture dans la médiation, il y a quelques médiateurs qui ont ressenti que cela n'était pas pertinent. Même ceux qui pensaient que le médiateur n'avait pas besoin d'être de

la même culture ou du même pays que les parties qui font l'objet de la médiation sont d'accord pour dire qu'une connaissance et une compréhension réelles de cette culture sont très utiles. Il semble aussi que les médiateurs travaillant au niveau communautaire étaient ceux qui trouvaient que la question de la culture du médiateur était une question cruciale. Un exemple cité a été la question simple du langage et des coutumes. Il fut apparent, cependant, que cela n'était pas la même chose au niveau national et qu'il y avait des situations où la distance vis-à-vis de la situation de quelqu'un qui ne partageait pas la même culture était considérée comme importante pour le succès du processus de médiation. Ces questions doivent au moins être prises en considération, mais la décision finale devrait être basée sur le contexte particulier.

Avec les questions relatives au rôle des femmes et des acteurs externes dans les processus de médiation en Afrique de l'ouest, les points de vue des différents médiateurs étaient bien plus en harmonie. Tous les médiateurs étaient d'accord pour dire que l'implication croissante des femmes dans les processus de médiation et de paix était absolument nécessaire, principalement en raison du simple fait qu'elles représentent des parties prenantes essentielles. Une opinion dissidente s'est manifestée pour dire qu'au début de la médiation, quand seulement les parties en conflit sont impliquées, il serait difficile d'avoir les femmes autour de la table des négociations à moins qu'elles ne soient des acteurs dans le conflit. Il a également questionné leur capacité à gérer les conditions de stress. Cependant, on pourrait se demander si cela concerne exclusivement les femmes. En théorie, la même logique devrait s'appliquer aux hommes qui ne sont pas habitués à rester hors de leur maison longtemps et qui sont soumis à des agendas de voyages chargés ou à des conditions extrêmes de stress.

Dans les situations où l'un des défis communs de la médiation a été identifié comme le manque de ressources, l'implication des acteurs externes est considérée par les médiateurs comme nécessaire. Nombreux sont ceux qui ont noté qu'au-delà de la question des ressources il y avait une valeur ajoutée dans la distance que des acteurs externes peuvent avoir avec le conflit, et différentes compétences, capacités et connaissances qu'ils peuvent apporter aux processus de médiation. Le souci principal est que trop souvent, les acteurs externes interviennent sans le faire en partenariat avec ou sans respecter les acteurs locaux sur le terrain. Il a été suggéré qu'il s'agissait là de l'aspect qui devait être amélioré. L'une des réflexions positives de la plupart des médiateurs était leur vision générale de la médiation dans la sous-région. Quand ils parlent d'expériences individuelles positives ils parlent essentiellement de succès. Si on considère le calibre de ces médiateurs et tout ce qu'ils ont réalisé en dépit de tant d'obstacles, le fait que la médiation dans la sous-région soit considérée comme se portant bien est compréhensible. La majorité des médiateurs ont fait des commentaires sur le progrès qu'ils ont constaté en ce qui concerne les efforts et les processus de médiation dans la région, et l'attention qui est portée à cela comme méthode à la fois de résolution et de prévention des conflits. Ils sont unanimes cependant pour dire que les défis qui demeurent sont importants et que la voie en vue de réaliser ce qu'ils pourraient considérer comme un état positif des affaires en ce qui concerne la médiation est long. Ci-dessous on trouvera une liste de quelques uns des défis qu'ils ont décrits :

- Un manque d'effort suffisant de renforcement des capacités ;
- Des ressources limitées ;
- Le manque d'une évaluation systématique des approches de la médiation ;



- Le manque d'inclusion des processus de médiation en termes de niveau des acteurs ainsi qu'en termes de genre ;
- Le besoin pour l'Afrique de l'ouest de trouver un mécanisme idéal pour la prévention des conflits et la médiation qui tire profit de la connaissance et des capacités autochtones ;
- Le manque de coordination et d'harmonisation au sein de la société civile.

À partir des différents récits, on peut voir que nous avons des médiateurs travaillant à différents niveaux sur les conflits dans la région. On voit qu'en dépit du fait que certaines personnes travaillent au niveau étatique ou au niveau de la société civile et de la communauté, les expériences qu'ils vivent et les succès et défis dont ils font l'expérience ont certains points communs. On trouve que même avec les différences dans les conflits et leur nature, leurs spécificités géographiques et ethniques il y a encore des liens et des approches basiques qui sont partagés par les différents médiateurs.

À partir de là on peut essayer de tirer certaines leçons clefs partagées par les médiateurs :

- Exercer une médiation dans un conflit n'est pas un processus unique de médiation ; cela implique d'exercer une médiation et de négocier une série d'obstacles et de situations ;
- Il y a une grande valeur dans les structures traditionnelles des sociétés d'Afrique de l'ouest qui a besoin d'être utilisée de manière plus stratégique pour enrichir les processus de médiation dans la région ;
- La personnalité du médiateur importe réellement ;
- Dans les conflits armés, un engagement total avec tous les acteurs armés est nécessaire pour le succès ;
- Il est nécessaire de donner volontairement son temps et son énergie dans la recherche de la paix ;
- Pour que la médiation puisse aboutir à une paix soutenable, il faut qu'elle soit un processus transformatif ;
- Un travail d'équipe effectif est essentiel pour une médiation réussie ;
- Il y a différentes approches pour réaliser une médiation à propos de différents types de conflits et une seule approche ne devrait pas être utilisée pour toutes les situations ;
- Être non partisan en tant que médiateur est crucial ;
- La médiation a besoin d'être un processus fluide et dynamique pour être efficace, et un médiateur doit être capable de s'adapter et de réfléchir vite et bien ;
- Ce n'est pas ce qui se passe à la table des négociations qui importe, chaque étape de la médiation est essentielle et importante, notamment la phase post-accord ;
- La médiation n'est pas complète sans un engagement avec les gens au niveau communautaire et au niveau de la société civile.

